

**Axés sur la croissance,
propulsés
par l'excellence**



iA Société financière inc.

Rapport de gestion de 2025

17 février 2026



Rapport de gestion 2025

3 Mise en garde

4 Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières

13 Faits saillants

18 Secteurs d'activité

Assurance, Canada

- 19 Assurance individuelle
- 21 Assurance collective – Régimes d'employés
- 22 Assurance collective – Marchés spéciaux
- 23 Services aux concessionnaires
- 24 iA Auto et habitation

Gestion de patrimoine

- 25 Gestion de patrimoine individuel
- 27 Épargne et retraite collectives

Affaires américaines

- 29 Assurance individuelle
- 30 Services aux concessionnaires

31 Rentabilité

- 31 Faits saillants
- 31 Analyse des résultats par secteur d'activité
- 39 Analyse des résultats par secteur d'activité pour le quatrième trimestre
- 46 Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction
- 47 Analyse selon les résultats financiers

53 Analyse du mouvement de la marge sur services contractuels (MSC)

54 Situation financière

- 54 Solvabilité
- 55 Évolution de la situation financière selon les états financiers
- 57 Capitaux propres et financement
- 60 Contrôles et procédures

63 Placements

70 Gestion des risques

Mise en garde et renseignements généraux

Constitution juridique et renseignements généraux

iA Société financière inc. (« iA Société financière » ou « la Société ») est une société à capital-actions constituée le 20 février 2018 sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Au moment de sa constitution, elle était une filiale à part entière de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« iA Assurance ») et n'avait pas d'activités commerciales. Le 1^{er} janvier 2019, le plan d'arrangement antérieurement approuvé par les actionnaires de iA Assurance et entériné par le tribunal a été complété et mis en place. Par conséquent, le 1^{er} janvier 2019, un certificat d'arrangement a été émis par le Registraire des entreprises, et iA Société financière est devenue la société mère du groupe iA détenant la totalité des actions ordinaires de iA Assurance. Jusqu'au 31 décembre 2018, iA Assurance était la société mère du groupe iA.

À ce titre, iA Société financière est un « émetteur absorbant » de iA Assurance au sens attribué à ce terme dans la réglementation en valeurs mobilières à l'égard des actions ordinaires émises précédemment par iA Assurance. Le 29 juillet 2024, iA Assurance a cessé d'être un émetteur assujéti conformément à une ordonnance délivrée en vertu des lois sur les valeurs mobilières du Québec et de l'Ontario.

iA Société financière n'est pas régie par la *Loi sur les assureurs* (Québec). Toutefois, elle maintiendra la capacité à fournir du capital à iA Assurance, si elle l'estime nécessaire, afin que celle-ci respecte les exigences de la *Loi sur les assureurs* (Québec) en matière de suffisance du capital. Aux termes d'un engagement modifié et mis à jour daté du 1^{er} janvier 2026 [auquel l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») est intervenante], iA Société financière s'engage à respecter les principes énoncés dans la *Ligne directrice sur la gestion du capital* publiée par l'AMF et à divulguer sa situation en matière de capital sur une base trimestrielle. La Société s'engage également à maintenir, au minimum, le ratio ESCAP total et le ratio ESCAP de base, calculés conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes* (« ESCAP ») de l'AMF, ainsi que le ratio Solo, calculé conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital autonome – Assurance de personnes* (« Solo ») de l'AMF.

iA Société financière est régie par la *Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie* (Québec) (la « Loi privée 1999 »), telle qu'amendée par la *Loi modifiant la Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie* (Québec) (la « Loi privée 2018 », et ensemble avec la Loi privée 1999, la « Loi privée »). La Loi privée 1999 a été sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec le 26 novembre 1999 et son amendement, la Loi privée 2018, a été sanctionné le 15 juin 2018. La Loi privée interdit à toute personne et à celles qui lui sont liées d'acquérir, directement ou indirectement, des actions avec droit de vote de iA Société financière s'il en résulte que cette personne et celles qui lui sont liées détiennent 10 % ou plus des droits de vote rattachés à ces actions. La Loi privée prévoit en outre que, dans le cas où une acquisition est effectuée contrairement à ce qui précède, chacune des personnes au bénéfice de qui les actions sont acquises ne peut exercer les droits de vote rattachés à la totalité de ses actions tant que cette contravention subsiste. De plus, en vertu de la Loi privée, iA Société financière doit détenir directement, ou indirectement, 100 % des actions ordinaires de iA Assurance.

Sauf indication contraire, tous les renseignements présentés dans ce rapport sont établis au 31 décembre 2025 ou pour l'exercice terminé à cette date.

Sauf indication contraire, tous les montants qui paraissent dans ce rapport sont libellés en dollars canadiens. Les renseignements financiers sont présentés conformément aux Normes IFRS® de comptabilité (désignées par « IFRS » dans le présent document) telles qu'elles s'appliquent aux sociétés d'assurance vie au Canada, et aux exigences comptables prescrites par les autorités réglementaires.

Documents relatifs aux résultats financiers

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de iA Société financière sont disponibles sur le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse ia.ca, sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur la Société sur le site SEDAR+, à l'adresse sedarplus.ca, de même que dans la notice annuelle de iA Société financière, que l'on peut trouver sur le site de iA Groupe financier ou sur le site SEDAR+. Les renseignements contenus dans les différents documents et rapports publiés par iA Groupe financier ou les renseignements disponibles sur le site Web de iA Groupe financier et mentionnés dans le présent document ne sont pas et ne doivent pas être considérés comme incorporés par renvoi au présent document, sauf indication contraire expresse. De plus, les enquêtes internes, les prévisions sectorielles, les études de marché et autres informations accessibles au public, bien que considérées comme fiables, n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante, et la Société ne garantit ni l'exactitude ni l'exhaustivité de ces informations. Toutes les estimations et prévisions comportent des risques et des incertitudes et sont susceptibles d'être modifiées en fonction de divers facteurs, notamment ceux abordés ci-dessous dans la section « Énoncés prospectifs ».

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** exerce ses activités.

Ce rapport est publié en date du 17 février 2026.

Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières

La Société publie ses résultats et ses états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). La Société publie également certaines mesures ou certains ratios financiers qui ne sont pas conformes aux IFRS®. Elle emploie des mesures non conformes aux IFRS et d'autres mesures financières lorsqu'elle évalue ses résultats et mesure sa performance, estimant que ces mesures fournissent des renseignements additionnels pour mieux comprendre ses résultats financiers et effectuer une meilleure analyse de son potentiel de croissance et de bénéfice, et qu'elles facilitent la comparaison des résultats trimestriels et annuels de ses activités courantes. Comme les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières utilisées n'ont pas de définitions ou de significations normalisées, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières similaires utilisées par d'autres sociétés et elles ne doivent pas être considérées comme une alternative aux mesures de performance financière, de situation financière ou de flux de trésorerie déterminées conformément aux IFRS. La Société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit.

Le Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-112 ») établit les exigences de communication applicables, respectivement, aux catégories suivantes de mesures non conformes aux IFRS utilisées par la Société :

- *Mesures financières non conformes aux IFRS*, qui représentent la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus et, en ce qui concerne leur composition, excluent un montant qui entre dans la composition de la mesure financière la plus directement comparable présentée dans les états financiers de base de la Société ou comprennent un montant qui en est exclu;
- *Ratios non conformes aux IFRS*, exprimés sous forme de ratio, de fraction, de pourcentage ou de représentation similaire, dont au moins l'une des composantes est une mesure financière non conforme aux IFRS, et qui ne sont pas présentés dans les états financiers de la Société;
- *Mesures financières supplémentaires*, qui sont des mesures financières ou des ratios non conformes aux IFRS, mais sont communiquées périodiquement en vue de représenter la performance financière, la situation financière ou les flux de trésorerie historiques ou attendus, et qui ne sont pas présentées dans les états financiers de la Société.

Les renseignements financiers et les ratios non conformes aux IFRS ainsi que les autres mesures financières utilisées par la Société sont décrits ci-après, accompagnés de renseignements supplémentaires et d'une description du rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable, le cas échéant.

Le présent document fait également référence à certains renseignements financiers pro forma, y compris des mesures financières supplémentaires pro forma tenant compte de la ligne directrice ESCAP révisée, notamment le ratio de solvabilité et le capital disponible pour déploiement. Ces mesures n'ont pas de définitions ou de significations normalisées; il est donc possible qu'elles diffèrent des mesures similaires utilisées par d'autres sociétés et elles ne doivent pas être considérées comme une alternative aux mesures déterminées conformément aux IFRS. Par conséquent, il existe un niveau de risque inévitable quant à l'exactitude et l'exhaustivité de ces renseignements, y compris en ce qui concerne les faits ou circonstances qui pourraient affecter l'exhaustivité ou l'exactitude de ces renseignements et qui sont inconnus de la Société. Voir les « Énoncés prospectifs ».

Bénéfice tiré des activités de base (pertes résultant des activités de base)

Le bénéfice tiré des activités de base est une mesure financière non conforme aux IFRS qui exclut du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires l'impact des éléments suivants :

- a) les impacts des marchés qui diffèrent des attentes de la direction, y compris l'incidence des marchés des actions et des immeubles de placement, des taux d'intérêt et des variations des taux de change sur le résultat d'investissement net (dont l'incidence sur le résultat des produits de placement net et sur les charges financières des contrats d'assurance et de réassurance) et sur le résultat des activités d'assurance (c.-à-d. sur les pertes et les reprises de pertes sur les contrats déficitaires comptabilisés selon la méthode d'évaluation des honoraires variables) et les impacts des produits de placement exonérés d'impôt (supérieurs ou inférieurs à l'incidence fiscale attendue à long terme) découlant du statut d'assureur multinational de la Société. À ces fins, les attentes de la direction comprennent :
 - i. un rendement annuel à long terme attendu (entre 8 % et 9 %, en moyenne) sur les investissements d'actifs à revenu non fixe (actions publiques et privées, immeubles de placement, infrastructures et actions privilégiées) n'ayant pas leurs revenus transférés;
 - ii. les taux d'intérêt (y compris les écarts de crédit) observés sur les marchés au début de chaque mois demeureront inchangés pendant chaque mois du trimestre, et les taux d'actualisation du passif pour la période non observable changeront comme l'indique la courbe des taux d'actualisation au début de chaque mois;
 - iii. les taux de change au début de chaque mois du trimestre demeureront inchangés pendant le mois, tout au long du trimestre;
- b) les changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction¹;
- c) les gains et pertes sur des acquisitions ou des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration;
- d) l'amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions;

¹ Les changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction sont régis par un processus rigoureux, influencé par les orientations de l'industrie, les normes actuarielles et les pratiques de gestion des risques, qui doit être ajusté périodiquement pour refléter aussi précisément que possible les effets des événements historiques et récents et de l'environnement actuel et projeté sur les hypothèses et les attentes, avec entre autres pour objectif l'exécution de tous les engagements de la Société, et le maintien de sa force financière.

- e) la charge de retraite non liée aux activités de base, qui représente la différence entre le rendement des actifs (revenus d'intérêts sur les actifs du régime) calculé en utilisant le rendement attendu des actifs du régime et le taux d'actualisation du régime de retraite prescrit par les IFRS;
- f) des éléments particuliers que la direction juge non récurrents ou, pour une quelconque autre raison, non représentatifs de la performance de la Société, notamment (i) des provisions ou règlements de dossiers judiciaires importants, (ii) des gains et des pertes d'impôts inhabituels sur le revenu, (iii) des charges significatives pour dépréciation liées au goodwill et à des immobilisations incorporelles, (iv) des réallocations à des fins de cohérence de l'information, dont le total est nul sur une base consolidée et (v) d'autres éléments particuliers;
- g) les impôts sur le revenu applicables aux éléments susmentionnés.

Raison d'être : la nature des activités de la Société implique des engagements financiers à long terme étayés par un portefeuille d'actifs résilient. Il n'en reste pas moins que les fluctuations des marchés boursiers, des taux d'intérêt, des taux de change, de l'évaluation du capital-investissement et des marchés immobiliers, entre autres facteurs, entraînent des variations continues de la valeur qui peuvent être relativement importantes pour les actifs, le passif des contrats d'assurance et le résultat net attribué aux actionnaires déclarés. Ces variations ne sont pas nécessairement réalisées et pourraient bien ne jamais l'être, du fait, notamment, de mouvements des marchés dans une direction opposée ou, en ce qui a trait aux fluctuations des taux d'intérêt, de la conservation de placements à revenu fixe jusqu'à leur maturité.

Le bénéfice tiré des activités de base est présenté pour aider les acteurs du marché à comprendre le potentiel de gains de l'entreprise à moyen et à long terme, en excluant du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires certains effets de la volatilité des marchés, de changements dans les méthodes actuarielles et d'éléments que la direction juge non récurrents ou, pour une quelconque autre raison, non représentatifs de la performance de la Société. La direction estime que le bénéfice tiré des activités de base permet une meilleure comparaison de la performance financière et opérationnelle d'une période à une autre, et avec d'autres émetteurs assujettis. Elle l'utilise aussi comme une mesure clé pour l'évaluation de la performance opérationnelle de la Société et comme base pour la planification, la rémunération et l'établissement de priorités stratégiques.

Le calcul du bénéfice tiré des activités de base repose sur les attentes et les hypothèses de la direction, des ajustements périodiques s'avérant toutefois nécessaires pour refléter aussi précisément que possible les effets des événements récents et de l'environnement actuel et projeté sur les attentes à moyen et à long terme. La gestion du risque de marché et du risque d'assurance est prise en compte dans le calcul du bénéfice tiré des activités de base à moyen et long terme, à la lumière des engagements financiers de la Société. Cette mesure du bénéfice n'échappe donc pas aux fluctuations de marché et aux changements dans les conditions macroéconomiques.

Rapprochement : le « résultat net attribué aux actionnaires ordinaires » est la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable présentée dans les états financiers de la Société. Pour un rapprochement de cette mesure avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable, voir la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

Bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base

Le bénéfice par action ordinaire tiré des activités de base est un ratio non conforme aux IFRS obtenu en divisant le bénéfice tiré des activités de base par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires dilué au cours de la période correspondante. Le BPA tiré des activités de base est utilisé pour mieux comprendre la capacité de la Société à générer des bénéfices durables, par la comparaison de la rentabilité au cours de multiples périodes, en plus de constituer un indicateur supplémentaire pour l'évaluation de la performance financière de la Société. La direction l'utilise aussi comme une mesure clé pour l'évaluation de la performance opérationnelle de la Société et comme base pour la planification et l'établissement de priorités stratégiques.

Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)

Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires est une mesure financière supplémentaire, exprimée sous forme de pourcentage, obtenu en divisant le revenu net consolidé attribué aux actionnaires ordinaires par la moyenne des capitaux propres attribuables à ces actionnaires pour la période. Cette mesure procure un aperçu général de l'efficacité de la Société dans l'utilisation des capitaux propres.

Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base

Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base est un ratio non conforme aux IFRS exprimé sous forme de pourcentage, obtenu en divisant le bénéfice tiré des activités de base consolidé par la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période correspondante. Cette mesure procure un aperçu général de l'efficacité de la Société dans l'utilisation des capitaux propres, fondée sur le bénéfice tiré des activités de base, en plus de constituer un indicateur supplémentaire pour l'évaluation de la performance financière de la Société.

Analyse du mouvement de la MSC

Des composantes de l'analyse du mouvement de la MSC constituent des mesures financières supplémentaires. L'analyse du mouvement de la MSC présente le mouvement de la marge sur services contractuels (MSC), net de réassurance, selon la répartition suivante :

- a) le *mouvement organique de la MSC*, duquel sont exclus les effets d'éléments engendrant une volatilité indue, ou qui ne seraient pas représentatifs de la performance opérationnelle sous-jacente d'une période à l'autre, et qui aide à mieux comprendre la création permanente de valeur mesurée par la MSC. Il correspond à la somme des composantes suivantes :
 - i. l'*effet des nouvelles ventes d'assurance*, soit la MSC établie à partir des contrats d'assurance non déficitaires initialement comptabilisés dans la période. Cela inclut les effets relatifs aux annulations de polices et aux frais d'acquisition, et exclut les effets de nouveaux contrats de réassurance inhabituels sur les affaires en vigueur catégorisés comme des mesures prises par la direction;
 - ii. la *croissance financière organique*, soit le mouvement de la MSC attribuable 1) au rendement attendu des actifs des éléments sous-jacents (pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode des honoraires variables); et 2) à l'intérêt capitalisé basé sur les taux d'actualisation initiaux (pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode générale);
 - iii. les *gains (pertes) d'expérience d'assurance*, soit une expérience non financière liée aux services futurs (p. ex. comportement des titulaires de polices qui différerait des attentes) dans le cadre de contrats non déficitaires;
 - iv. la *MSC constatée pour les services fournis*, soit la MSC comptabilisée dans le résultat net pour les services fournis durant la période.

b) le mouvement non organique de la MSC correspond à la somme des composantes suivantes :

- i. *l'impact des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction*, qui est l'impact sur les contrats non déficitaires de changements dans les méthodes et les hypothèses liées aux services futurs ou à d'autres mesures prises par la direction. Des changements aux hypothèses peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif. Les mesures prises par la direction représentent l'effet des mesures adoptées en dehors de l'exploitation normale de la Société, y compris, sans s'y limiter, des changements dans la méthodologie, de l'amélioration des modèles et des effets d'acquisitions, de fusions et de dispositions;
- ii. *l'impact des marchés*, qui représente l'expérience de marché pour les contrats non déficitaires évaluée selon la méthode des honoraires variables. Il s'agit de l'impact sur les flux de trésorerie d'exécution des fluctuations réelles des marchés (p. ex. marchés boursiers et taux d'intérêt) qui diffèrent des attentes;
- iii. *l'impact des taux de change*, soit l'impact des fluctuations des taux de change sur la MSC, présenté en dollars canadiens;
- iv. *Acquisition ou disposition d'une entreprise*, qui représente l'impact sur la MSC de contrats acquis dans le cadre de l'acquisition d'une entreprise ou encore l'impact sur la MSC dans le cadre de la disposition d'une entreprise, présenté en dollars canadiens.

Le mouvement de la MSC total équivaut à la somme des variations de la MSC pour les contrats d'assurance et de la variation de la MSC pour les contrats de réassurance présentés dans la note intitulée « Contrats d'assurance et contrats de réassurance » dans les états financiers de la Société.

L'analyse du mouvement de la MSC fournit de l'information supplémentaire pour mieux comprendre les facteurs à l'origine des changements dans la marge sur services contractuels d'une période à une autre.

Facteurs du bénéfice (FDB)

Les composantes de l'analyse des FDB constituent des mesures financières supplémentaires. L'analyse des FDB présente le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base, répartis selon les principaux facteurs suivants :

- a) le résultat des activités d'assurance (ou le résultat des activités d'assurance [activités de base] lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), soit la somme des composantes suivantes (nettes de réassurance, le cas échéant) :
 - i. le bénéfice attendu sur les activités d'assurance, qui représente les bénéfices récurrents liés à l'assurance sur les polices en vigueur durant la période de déclaration. Il s'agit de la somme des composantes suivantes :
 - libération pour ajustement au risque, soit la variation de l'ajustement au titre du risque non financier pour les risques expirés;
 - marge sur services contractuels (MSC) constatée pour les services fournis, soit la marge sur services contractuels comptabilisée dans le résultat net pour les services fournis au cours de la période;
 - bénéfice attendu sur les contrats d'assurance MRP, soit le résultat des activités d'assurance (produits d'assurance, nets des dépenses d'assurance engagées pour ces services) pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode de la répartition des primes (MRP), dont sont exclus les gains (pertes) d'expérience estimés.
 - ii. l'effet des nouvelles ventes d'assurance, soit la perte au point de vente découlant de la souscription de nouvelles affaires considérées comme déficitaires en vertu de IFRS 17 au cours de la période. Les nouvelles affaires d'assurance font référence à des ventes confirmées, qu'elles soient entrées en vigueur ou non. Le bénéfice anticipé réalisé dans les années suivant l'émission d'un contrat devrait couvrir la charge liée à son émission. Le gain généré par la souscription de nouvelles affaires non déficitaires selon la définition qu'en donne IFRS 17 est comptabilisé dans la marge sur services contractuels (et non dans le résultat net).
 - iii. les gains (pertes) d'expérience d'assurance (ou les gains [pertes] d'expérience d'assurance [activités de base] lorsque l'on tient compte des ajustements connexes au bénéfice tiré des activités de base), qui représentent l'écart entre les réclamations et dépenses d'assurance attendues et les réclamations et dépenses réelles, mesurées selon IFRS 17. Sont également compris ici : 1) les gains (pertes) d'expérience estimés sur les réclamations et dépenses d'assurance de contrats évalués selon la méthode de répartition des primes, 2) les ajustements liés aux services actuels et passés, 3) l'expérience d'assurance liée aux services futurs pour les contrats déficitaires et 4) l'expérience de marché pour les contrats déficitaires évalués selon la méthode des honoraires variables. Les gains (pertes) d'expérience d'assurance correspondent aux gains (pertes) d'expérience excluant l'expérience de marché pour les contrats déficitaires mesurés selon la méthode des honoraires variables.
 - iv. les changements d'hypothèses d'assurance et les mesures prises par la direction, soit l'effet sur le revenu net avant impôt résultant des changements, sur les contrats déficitaires, dans les méthodes et hypothèses non financières liées aux services futurs ou autres mesures prises par la direction. Des changements aux hypothèses non financières peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif compte tenu de ses propres résultats en matière de mortalité, de morbidité, d'abandons, de dépenses et d'autres facteurs. Les mesures prises par la direction représentent l'effet des mesures adoptées en dehors de l'exploitation normale de la Société, y compris, sans s'y limiter, des changements dans la méthodologie, de l'amélioration des modèles et des effets d'acquisitions, de fusions et de dispositions.
- b) le résultat d'investissement net (ou le résultat d'investissement net [activités de base] lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), soit la somme des composantes suivantes (nettes de réassurance, le cas échéant) :
 - i. le bénéfice attendu sur les activités d'assurance, soit les produits de placement nets, nets des charges financières associées au passif des contrats et nets des dépenses d'investissement prises en compte dans le bénéfice tiré des activités de base. Ce résultat exclut les effets liés à l'expérience de crédit et les charges financières sur les débentures;
 - ii. l'expérience de crédit, qui comprend 1) l'effet des changements de cote, y compris des défauts, sur les actifs à revenu fixe évalués à leur juste valeur selon les gains ou pertes du portefeuille de placement, et 2) les changements dans l'expérience de crédit trimestrielle en matière de prêts automobiles (tous classés au coût amorti), y compris les effets sur la provision pour pertes de crédit;
 - iii. les gains (pertes) d'expérience du marché, qui sont les effets sur les produits de placement nets et sur les charges financières associées au passif des contrats des variations réelles des marchés (p. ex. marchés boursiers, taux d'intérêt et taux de change) qui diffèrent des attentes;
 - iv. les changements d'hypothèses financières et autres, soit l'effet sur le revenu net avant impôt résultant des changements dans les méthodes et les hypothèses financières. Des changements aux hypothèses financières peuvent survenir lorsque la Société s'assure de la suffisance de son passif.

- c) les *activités autres que d'assurance* (ou les *activités autres que d'assurance [activités de base]*) lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), c'est-à-dire les produits nets des charges des activités autres que d'assurance, y compris, sans s'y limiter, les fonds communs de placement, la distribution en gestion de patrimoine et en assurance, les régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) et les activités de services aux concessionnaires autres que d'assurance.
- d) les *autres dépenses* (ou les *autres dépenses [activités de base]*) lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), qui sont les dépenses non attribuables aux contrats d'assurance ou aux activités autres que d'assurance, notamment – sans s'y limiter – les dépenses d'exploitation générale, l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et la dépréciation d'actifs incorporels et de l'achalandage.
- e) les *charges financières sur les débetures*, qui représentent les intérêts sur les débetures calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif ainsi que les primes versées lors d'un rachat de débetures qui sont présentées comme *Autres charges financières* dans l'état des résultats.
- f) les *impôts sur le revenu* (ou les *impôts sur le revenu [activités de base]*) lorsque l'on tient compte des ajustements du bénéfice tiré des activités de base correspondants), qui représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants.
- g) les *dividendes/distributions des instruments de capitaux*, qui correspondent aux dividendes sur les actions privilégiées et aux distributions sur les autres instruments de capitaux propres.

Raison d'être : Les facteurs du bénéfice fournissent davantage d'information pour évaluer la performance financière de la Société et un outil supplémentaire pour aider les investisseurs à mieux comprendre d'où provient la création de valeur pour les actionnaires.

Rapprochement : Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base avec le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires conformément à l'analyse des FDB, voir la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

Actif sous administration

L'actif sous administration (ASA) est une mesure financière supplémentaire qui représente tous les actifs par rapport auxquels la Société n'agit qu'à titre d'intermédiaire entre un client et un gestionnaire de fonds externe. Cette mesure sert à évaluer la capacité de la Société à générer des honoraires en ce qui touche les fonds sous administration.

Actif sous gestion

L'actif sous gestion (AGA) est une mesure financière supplémentaire qui représente tous les actifs par rapport auxquels la Société établit un contrat avec un client et prend des décisions d'investissement pour les sommes déposées dans le cadre de ce contrat. Cette mesure sert à évaluer la capacité de la Société à générer des honoraires en ce qui touche les fonds sous gestion. Pour une présentation des composantes de l'actif sous gestion, voir la section « Croissance des affaires - Actif sous gestion et actif sous administration » du présent document.

Capital disponible pour déploiement

Le capital disponible pour déploiement est une mesure financière supplémentaire définie comme le capital que la Société peut déployer pour une transaction d'acquisition, advenant l'application des paramètres de transaction les plus restrictifs à l'égard du capital réglementaire (p. ex. dans le cas d'une transaction n'impliquant que des éléments d'actif incorporels comme le goodwill). Le calcul de ce montant prend en considération le montant du capital dépassant les ratios cibles de la Société en matière de capital d'exploitation, calculé conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital - Assurance de personnes* (ESCAP), ainsi que les éventuels capitaux d'emprunt et autres instruments de capitaux réglementaires, à l'exception des actions ordinaires, compte tenu de toutes les limites et contraintes de la ligne directrice réglementaire sur le capital et des cibles internes de la Société. Cette mesure reflète la capacité de la Société à déployer du capital pour des transactions.

Taux combiné

Le taux combiné est une mesure financière supplémentaire définie comme la somme du taux de sinistres net, y compris les charges financières d'assurance nettes, et du taux des frais d'exploitation, excluant les résultats d'investissements. Le taux de sinistres net représente les sinistres survenus sans les dépenses attribuables divisés par le produit d'assurance lié à la prime. Le taux de frais représente les autres produits et dépenses ainsi que les dépenses attribuables divisés par le revenu d'assurance lié à la prime. Bien que les taux combinés soient couramment utilisés dans le secteur, ils n'ont pas de signification normalisée prescrite par les normes IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises de notre secteur.

Taux d'imposition effectif (activités de base)

Le taux d'imposition effectif (activités de base) est un ratio non conforme aux IFRS obtenu en divisant les impôts sur le revenu (activités de base), tels que compris dans la présentation du bénéfice tiré des activités de base conformément à l'analyse des FDB, par le bénéfice tiré des activités de base avant impôts. Ce taux constitue un indicateur supplémentaire utilisé pour évaluer et pour mieux comparer la charge fiscale entre différentes périodes.

Ratio de distribution du dividende

Le ratio de distribution du dividende est une mesure financière supplémentaire définie comme le pourcentage du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires distribué à ceux-ci sous la forme de dividendes durant la période. Il indique le pourcentage du résultat net attribué aux actionnaires que les actionnaires ont reçu sous la forme de dividendes.

Ratio de distribution du dividende (activités de base)

Le ratio de distribution du dividende (activités de base) est un ratio non conforme aux IFRS défini comme le pourcentage du bénéfice tiré des activités de base distribué aux actionnaires ordinaires sous la forme de dividendes durant la période. Cette mesure indique le pourcentage du bénéfice tiré des activités de base de la Société que les actionnaires ont reçu sous la forme de dividendes.

Ratio de levier financier

Le ratio de levier financier est un ratio non conforme aux IFRS calculé en divisant les débetures totales et les actions privilégiées, ainsi que les autres instruments de capitaux propres par la somme des débetures totales et des capitaux des actionnaires et la marge sur services contractuels (MSC) après impôt. La MSC après impôt est utilisée aux fins de présentation du ratio de levier financier et calculée comme la différence entre le solde de la MSC et le produit obtenu en multipliant ce solde par le taux d'imposition prévu par la loi pour chaque personne morale. Le ratio de levier financier fournit une mesure du levier financier de la Société dans la planification de ses stratégies et priorités pour les initiatives de gestion du capital.

Ratio de levier financier (débetures uniquement)

Le ratio de levier financier (débetures uniquement) est un ratio non conforme aux IFRS calculé en divisant les débetures totales par la somme des débetures totales et des capitaux des actionnaires et la marge sur services contractuels (MSC) après impôt. La MSC après impôt est utilisée aux fins de présentation du ratio de levier financier et est calculée comme la différence entre le solde de la MSC et le produit obtenu en multipliant ce solde par le taux d'imposition prévu par la loi pour chaque personne morale. Le ratio de levier financier (débetures uniquement) fournit une mesure du levier financier de la Société dans la planification de ses stratégies et priorités pour les initiatives de gestion du capital.

Génération organique de capital

La génération organique de capital est une mesure financière supplémentaire définie comme la quantité de capital générée au cours d'une période donnée, au-delà du ratio cible d'opération de la Société en matière de solvabilité, par des activités représentatives de la performance et du potentiel de bénéfice de cette dernière à moyen et à long terme, conformément à la définition du bénéfice tiré des activités de base. Le calcul tient compte du bénéfice tiré des activités de base, net des dividendes versés aux actionnaires ordinaires, ainsi que des mouvements de la marge sur services contractuels organique et de l'ajustement au risque, dont est déduit l'accroissement organique des exigences réglementaires applicables au capital en vertu de la ligne directrice ESCAP. La génération organique de capital fournit une mesure de la capacité de la Société à générer du capital excédentaire dans le cours normal de ses activités. La direction s'en sert pour la planification et l'établissement de priorités stratégiques. Cette mesure constitue un indicateur financier supplémentaire aux fins d'évaluation de la performance financière de la Société.

Primes nettes

Les primes nettes sont une mesure financière supplémentaire définie comme suit :

- Les primes nettes de l'Assurance individuelle, les primes nettes des Régimes d'employés de l'Assurance collective et les primes nettes de l'Assurance individuelle des Affaires américaines sont définies comme les primes diminuées des primes cédées en réassurance et comprennent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites durant la période et celles des contrats en vigueur.
- Les primes nettes d'assurance biens et risques divers des Services aux concessionnaires, les primes nettes des Services aux concessionnaires des Affaires américaines et les primes nettes de iA Auto et habitation sont définies comme les primes directes souscrites, moins les montants cédés en réassurance.
- Les primes nettes des Marchés spéciaux de l'Assurance collective et les primes nettes d'assurance crédit des Services aux concessionnaires correspondent aux primes brutes, diminuées des montants cédés en réassurance.
- Les primes nettes de l'Épargne et retraite collectives correspondent aux primes nettes après réassurance, dont sont exclus les équivalents de primes.

Les primes sont l'une des nombreuses mesures utilisées pour évaluer la capacité de la Société à générer un revenu à partir des nouvelles affaires souscrites et des contrats en vigueur.

Équivalents de primes et dépôts

- Les équivalents de primes sont une mesure financière supplémentaire. Il s'agit des montants liés à des contrats de services (tels que les régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA)) ou services dans le cadre desquels la société est essentiellement administratrice. Ils comprennent également, pour certaines unités d'exploitation, le montant des primes conservées en externe, pour des contrats d'assurance dans le cadre desquels la Société indemniserait la contrepartie en cas de perte dépassant un seuil spécifique ou en cas de défaut de paiement. Ces montants ne sont pas inclus dans les « primes nettes ».
- On désigne par dépôts les montants reçus de clients aux termes d'un contrat de fonds commun de placement ou d'un contrat d'investissement. Les dépôts ne figurent pas dans les états des résultats de la Société.

Les équivalents de primes et dépôts sont l'une des nombreuses mesures utilisées pour évaluer la capacité de la Société à générer un revenu à partir des nouvelles affaires souscrites et des contrats en vigueur.

Ventes

Les ventes sont définies comme des entrées de fonds sur les nouvelles affaires souscrites durant la période. Les ventes reflètent la capacité de la Société à générer de nouvelles affaires.

a) Assurance, Canada

- Assurance individuelle : Dans le secteur de l'Assurance individuelle, les ventes sont définies comme les primes annualisées de première année. Les ventes brutes sont définies comme les primes avant réassurance et annulations. Les primes nettes comprennent à la fois les entrées de fonds sur les nouvelles affaires souscrites durant la période et sur les contrats en vigueur, diminuées des primes cédées en réassurance.
- Assurance collective :

Régimes d'employés : Les ventes, aussi désignées sous le nom de *ventes entrées en vigueur*, sont définies comme les primes annualisées de contrats pour de nouveaux groupes entrant en vigueur pendant la période. Les primes nettes sont nettes de réassurance et comprennent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites durant la période et celles des contrats en vigueur.

Marchés spéciaux : Les ventes (primes brutes) sont définies comme les primes avant réassurance. Les ventes nettes (les primes nettes) sont définies comme les primes brutes nettes de réassurance.

- Services aux concessionnaires :

Assurance crédit : Les ventes d'assurance crédit sont définies comme les primes avant réassurance et annulations.

Assurance biens et risques divers : Les ventes d'assurance biens et risques divers sont définies comme les primes directes souscrites avant réassurance et annulations.

- iA Auto et habitation : À iA Auto et habitation, les ventes sont définies comme les primes directes souscrites avant réassurance et annulations.

b) Gestion de patrimoine

- Gestion de patrimoine individuel :

Ventes totales : Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, les ventes totales (ou ventes brutes) de produits du fonds général et de fonds distincts correspondent aux primes nettes. Les ventes pour les fonds communs de placement sont définies comme des dépôts et comprennent les ventes sur le marché primaire de fonds négociés en bourse.

Ventes nettes de fonds : Dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel, les ventes nettes constituent une mesure utile, permettant de mieux comprendre les facteurs à l'origine de la croissance des actifs sous gestion. Le changement dans ces actifs est important, car il détermine le niveau des honoraires de gestion. Les ventes de fonds distincts et de fonds communs de placement correspondent aux entrées nettes de fonds (ventes brutes, moins les retraits et transferts).

- Épargne et retraite collectives : Dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, les ventes de contrats d'accumulation et de rentes assurées comprennent les primes brutes (avant réassurance) et les équivalents de primes, ou les dépôts. Les primes sont nettes de réassurance et excluent les équivalents de primes.

Ventes nettes de fonds : Dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, les ventes nettes de fonds correspondent aux ventes brutes (entrées) moins les sorties, ce qui comprend les retraits et les transferts. Le changement dans ces actifs est important, car il détermine les honoraires de gestion enregistrés dans les états financiers consolidés sous Autres produits.

c) Affaires américaines

- Assurance individuelle : Les ventes sont définies comme les primes annualisées de première année.
- Services aux concessionnaires : Les ventes d'assurance biens et risques divers sont définies comme les primes directes souscrites (avant réassurance) et les équivalents de prime.

Ratio de distribution total (12 derniers mois)

Le ratio de distribution total (12 derniers mois) est une mesure financière supplémentaire définie comme la somme des dividendes versés par action ordinaire et des actions ordinaires rachetées (rachats) au cours des 12 derniers mois, divisée par le revenu net attribué aux actionnaires ordinaires au cours des 12 derniers mois. Cette mesure indique le pourcentage du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de la Société qu'ont reçu les actionnaires sous la forme de dividendes et de rachats d'actions, sur une période de 12 mois.

Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies

RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE SELON L'ANALYSE DES FACTEURS DU BÉNÉFICE

Le tableau suivant fournit un rapprochement entre le résultat net attribué aux actionnaires et le bénéfice tiré des activités de base[†], selon l'analyse des facteurs du bénéfice (FDB). Il complète l'information présentée aux sections « Analyse selon les résultats financiers » et « Analyse des résultats par secteur d'activité » du présent document, et fournit des indicateurs supplémentaires pour l'évaluation de la performance financière. Pour de plus amples renseignements sur la présentation selon les FDB et ses composantes, voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document.

Rapprochement du bénéfice tiré des activités de base[†] avec le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires – Consolidée

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Période de trois mois terminée le 31 décembre								
	Bénéfice tiré des activités de base [†]			Ajustements du bénéfice tiré des activités de base ²	Reclassifications		Résultat selon les états financiers		
					Résultat d'investissement net ³	Autres ³			
	2025	2024	Variation	2025	2025	2025	2025	2024	Variation
Résultat des activités d'assurance	315	309	2 %	(96)	—	—	219	236	(7 %)
Résultat d'investissement net	127	120	6 %	19	77	—	223	239	(7 %)
Activités autres que d'assurance ou autres produits selon les états financiers	92	90	2 %	20	(31)	538	619	471	31 %
Autres dépenses et charges financières sur les débetures	(154)	(154)	—	(86)	(46)	(538)	(824)	(677)	(22 %)
Bénéfice tiré des activités de base [†] ou résultat selon les états financiers, avant impôts	380	365	4 %	(143)	—	—	237	269	(12 %)
Impôts sur le revenu ou (charge) recouvrement d'impôts	(74)	(72)		38	—	—	(36)	(43)	
Dividendes/distributions sur autres instruments de capitaux ⁴	(19)	(6)					(19)	(6)	
Bénéfice tiré des activités de base[†] ou résultat net attribué aux actionnaires ordinaires selon les états financiers	287	287	—	(105)	—	—	182	220	(17 %)

	Période de douze mois terminée le 31 décembre								
	2025	2024	Variation	2025	2025	2025	2025	2024	Variation
Résultat des activités d'assurance	1 259	1 113	13 %	(103)	—	—	1 156	1 040	11 %
Résultat d'investissement net	510	448	14 %	45	263	—	818	819	—
Activités autres que d'assurance ou autres produits selon les états financiers	372	336	11 %	17	(103)	1 806	2 092	1 744	20 %
Autres dépenses et charges financières sur les débetures	(563)	(519)	(8 %)	(209)	(160)	(1 806)	(2 738)	(2 374)	(15 %)
Bénéfice tiré des activités de base [†] ou résultat selon les états financiers, avant impôts	1 578	1 378	15 %	(250)	—	—	1 328	1 229	8 %
Impôts sur le revenu ou (charge) recouvrement d'impôts	(325)	(284)		93	—	—	(232)	(267)	
Dividendes/distributions sur autres instruments de capitaux ⁴	(43)	(20)					(43)	(20)	
Bénéfice tiré des activités de base[†] ou résultat net attribué aux actionnaires ordinaires selon les états financiers	1 210	1 074	13 %	(157)	—	—	1 053	942	12 %

² Pour une ventilation des ajustements du bénéfice tiré des activités de base[†] appliquées aux fins de rapprochement avec le résultat net attribué aux actionnaires, voir la rubrique « Ajustements du bénéfice tiré des activités de base », ci-après.

³ Ces reclassifications reflètent des éléments assujettis à un traitement de classification différent dans les états financiers et dans les facteurs de bénéfice (FDB).

⁴ Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

AJUSTEMENTS DU BÉNÉFICE TIRÉ DES ACTIVITÉS DE BASE

Voir la section « Analyse des résultats par secteur d'activité » pour un tableau présentant le rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires avec le bénéfice tiré des activités de base[†] et une analyse des ajustements à l'origine de la différence entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†].

RECLASSIFICATION DU RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT NET

La reclassification du résultat d'investissement net a totalisé 77 millions de dollars au quatrième trimestre et 263 millions de dollars pour l'année 2025; le tableau suivant en présente la ventilation.

Résultat d'investissement net

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre			Cumulatif au 31 décembre		
	2025	2024	Variation	2025	2024	Variation
Résultat d'investissement net – États des résultats IFRS	223	239	(16)	818	819	(1)
Produits de placement de filiales de distribution et de conseil en gestion du patrimoine <i>États des résultats : Résultat d'investissement net</i> <i>FDB : Activités autres que d'assurance</i>	(33)	(31)	(2)	(110)	(125)	15
Charges relatives aux activités de placements <i>États des résultats : Autres charges d'exploitation</i> <i>FDB : Résultat d'investissement net</i>	(13)	(7)	(6)	(39)	(28)	(11)
Autres produits et autres charges d'exploitation de iA Financement auto <i>États des résultats : Autres produits et autres charges d'exploitation</i> <i>FDB : Résultat d'investissement net</i>	(25)	(24)	(1)	(100)	(95)	(5)
Résultat relatif à l'instrument de couverture lié aux unités d'actions fictives <i>États des résultats : Variation de la juste valeur des placements</i> <i>FDB : Autres dépenses</i>	(6)	(6)	—	(14)	(12)	(2)
Résultat d'investissement net – Facteurs du bénéfice (FDB) non conformes aux IFRS	146	171	(25)	555	559	(4)

AUTRES RECLASSIFICATIONS

Les autres reclassifications ont totalisé 538 millions de dollars pour le quatrième trimestre, et 1 806 millions de dollars pour l'année 2025. Les autres reclassifications concernent pour la plupart des dépenses assujetties à un traitement de classification différent dans les états financiers et dans les facteurs du bénéfice (FDB). Dans les FDB, les activités autres que d'assurance sont les produits nets des charges des activités autres que d'assurance, y compris, sans s'y limiter, les fonds communs de placement, la distribution en gestion de patrimoine et en assurance, les régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) et les activités de services aux concessionnaires autres que d'assurance. Les autres dépenses dans les FDB sont les dépenses non attribuables aux contrats d'assurance ou aux activités autres que d'assurance. Elles comprennent, sans s'y limiter, les dépenses d'exploitation générale, l'amortissement d'immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et la dépréciation d'actifs incorporels et du goodwill.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Énoncés prospectifs

Ce document peut contenir des énoncés de nature prévisionnelle ou autrement prospective, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « revoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « cibles financières », « objectif », « but », « indications » et « prévisions » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, dans ce document, les renseignements concernant les résultats d'exploitation, les stratégies ou les perspectives financières ou opérationnelles possibles ou futurs ainsi que les énoncés concernant les impacts anticipés de la version révisée de la ligne directrice ESCAP, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026. Ils ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections à l'égard d'événements futurs et ils pourraient changer.

Bien que iA Groupe financier estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. De plus, les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement.

- Les facteurs et risques importants susceptibles d'entraîner une différence significative entre les résultats réels et les attentes comprennent, sans s'y limiter, les éléments suivants : les conditions économiques et commerciales générales; le niveau de concurrence et de consolidation et la capacité à adapter les produits et services aux changements du marché ou des clients; la technologie de l'information, la protection, la gouvernance et la gestion des données, y compris les atteintes à la vie privée, et les risques liés à la sécurité de l'information, y compris les cyberrisques; le niveau d'inflation; la performance et la volatilité des marchés boursiers; les fluctuations des taux d'intérêt; les risques liés à la stratégie de couverture; l'exactitude des informations reçues des contreparties et la capacité des contreparties à remplir leurs obligations; les changements inattendus dans les hypothèses de tarification ou de provisionnement; le risque de liquidité de iA Groupe financier, y compris la disponibilité de fonds pour honorer les engagements financiers aux dates d'échéance prévues; la mauvaise gestion ou la dépendance à l'égard de relations avec des tiers dans le contexte de la chaîne d'approvisionnement; la capacité d'attirer, de former et de retenir des employés clés; le risque de conception, de mise en œuvre ou d'utilisation inappropriée de modèles complexes, y compris l'intelligence artificielle; le risque de fraude; l'évolution des lois et des réglementations, y compris les lois fiscales; les litiges contractuels et juridiques; les mesures prises par les autorités réglementaires susceptibles d'affecter les activités ou les opérations de iA Groupe financier ou de ses partenaires commerciaux; les modifications apportées aux lignes directrices en matière de capital et de liquidité (ou variations ou retraits liés à des changements anticipés); les risques liés à l'environnement politique et social régional ou mondial; l'incertitude géopolitique et commerciale; et les risques liés au climat, y compris les événements météorologiques extrêmes ou les changements climatiques à plus long terme et la transition vers une économie à faible émission de carbone; la capacité de iA Groupe financier à répondre aux attentes des parties prenantes sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance; la survenance de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, de conflits internationaux, de pandémies (telles que la pandémie de COVID-19) et d'actes de terrorisme; et les révisions à la baisse de la solidité financière ou des notations de crédit de iA Groupe financier ou de ses filiales.
- Les hypothèses et les facteurs importants sur lesquels a été fondée la préparation des perspectives financières comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'exactitude des estimations, des hypothèses et des jugements dans le cadre des méthodes comptables applicables et l'absence de changement important concernant les normes et méthodes comptables applicables de la Société; l'absence de variation importante concernant les taux d'intérêt; l'absence de changement important concernant le taux d'imposition réel de la Société; l'absence de changement important concernant le niveau d'exigences réglementaires en matière de capital de la Société; la disponibilité d'options pour le déploiement du capital excédentaire; l'expérience en matière de crédit, la mortalité, la morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de polices conformes aux études actuarielles; le rendement des investissements conforme aux attentes de la Société et conforme aux tendances historiques; les différents taux de croissance des activités selon l'unité d'exploitation; l'absence de changement inattendu concernant le contexte économique, concurrentiel, juridique ou réglementaire ou le contexte dans le secteur des assurances; ou les mesures prises par les autorités de réglementation qui pourraient avoir une incidence importante sur les activités ou l'exploitation de iA Groupe financier ou de ses partenaires d'affaires; l'absence de variation imprévue concernant le nombre d'actions en circulation; la non-matérialisation des risques ou des autres facteurs mentionnés ou dont il est question ailleurs dans le présent document ou qui figurent à la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion* de l'année 2025 de la Société, susceptibles d'avoir une influence sur le rendement ou les résultats de la Société.

Les tensions commerciales croissantes entre les États-Unis et le Canada, y compris les tarifs douaniers, continuent de perturber les chaînes d'approvisionnement et d'augmenter les coûts, contribuant ainsi à l'incertitude économique. Les marchés boursiers mondiaux pourraient être confrontés à une volatilité accrue en raison des risques liés aux tarifs douaniers, des attentes changeantes en matière de taux d'intérêt et des valorisations boursières élevées. Ces facteurs pourraient entraîner une réduction de la confiance des consommateurs et des investisseurs, accroître la volatilité financière et limiter les occasions de croissance.

Des renseignements supplémentaires sur les facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur les hypothèses ou les facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés à la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion* de l'année 2025 et à la note « Gestion des risques financiers associés aux instruments financiers et aux contrats d'assurance » afférente aux *États financiers consolidés audités* de l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et dans les autres documents que iA Groupe financier a déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, qui peuvent être consultés à l'adresse sedarplus.ca.

Les énoncés prospectifs et les perspectives financières contenus dans le présent document reflètent les attentes de iA Groupe financier en date de sa publication. iA Groupe financier ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à en publier une révision afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent document ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige. Les déclarations prospectives sont présentées dans ce document dans le but d'aider les investisseurs et d'autres personnes à comprendre certains éléments clés des résultats financiers attendus de la Société, ainsi que les objectifs, les priorités stratégiques et les perspectives commerciales de la Société, et d'obtenir une meilleure compréhension de l'environnement opérationnel anticipé de la Société. Les lecteurs sont avertis que ces informations peuvent ne pas être appropriées à d'autres fins.

Les renseignements pro forma présentés dans ce document ne doivent pas être considérés comme reflétant nécessairement la situation financière ou les résultats d'exploitation réels de la Société si la ligne directrice ESCAP révisée avait été mise en œuvre à la date ou pour les périodes indiquées. Les lecteurs ne devraient pas se fier indûment aux renseignements pro forma. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières ».

Faits saillants

En 2025, la Société a réalisé de solides performances opérationnelles et financières, reflétant l'exécution rigoureuse de son approche stratégique, *La façon iA*. Une rentabilité record a été atteinte avec un bénéfice tiré des activités de base[†] de 1 210 millions de dollars et un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 1 053 millions de dollars. Une forte croissance des affaires a été enregistrée dans presque toutes les unités d'exploitation au Canada et aux États-Unis, et la Société a maintenu une situation financière solide tout au long de l'année.

Conformément aux priorités à long terme, le capital a été déployé de manière stratégique pour soutenir la croissance organique, favoriser la transformation numérique et réaliser deux acquisitions ciblées, ainsi que des rachats d'actions actifs dans le cadre du programme d'offre publique de rachat d'actions (OPRA) dans le cours normal des activités. La Société a terminé l'année 2025 avec une capacité suffisante de déploiement de capital¹ pour soutenir ses futures initiatives de croissance et de création de valeur.

Le portefeuille de placements a conservé sa qualité élevée, et la suffisance des provisions actuarielles de la Société a été réaffirmée dans le cadre du processus de révision des hypothèses de fin d'année. Les cotes de crédit ont aussi été réaffirmées par Standard & Poor's, DBRS Morningstar et A.M. Best, ce qui souligne la solidité des fondamentaux financiers de la Société.

Rentabilité

La Société a enregistré un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 1 053 millions de dollars en 2025, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2024. Le bénéfice par action (BPA) dilué de 11,29 \$ en 2025 était supérieur de 16 % à celui de l'année précédente. Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)² s'est établi à 14,9 %, contre 13,9 % en 2024.

La Société a enregistré un bénéfice tiré des activités de base[†] de 1 210 millions de dollars en 2025, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2024. Le bénéfice par action (BPA) dilué tiré des activités de base^{††} de 12,96 \$ en 2025 était supérieur de 16 % à celui de 2024. Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base^{††} a atteint 17,1 % pour 2025, comparativement à 15,9 % pour l'année précédente.

Voir la section « Rentabilité » du présent document pour davantage d'information sur la rentabilité de la Société en 2025.

Rentabilité

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	1 053	942	12 %
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué) (en dollars)	11,29 \$	9,77 \$	16 %
Bénéfice tiré des activités de base [†]	1 210	1 074	13 %
Bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base (dilué) ^{††} (en dollars)	12,96 \$	11,16 \$	16 %
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)	14,9 %	13,9 %	
ROE tiré des activités de base ^{††}	17,1 %	15,9 %	

Croissance des affaires

La dynamique des ventes¹ est demeurée forte en 2025, tant au Canada qu'aux États-Unis, la quasi-totalité des unités d'exploitation enregistrant une bonne croissance. Cette situation reflète la solidité des réseaux de distribution de la Société, la performance de ses outils numériques pour les conseillers, les clients et les employés, ainsi que sa gamme de produits étendue et distinctive. Les fortes ventes et la solide conservation des affaires ont porté les primes nettes¹, les équivalents de primes et les dépôts¹ à plus de 22,0 milliards de dollars en 2025, soit une augmentation de 8 % par rapport à 2024. De plus, le total de l'actif sous gestion¹ et de l'actif sous administration¹ totalisaient 341,1 milliard de dollars à la fin de l'année, ce qui représente une augmentation substantielle de 31 % au cours des 12 derniers mois, reflétant les entrées élevées de fonds distincts, les conditions favorables sur les marchés et l'ajout des actifs provenant de l'acquisition de RF Capital complétée le 31 octobre 2025. Veuillez consulter les sections suivantes pour davantage d'information sur la croissance des affaires par unité d'exploitation.

Primes nettes, équivalents de primes et dépôts

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Total	22 017	20 424	8 %

Actif sous gestion et actif sous administration

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Actif sous gestion	143 159	128 730	11 %
Actif sous administration	197 910	132 576	49 %
Total	341 069	261 306	31 %

¹ Le capital disponible pour déploiement, les ventes, les primes nettes, les équivalents de primes et les dépôts, les actifs sous gestion et les actifs sous administration sont des mesures financières supplémentaires. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

² Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires consolidé, divisé par la moyenne des capitaux propres aux actionnaires pour la période. Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires consolidé est une mesure financière supplémentaire. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Ventes par secteur d'activité

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
ASSURANCE, CANADA			
<u>Assurance individuelle</u>			
Primes minimales	362	347	4 %
Primes excédentaires	53	45	18 %
Total	415	392	6 %
<u>Assurance collective</u>			
Régimes d'employés	159	84	89 %
Marchés spéciaux	393	412	(5 %)
<u>Services aux concessionnaires</u>	785	715	10 %
<u>iA Auto et habitation (iAAH)</u>	661	600	10 %
GESTION DE PATRIMOINE			
<u>Gestion de patrimoine individuel</u>			
Fonds distincts	6 934	5 443	27 %
Fonds communs de placement	2 391	1 936	24 %
Autres produits d'épargne	1 724	2 039	(15 %)
Total	11 049	9 418	17 %
<u>Épargne et retraite collectives</u>	3 120	4 514	(31 %)
AFFAIRES AMÉRICAINES			
<u>Assurance individuelle (\$ US)</u>	304	227	34 %
<u>Services aux concessionnaires (\$ US)</u>	1 183	1 087	9 %

Solidité financière

Le ratio de solvabilité³ de la Société est demeuré bien au-dessus du ratio minimum réglementaire de 90 % tout au long de l'année, pour finir à 133 % au 31 décembre 2025. Sur une base pro forma, au 31 décembre 2025, le ratio de solvabilité était à 137 %, en tenant compte de l'impact attendu de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026, comme décrit ci-dessous. Ce ratio se compare à celui de 139 % l'année précédente. La variation au cours des 12 derniers mois reflète principalement l'impact des activités de déploiement de capital, y compris les investissements pour soutenir la croissance organique, la réalisation de deux acquisitions, le versement de dividendes et les rachats d'actions actifs dans le cadre du programme d'offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (OPRA). Ces éléments ont été partiellement compensés par l'impact positif d'une forte génération de capital organique, ainsi que par l'accroissement organique de la marge sur services contractuels (MSC) et de l'ajustement au risque (AR).

La génération organique de capital⁴ a été très forte tout au long de l'année, la Société ayant généré 665 millions de dollars en capital additionnel en 2025.

Au 31 décembre 2025, le capital disponible pour déploiement était évalué à 1,1 milliard de dollars. Sur une base pro forma, au 31 décembre 2025, le capital disponible pour déploiement était à 1,4 milliard de dollars, en tenant compte de l'impact attendu de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026, comme expliqué ci-dessous. Cette capacité est semblable à celle de l'année précédente, ce qui reflète la forte génération de capital organique et l'incidence favorable de la ligne directrice ESCAP 2025 révisée par l'AMF sur les fonds distincts qui ont été compensées par les initiatives stratégiques de déploiement de capital (y compris des investissements dans la croissance organique, la réalisation de deux acquisitions, les versements de dividendes et les rachats d'actions actifs dans le cadre de l'OPRA).

Au 31 décembre 2025, le ratio de levier financier^{††} de la Société était de 16,3 %, comparativement à 17,3 % au 31 décembre 2024.

Pour un commentaire détaillé sur la solidité financière, se référer à la section « Situation financière » du présent rapport de gestion.

Solidité financière

(aux 31 décembre)	2025	2024
Ratio de solvabilité	133 %	139 %
Ratio de levier financier ^{††}	16,3 %	17,3 %

Valeur comptable

La valeur comptable par action ordinaire⁵ s'établissait à 79,24 \$ à la fin de l'année 2025, en hausse de 8 % au cours de l'année.

³ Le ratio de solvabilité est calculé conformément à la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes* (ESCAP) imposée par l'Autorité des marchés financiers du Québec (AMF). Cette mesure financière est exemptée de certaines exigences du Règlement 52-112 sur l'information concernant les mesures financières non conformes aux PCGR et d'autres mesures financières en vertu de la décision générale n° 2021-PDG-0065 de l'AMF.

⁴ La génération organique de capital est une mesure financière supplémentaire. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

⁵ La valeur comptable par action ordinaire est calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui représente le total des capitaux propres moins les autres instruments de capitaux, par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Dividendes

Le dividende versé en 2025 a totalisé 3,7800 \$ par action ordinaire, en hausse de 13 % par rapport à 3,3600 \$ en 2024. Ce changement résulte de l'augmentation de 10 %, au troisième trimestre, du dividende trimestriel par action ordinaire versé par la Société, qui est passé de 0,9000 \$ à 0,9900 \$. Le ratio de distribution du dividende (activités de base)^{††} pour l'année s'établit à 29 %. Enfin, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,9900 \$ par action ordinaire en circulation de la Société payable au premier trimestre de 2026. Ce dividende sera payable le 16 mars 2026 à tous les actionnaires inscrits le 27 février 2026.

Dividende

	2025	2024
Dividende aux actionnaires ordinaires	3,7800 \$	3,3600 \$

Offre publique de rachat d'actions

En 2025, la Société a racheté et annulé 1 968 075 actions pour une valeur totale de 294 millions de dollars. Dans le cadre du programme d'OPRA dans le cours normal des activités en vigueur entre le 14 novembre 2024 et le 13 novembre 2025, un total de 1 561 100 actions, soit environ 1,66 % des actions ordinaires émises et en circulation en date du 31 octobre 2024, ont été rachetées et annulées. Le 4 novembre 2025, la Société a annoncé le renouvellement de son OPRA dans le cours normal de ses activités en vigueur depuis le 14 novembre 2025. Dans le cadre de son programme renouvelé, la Société peut racheter jusqu'à 4 607 178 actions ordinaires, soit environ 5 % des actions ordinaires en circulation de la Société au 31 octobre 2025, entre le 14 novembre 2025 et le 13 novembre 2026.

Qualité du portefeuille de placements

Le portefeuille de placements de la Société est demeuré d'excellente qualité en 2025, reflétant les actifs de haute qualité aux niveaux d'exposition diversifiés qui le composent, de même qu'un positionnement prudent. Comme illustré dans le tableau ci-dessous, les titres cotés BB et moins ne représentaient au 31 décembre que 0,6 % du portefeuille d'obligations. De plus, le taux d'occupation du portefeuille d'immeubles de placement⁶ est demeuré relativement stable à 84,4 % et se compare favorablement à celui de l'immobilier de bureau au Canada⁷. Soulignons par ailleurs que 60,1 % du portefeuille de prêts hypothécaires est assuré et que la qualité du portefeuille de prêts automobiles est demeurée très bonne. Pour un commentaire détaillé sur les placements, se référer à la section « Placements » du présent rapport de gestion.

Qualité du portefeuille de placements

(aux 31 décembre)	2025	2024
Obligations – proportion des titres cotés BB et moins	0,6 %	0,7 %
Immeubles de placement – taux d'occupation	84,4 %	85,5 %
Prêts hypothécaires – proportion des prêts assurés	60,1 %	65 %
Prêts automobiles – provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts ⁸	5,56 %	5,61 %

Analyse de sensibilité

L'analyse des sensibilités de la Société aux changements macroéconomiques a été mise à jour à la fin de 2025. Les principaux résultats de cette analyse sont présentés sous « Risque de marché » dans la section « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

Budget fédéral 2025

Le 4 novembre 2025, le gouvernement fédéral du Canada a publié son budget. Les mesures proposées dans ce budget n'ont pas encore été adoptées. Si elles sont adoptées telles qu'annoncées, certaines mesures fiscales pourraient avoir une incidence négative sur les résultats de la Société, notamment celles qui pourraient s'appliquer rétroactivement au 1^{er} janvier 2025. L'effet potentiel de toutes les mesures proposées, dont la forme finale reste susceptible de changer, est en cours d'évaluation. La Société continuera de maintenir de manière proactive une structure fiscale efficace, conformément à la réglementation fiscale applicable.

Exigences de suffisance du capital de l'AMF

Le 1^{er} janvier 2026, une ligne directrice ESCAP révisée est entrée en vigueur. Cette ligne directrice révisée modifie, entre autres changements, le traitement de la reconnaissance du capital excédentaire pour les filiales d'assurance de dommages. L'incidence a été positive pour l'unité d'exploitation des Services aux concessionnaires aux É.-U., entraînant les répercussions favorables suivantes le 1^{er} janvier 2026 :

- Ratio de solvabilité : hausse de 3,5 points de pourcentage;
- Capital disponible pour déploiement : hausse de 325 millions de dollars.

Cette nouvelle version révisé également les exigences de capital liées à l'exposition aux infrastructures nationales, qu'il s'agisse de dette ou de capitaux propres, applicables au 31 décembre 2025 et ayant une incidence favorable de 0,5 point de pourcentage.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, la Société est tenue de calculer un ratio Solo, conformément à la Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital autonome – Assurance de personnes (« Solo ») de l'AMF.

⁶ Le taux d'occupation des immeubles de placement est calculé en divisant le nombre total de pieds carrés loués par le nombre total de pieds carrés du portefeuille immobilier de la Société. Les terrains et les biens immobiliers destinés à la rénovation sont exclus du calcul.

⁷ Source : Rapport CBRE « Statistiques sur l'immobilier de bureaux au Canada T4 2025 » daté du 7 janvier 2026.

⁸ La provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts est définie comme le ratio de la provision pour pertes de crédit, exprimé en pourcentage du montant des prêts bruts. Elle fournit une mesure de l'expérience de crédit attendue sur le portefeuille de prêts.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Acquisitions et cessions

Le 4 février 2025, la Société a complété l'acquisition de Global Warranty, un groupe d'importants fournisseurs et administrateurs indépendants de garanties sur le marché des véhicules d'occasion au Canada. Au moment de l'acquisition, Global Warranty desservait un réseau de plus de 1 500 concessionnaires automobiles et de plus de 400 centres de réparation autorisés partout au pays. Cette acquisition renforce la présence de l'entreprise sur le marché des garanties pour les véhicules d'occasion.

Le 31 octobre 2025, la Société a complété l'acquisition de RF Capital Group Inc., une société de gestion de patrimoine indépendante de premier plan basée au Canada, qui exerce ses activités sous la marque Patrimoine Richardson⁹. Elle est réputée pour fournir des services-conseils financiers complets et axés sur le client, adaptés au marché des clients fortunés. Cette acquisition a ajouté 43,6 milliards de dollars d'actifs sous gestion au 30 septembre 2025, ainsi que 142 équipes de conseillers au 31 octobre 2025, élargissant considérablement la présence de iA Groupe financier dans le segment des clients à valeur nette élevée.

Pour plus de renseignements sur ces acquisitions d'entreprises, voir la note 4 des états financiers consolidés 2025 de la Société intitulée « Acquisition d'entreprises » intégrée par référence dans le présent document.

Aucune cession notable n'est survenue en 2025.

Durabilité

L'approche de iA Groupe financier en matière de durabilité consiste à contribuer à la croissance durable et au bien-être de sa clientèle, de son personnel, de ses partenaires, de ses investisseurs et de ses communautés. La Société vise à assurer la durabilité en soutenant ses communautés et en combinant sa réussite financière à des répercussions positives sur l'environnement et la société.

iA Groupe financier a dégagé cinq sujets de priorité stratégique à la suite de la réalisation d'un exercice d'évaluation de la matérialité effectué en 2023. Ces cinq sujets sont la stratégie de décarbonation; l'attraction, le développement et la rétention des talents; la diversité, l'équité et l'inclusion; la gouvernance d'entreprise; la gestion des risques d'entreprise.

Afin d'opérationnaliser ces sujets, la Société a déterminé trois leviers d'action prioritaires qui lui permettront d'avoir un impact positif important dans l'exécution de sa stratégie et qui font écho à son modèle d'affaires :

1. La santé physique, mentale et financière;
2. L'éducation et l'apprentissage;
3. Un futur durable.

Vous trouverez ci-dessous le résumé des résultats de 2025 qui abordent les cinq sujets de priorité stratégique selon les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Environnement

En 2025, iA Groupe financier a poursuivi la mise en œuvre de son plan de transition climatique. Parmi les réalisations concrètes de l'année, la Société a raffiné la trajectoire de décarbonation de ses immeubles détenus au Canada grâce à des études de faisabilité, ce qui permet de mieux cibler les actions à venir. Du côté des placements, l'analyse et la cartographie de l'exposition du portefeuille d'obligations d'entreprises publiques ont été approfondies afin de soutenir la démarche de décarbonation. La Société a également poursuivi l'intégration des risques climatiques à sa taxonomie globale des risques, et certaines filiales ont participé à des exercices de scénarios climatiques réglementaires et internes, renforçant ainsi leur capacité d'anticipation et de gestion.

Social

En 2025, iA Groupe financier a poursuivi le développement de son organisation apprenante et l'enrichissement de ses programmes visant à soutenir le perfectionnement professionnel et personnel de ses employés. L'année a été marquée par la consolidation de la culture d'apprentissage, la mise en place de nouvelles initiatives de mentorat et la poursuite de mesures structurantes en matière d'équité, de diversité et d'inclusion, telles que l'optimisation des politiques, des pratiques et des processus pour les systèmes de gestion des talents. La Société a également continué à renforcer ses démarches de sensibilisation et de formation, tant sur les enjeux de diversité que sur la santé, la sécurité et le mieux-être au travail.

Parallèlement, la troisième phase du Programme d'attestation de partenariat en relations avec les autochtones (APRA) du Conseil canadien pour l'entreprise autochtone (CCEA) a été déposée pour analyse auprès du CCEA à la fin de 2025.

La Société a aussi continué d'enrichir son offre de produits en lançant de nouveaux produits et services inclusifs, tels que les offres *Santé des femmes* et *Gestion de poids*.

Enfin, la Société a poursuivi ses efforts sur le plan philanthropique en 2025 en versant des dons à divers organismes de bienfaisance au Canada et aux États-Unis totalisant 11,4 millions de dollars.

Gouvernance relative à la durabilité

En 2025, la gouvernance de la durabilité est demeurée au cœur des priorités de iA Groupe financier. La Société a poursuivi le renforcement de ses structures et de ses pratiques afin d'assurer une supervision rigoureuse et intégrée des enjeux liés à la durabilité. La gouvernance de la durabilité s'appuie sur une structure robuste qui comprend le conseil d'administration, le comité des risques, de gouvernance et d'éthique, ainsi que des comités exécutifs et directeurs dédiés à la durabilité. Cette organisation permet d'assurer la cohérence des orientations stratégiques, la reddition de comptes et la mobilisation des équipes autour des objectifs de durabilité.

⁹ Patrimoine Richardson Limitée est une filiale de iA et n'est pas affiliée à James Richardson & Sons, Limited. « Patrimoine Richardson » est une marque de commerce de James Richardson & Sons, Limited et Patrimoine Richardson Limitée est un utilisateur autorisé de la marque.

La *Politique de durabilité* de iA Groupe financier encadre également ses pratiques et sa gouvernance relative à la durabilité. Plus particulièrement, elle précise le rôle et les responsabilités des différentes entités internes de l'organisation. En matière de finance durable, la *Politique d'investissement durable* de iA Gestion mondiale d'actifs¹⁰, le principal gestionnaire de portefeuilles et d'actifs de iA Groupe financier, fournit un cadre et des orientations pour intégrer d'une manière cohérente les considérations ESG dans la gestion des investissements et les activités d'engagement. De plus, la gestion des risques climatiques est régie par la *Politique corporative sur la gestion des risques climatiques*, qui s'insère dans le cadre de référence en matière de durabilité de iA Groupe financier et tient compte de la taille, de la nature et de la complexité de ses activités, mais également du caractère propre aux risques climatiques dont les impacts peuvent se manifester à court, à moyen et à long terme.

Pour obtenir une vue d'ensemble des initiatives sociales et de gouvernance ainsi que des résultats détaillés, nous vous invitons à consulter notre plus récent *Rapport de durabilité*. Et pour obtenir plus de détails sur la stratégie et les objectifs à long terme de la Société en matière de climat, nous vous invitons à consulter notre plus récent *Rapport sur la performance liée aux changements climatiques*.

Modifications apportées aux méthodes comptables en 2025 et modifications à venir

L'International Accounting Standards Board (IASB) a publié un amendement qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2025. L'amendement n'a pas eu d'incidence sur les états financiers de la Société au 31 décembre 2025. Pour de plus amples renseignements sur l'amendement et sur les changements à venir dans les méthodes comptables résultant de la publication d'amendements ou de nouvelles normes, voir la note 3 des états financiers consolidés de la Société intitulée « Modifications de méthodes comptables » intégrée par référence dans le présent document.

¹⁰ « iA Gestion mondiale d'actifs » et « iAGMA » sont des marques de commerce et d'autres noms sous lesquels l'Industrielle Alliance, Gestion de placements inc. et iA Gestion mondiale d'actifs inc. exercent leurs activités.

Secteurs d'activité

La Société catégorise ses activités en cinq secteurs, dont trois secteurs d'activité : Assurance, Canada; Gestion de patrimoine et Affaires américaines, et deux secteurs de soutien : Placements et Exploitation générale.

Le secteur de l'Assurance, Canada offre des produits d'assurance pour répondre à tous les besoins de protection des particuliers, produits qui vont de l'assurance collective à l'assurance vie ou maladie en passant par l'assurance de dommages, l'assurance biens et risques divers ou les produits auxiliaires offerts à l'achat d'un véhicule automobile. Le secteur de la Gestion de patrimoine propose quant à lui une vaste sélection de produits d'épargne et retraite, y compris des fonds distincts et des fonds communs de placement, destinés tant aux particuliers qu'aux groupes. Les deux secteurs comptent sur des réseaux de distribution étendus et diversifiés. Le secteur des Affaires américaines, de son côté, mène ses activités par l'entremise de deux divisions, à savoir l'Assurance individuelle, qui offre des produits d'assurance vie, et les Services aux concessionnaires, qui proposent des garanties prolongées, et ce, sur le marché américain, dans un cas comme dans l'autre.

Pour maintenir le rendement global du groupe, la Société s'appuie sur deux secteurs de soutien. Le secteur des Placements assure un soutien stratégique aux secteurs d'activité d'exploitation et supervise la gestion des portefeuilles dans son ensemble. Parallèlement, le secteur de l'Exploitation générale gère toutes les fonctions de soutien de l'organisation.

Trois secteurs d'activité

Assurance, Canada

- Assurance individuelle
- Assurance collective
- Services aux concessionnaires
- iA Auto et habitation
- Distribution aux particuliers

Gestion de patrimoine

- Gestion de patrimoine individuel
- Épargne et retraite collectives
- Distribution aux particuliers

Affaires américaines

- Assurance individuelle
- Services aux concessionnaires

Deux secteurs de soutien

Placements

Gestion globale des portefeuilles

Exploitation générale

Fonctions de soutien général

Assurance, Canada

Assurance individuelle

L'unité d'exploitation de l'Assurance individuelle offre une gamme complète de protections d'assurance distinctives par l'intermédiaire de ses importants réseaux de distribution.

L'unité d'exploitation vise à se démarquer sur le marché canadien en offrant aux clients et aux distributeurs une expérience de premier ordre qui conjugue harmonieusement l'innovation numérique et l'accompagnement humain. Elle continue d'améliorer ses outils numériques, d'élargir sa gamme de solutions d'assurance et de simplifier et d'accélérer ses processus de tarification et ceux liés aux nouvelles affaires.

Grâce à une croissance soutenue de ses ventes et à un réseau de distribution diversifié et à haut rendement, iA Groupe financier est l'assureur canadien qui établit le plus grand nombre de polices d'assurance individuelle chaque année, ce qui représente plus du quart des polices établies à l'échelle du pays¹. L'unité d'exploitation est aussi le chef de file de l'industrie pour les produits de prestations du vivant et dans le segment de marché de masse¹.

Croissance des affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Ventes			
Primes minimales ²	362	347	4 %
Primes excédentaires ²	53	45	18 %
Total	415	392	6 %
Primes nettes	2 418	2 160	12 %

Les ventes totales en 2025 se sont chiffrées à 415 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 6 % par rapport à 2024. La bonne croissance des ventes s'explique par la force des vastes réseaux de distribution de la Société, notamment l'augmentation du nombre de conseillers actifs, le rendement de ses outils numériques et sa gamme complète et concurrentielle de produits.

En 2025, la Société a poursuivi la modernisation de ses activités en achevant la transformation de son système d'aperçu informatisé des ventes, que les conseillers utilisent pour montrer aux clients les performances des produits d'assurance, en passant d'une application de bureau à une plateforme entièrement basée sur le Web. De nouvelles fonctionnalités numériques en libre-service ont également été lancées en 2025, permettant aux conseillers et aux clients de mettre à jour les informations bancaires, de modifier les dates de paiement et de changer les désignations de bénéficiaires eux-mêmes, entre autres. Ensemble, ces avancées ont permis de renforcer l'efficacité opérationnelle, de réduire les délais de traitement et d'améliorer l'expérience globale des conseillers et des clients.

En 2025, les primes nettes ont totalisé plus de 2,4 milliards de dollars, en hausse de 12 % par rapport à l'année précédente. Notons que les primes nettes constituent un important facteur de progression de la rentabilité à long terme de l'unité d'exploitation, car une croissance soutenue des primes augmente le bloc d'affaires en vigueur, fournit une source stable de revenus récurrents pour couvrir les sinistres et les dépenses futurs, et améliore l'évolutivité.

Au chapitre de la performance de la Société par rapport à l'industrie, les données canadiennes publiées par la LIMRA pour les neuf premiers mois de l'année indiquent que :

- iA Groupe financier est la Société qui assure le plus de Canadiens, avec une part de marché de 27 % des polices souscrites. La Société se classe troisième pour les ventes de primes, avec une part de marché de 13 % (assurances vie, maladie grave et invalidité combinées);
- iA Groupe financier se classe en première position pour les ventes de primes de produits de prestations du vivant, avec une part de marché de 24 %;
- iA Groupe financier se classe en deuxième position pour les ventes de primes d'assurance maladie grave, avec une part de marché de 28 %;
- iA Groupe financier se classe en deuxième position pour les ventes de primes d'assurance invalidité, avec une part de marché de 19 %.

Soulignons par ailleurs que le réseau Carrière de la Société a continué d'enregistrer une très bonne performance en 2025, affichant une croissance des ventes de 10 % pour la cinquième année consécutive.

Perspectives et priorités d'affaires

L'unité d'exploitation entend profiter des occasions de renforcer sa position de chef de file en 2026. Assurer la meilleure expérience hybride pour les distributeurs et les clients demeure au cœur de ses préoccupations. Dans cette perspective, l'unité prévoit continuer de tirer parti de la force et la diversité de tous ses réseaux de distribution pour répondre aux besoins des Canadiens. Les initiatives à venir offriront une expérience hybride attrayante qui permettra aux distributeurs et aux clients de bénéficier d'outils libre-service et de ressources numériques.

¹ Selon les données canadiennes les plus récentes publiées par LIMRA.

² La prime minimale constitue la portion de la prime qui sert à couvrir les risques d'assurance d'un contrat d'assurance individuelle et est une mesure importante de la performance de l'unité d'exploitation. La prime excédentaire inclut tous les dépôts dans les fonds d'accumulation disponibles dans les polices universelles, ainsi que les contributions à l'option de dépôt supplémentaire pour le produit d'assurance vie avec participation.

L'unité d'exploitation est déterminée à demeurer proactive pour ce qui est d'offrir la gamme la plus complète de produits de haute qualité sur le marché canadien tout en continuant de simplifier et d'accélérer les processus de souscription et ceux liés aux nouvelles affaires. Les nouvelles améliorations apportées à l'automatisation de la tarification devraient consolider la position de leader de la Société en matière d'approbation instantanée au point de vente. L'unité d'exploitation souhaite continuer à se distinguer par des solutions numériques intuitives tout en soutenant les conseillers dans leurs efforts pour améliorer l'efficacité de leurs activités et offrir à leurs clients l'expérience hybride numérique et humaine la plus engageante qui soit. L'unité d'exploitation compte aussi poursuivre activement ses efforts de promotion de son programme Solutions cas avancés, qui propose des solutions simples, personnalisées et à haut rendement pour aider les conseillers à répondre aux besoins précis des clients, des professionnels et des propriétaires d'entreprise fortunés. Une gestion rigoureuse de l'offre de produits et le maintien de normes de services élevées pour les clients et les distributeurs sont d'une importance cruciale pour que iA Groupe financier conserve sa position de leader.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
- Assurance vie (universelle, participante, permanente et temporaire) - Assurance maladie grave - Assurance invalidité de courte et de longue durées - Assurance hypothécaire - Assurance décès ou mutilation accidentels (DMA) - Assurance crédit (vie et invalidité) - Assurance voyage	- iA Assurance - PPI Management - Michel Rhéaume et associés	- Réseau Carrière (iA) (2 700 représentants) - Réseau Agents généraux³ (31 000 représentants) - Réseau Comptes nationaux (600 représentants) - Réseau de représentants de PPI Management (6 400 représentants) - Michel Rhéaume et associés

³ Réseau Agents généraux, incluant le réseau WFG.

Assurance collective : Régimes d'employés

L'unité d'exploitation des Régimes d'employés soutient des organisations de toute taille grâce à une gamme complète de solutions d'assurance collective conçues pour promouvoir le bien-être global. Grâce à une équipe de près de 800 employés, l'unité d'exploitation dessert environ 900 groupes à travers le Canada et fournit des régimes à plus de 600 000 participants. En étroite collaboration avec les conseillers en avantages sociaux qui distribuent son offre, l'unité d'exploitation veille à ce que les organisations et leurs membres bénéficient de solutions adaptées à leurs besoins.

Pour aider les promoteurs de régime et les participants à gérer efficacement leurs avantages et le bien-être global, l'unité d'exploitation offre une gamme intégrée de services. Celle-ci comprend des programmes de santé et mieux-être, de la télémédecine, des services d'aide aux employés et un soutien spécialisé en gestion de l'invalidité et des médicaments. Ces offres sont accessibles par l'entremise de plateformes numériques modernes, l'Espace client et iA Mobile, qui offrent un accès simple, intuitif et pratique aux ressources dont les utilisateurs ont besoin.

En 2025, l'unité d'exploitation a encore amélioré le caractère inclusif de ses couvertures en introduisant deux améliorations importantes. L'introduction d'une offre dédiée à la santé des femmes reconnaît les besoins spécifiques des femmes en matière de santé tout au long de leur carrière et favorise des environnements de travail plus équitables et plus solidaires. Parallèlement, le programme élargi de gestion du poids offre un soutien complet fondé sur des données probantes, conçu pour aider les participants à atteindre un bien-être durable. Ensemble, ces améliorations démontrent l'engagement de l'unité d'exploitation à fournir aux promoteurs et aux participants des couvertures qui s'adaptent à leurs besoins diversifiés et en constante évolution.

Croissance des affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Ventes	159	84	89 %
Primes	1 498	1 403	7 %
Équivalents de primes ¹	276	266	4 %
Contrats d'investissement ²	—	—	—
Total	1 774	1 669	6 %

Au total, les primes, les équivalents de primes et les dépôts aux contrats d'investissement ont atteint près de 1,8 milliard de dollars en 2025, une augmentation de 6 % par rapport à 2024.

L'augmentation des primes en 2025 découle principalement de la croissance organique, du fait de primes plus élevées pour les contrats en vigueur, et de ventes de 159 millions de dollars, dépassant considérablement les 84 millions de dollars enregistrés l'année précédente.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2026 et pour les années à venir, l'unité d'exploitation des Régimes d'employés entend poursuivre ses priorités stratégiques en accélérant la livraison de valeur pour ses clients. Des investissements ciblés dans la technologie, l'intelligence artificielle et les outils basés sur les données devraient améliorer l'expérience client en simplifiant les interactions, en augmentant la réactivité et en renforçant sa capacité à favoriser le bien-être financier, physique, social et mental. Ces initiatives visent à renforcer l'engagement de l'unité d'exploitation à aider les organisations à obtenir un retour sur investissement significatif en matière de bien-être.

L'unité d'exploitation entend également maintenir son approche rigoureuse en matière de croissance rentable en favorisant l'efficacité opérationnelle. L'amélioration continue des processus, les initiatives d'automatisation et l'augmentation des transactions numériques devraient simplifier les opérations, réduire la complexité administrative et soutenir la compétitivité à long terme de l'unité d'exploitation.

Parallèlement, le renforcement de l'engagement des conseillers et la différenciation accrue des solutions proposées, particulièrement en matière de bien-être global, devraient élargir les opportunités de marché et renforcer les relations avec les promoteurs de régime et les participants. Ces efforts devraient permettre à l'unité d'exploitation de maintenir sa croissance, d'améliorer la prestation de valeur et de soutenir davantage la réalisation des objectifs stratégiques à long terme de la Société.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
- Assurance vie et maladie, décès ou mutilation accidentels (DMA), soins dentaires, invalidité de courte et de longue durées, maladie grave et soins à domicile - Garanties facultatives (assurance vie, DMA et maladie grave) - Programmes de gestion de l'invalidité et des médicaments - Programme de santé et mieux-être (y compris les offres relatives à la santé des femmes et à la gestion du poids) - Couvertures inclusives (fertilité, grossesse pour autrui et adoption, affirmation de genre)	iA Assurance	- Consolidateurs - Courtiers de produits d'assurance collective - Cabinets d'actuares-conseils

¹ Les équivalents de primes correspondent aux revenus qui proviennent des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA).

² Primes à couvert de responsabilité.

Assurance collective : Marchés spéciaux

Les Marchés spéciaux se concentrent sur certains créneaux de marché moins bien servis par les assureurs traditionnels. L'unité d'exploitation offre principalement de l'assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), de l'assurance maladie grave, de l'assurance vie temporaire et des produits d'assurance spécialisés destinés aux employeurs, aux associations professionnelles et aux groupes d'affinités. Elle propose également des produits d'assurance médicale de voyage et d'assurance maladie par l'entremise de différents partenaires de distribution.

Les Marchés spéciaux possèdent des ententes avec plus de 5 000 groupes et associations. Par l'entremise de ces ententes, les Marchés spéciaux assurent, protègent et offrent la tranquillité d'esprit à des millions de Canadiens.

Croissance des affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Ventes (primes brutes) ¹	393	412	(5 %)
Ventes nettes	360	379	(5 %)

La croissance des ventes des Marchés spéciaux a été forte en 2025, notamment en assurance maladie grave. Cependant, les ventes globales ont diminué de 5 % à la suite des mesures prises par le gouvernement fédéral pour limiter le nombre d'étudiants étrangers entrant au Canada, ce qui a réduit les ventes d'assurance médicale pour les étudiants étrangers.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2026, grâce à une structure de ventes améliorée, l'unité d'exploitation des Marchés spéciaux priorise la croissance de ses principales gammes de produits : assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), maladie grave et assurance vie. Les Marchés spéciaux ont l'intention d'effectuer un examen complet des processus de l'unité afin d'identifier les opportunités et d'améliorer l'efficacité grâce à des solutions modernisées. Cette initiative stratégique vise à soutenir la croissance des affaires tout en améliorant l'expérience client et employé. De plus, l'unité d'exploitation prévoit se concentrer sur la gestion des réclamations d'assurance voyage tout en continuant à chercher des moyens d'accroître l'efficacité opérationnelle.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
- Assurance en cas de décès ou de mutilation accidentels (DMA), maladie grave, invalidité et autres produits d'assurance spécialisée - Assurance voyage et maladie - Assurance médicale et autres produits spécialisés	iA Assurance	- Partenaires de distribution - Courtiers d'assurance spécialisés - Administrateurs tiers

¹ Les ventes (primes brutes) sont avant réassurance.

Services aux concessionnaires

Les Services aux concessionnaires distribuent des produits d'assurance crédit, ainsi que d'assurance biens et risques divers liés à l'achat et au financement d'un véhicule. Les produits d'assurance crédit comprennent l'assurance vie, invalidité, perte d'emploi et maladie grave, tandis que les produits d'assurance biens et risques divers comprennent les garanties prolongées, les garanties de remplacement, les garanties de protection d'actif et une gamme complète de produits d'assurance auxiliaire. Cette gamme de produits représente l'une des offres les plus complètes sur le marché canadien.

L'unité d'exploitation emploie plus de 550 employés, assure environ 400 000 personnes et plus d'un million de véhicules. Ses produits sont commercialisés par un réseau de distribution directe d'un bout à l'autre du Canada, qui regroupe plus de 5 000 concessionnaires d'automobiles et autres fournisseurs de véhicules, fabricants d'équipement d'origine et partenariats privilégiés.

Croissance des affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Ventes			
Assurance crédit	175	193	(9 %)
Assurance biens et risques divers	610	522	17 %
Total	785	715	10 %

Les ventes des Services aux concessionnaires ont totalisé 785 millions de dollars en 2025, en hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. La croissance des ventes est alimentée par les ventes d'assurance biens et risques divers, qui ont augmenté de 17 % en 2025. Cette solide croissance découle des efforts continus déployés par l'unité d'exploitation pour étendre sa présence partout au Canada en signant des accords avec des fabricants d'équipement d'origine et des groupes de concessionnaires, et en développant de nouveaux produits et partenariats.

En 2025, iA Groupe financier a acquis Global Warranty, un groupe d'entreprises qui sont d'importants fournisseurs et administrateurs indépendants de garanties sur le marché des véhicules d'occasion au Canada. Cette acquisition, combinée à l'élargissement des partenariats avec les fabricants d'équipement d'origine, a fortement contribué à la croissance des ventes en 2025.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2026, les Services aux concessionnaires prévoient poursuivre leurs initiatives visant à optimiser et à moderniser leurs produits, leurs systèmes et leurs processus, en favorisant l'agilité à s'adapter à l'évolution constante de l'environnement réglementaire. Parallèlement, l'unité d'exploitation prévoit tirer parti de sa stratégie de canaux de distribution – fabricants d'équipement d'origine, grossistes et concessionnaires indépendants – en misant sur la croissance organique, les nouveaux partenariats et des intégrations à plus grande échelle. Les Services aux concessionnaires prévoient prioriser des initiatives stratégiques qui procureront la meilleure expérience aux partenaires et aux clients et chercheront à saisir les occasions d'affaires internes au sein de iA Groupe financier.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
- Assurance crédit - Produits d'assurance biens et risques divers	- iA Assurance - SAL Marketing - Les Garanties Nationales MRVV Itée - Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales - WGI Service Plan Division - WGI Manufacturing Inc. - Lubrico Warranty - iA Avantages, Assurance de dommages - Global Warranty (acquise le 4 février 2025)	- Distribution directe par l'entremise de concessionnaires d'automobiles et d'autres fournisseurs de véhicules (4 000 concessionnaires) - Fabricants d'équipement d'origine - Partenariats privilégiés

iA Auto et habitation

iA Auto et habitation (iAAH) est une filiale de la Société qui commercialise des produits d'assurance auto et habitation dans la province de Québec.

L'un des avantages dont dispose iAAH pour se démarquer repose sur les clients qui lui sont recommandés par les différents réseaux de distribution de la Société et qui représentent un potentiel d'achalandage unique dans l'industrie. Une partie importante de ses clients lui sont recommandés par les conseillers du réseau Carrière et les distributeurs de l'unité d'exploitation des Services aux concessionnaires. iAAH exerce aussi des activités par l'entremise d'une filiale, nommée Prysm Assurances générales, qui établit des partenariats stratégiques afin que des distributeurs privilégiés puissent offrir ses produits. Prysm distribue également ses produits par l'intermédiaire de courtiers.

Croissance des affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Primes directes souscrites	661	600	10 %

Les primes directes souscrites ont atteint 661 millions de dollars en 2025, ce qui représente une croissance de 10 % par rapport à 2024. La solide position concurrentielle de iAAH et le taux de satisfaction élevé de sa clientèle lui ont permis de générer une bonne croissance des primes par des augmentations des prix et une solide croissance du nombre de polices. Notons que les primes directes souscrites de iAAH ont connu un taux de croissance annuel composé de 11 % au cours des cinq dernières années.

Taux combiné

(%)	2025	2024	2023	2022	2021
Taux combiné ^{1,2}	89,9	89,5	97,3	94,9	78,0

Le taux combiné, calculé comme la somme du taux de sinistres net, y compris les charges financières d'assurance nettes, et du taux des frais d'exploitation, s'est établi pour 2025 à 89,9 %. Son niveau favorable et sa relative stabilité entre 2024 et 2025 reflètent principalement des conditions météorologiques favorables au cours de ces deux années, des taux de prime plus élevés et une diminution de la fréquence des vols de voitures par rapport à 2023 et à 2022. Les pertes catastrophiques ont été particulièrement faibles en 2025, et en 2024, l'impact financier de la tempête tropicale d'août 2024 a été largement atténué par la réassurance et n'a donc pratiquement pas affecté les résultats de iAAH. En comparaison, le taux combiné en 2021 était considérablement plus faible en raison des changements temporaires dans le comportement des clients pendant la pandémie de COVID-19.

Perspectives et priorités d'affaires

Pour 2026, l'unité d'exploitation entend se concentrer sur la génération de croissance, essentiellement organique, grâce à différentes initiatives de marketing et d'expérience client et à l'élargissement progressif de son réseau de distribution. Au cours des prochaines années, iAAH prévoit poursuivre sa transformation numérique, qui est un facteur clé de sa croissance future. Ces efforts visent à améliorer l'expérience des clients, des employés et des partenaires en optimisant le parcours du client et l'intégration entre les canaux de communication, tout en intégrant l'automatisation et l'analyse de données dans les principaux processus opérationnels. L'éventail d'activités de la Société et la centralisation des initiatives liées à l'expérience client devraient mener à des possibilités de synergie.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
Assurance auto et habitation	- iA Assurance auto et habitation - Prysm Assurances générales - Surex	- Ventes directes provenant d'activités publicitaires - Partenariats privilégiés - Recommandations de clients provenant des réseaux de iA Groupe financier - Courtiers

Surex

Surex est un courtier d'assurance en ligne. Combinant fonctions libre-service et conseillers expérimentés, Surex se distingue en tant que joueur majeur dans la distribution numérique d'assurance biens et risques divers au Canada. Les 160 employés de Surex servent environ 67 000 clients et traitent chaque année environ 49 000 polices, ce qui représente un volume annuel de primes de plus de 159 millions de dollars. Malgré des conditions difficiles sur certains marchés en 2025, la résilience de Surex et son engagement en faveur de l'innovation lui ont permis d'enregistrer une autre année rentable. Surex et iA Groupe financier restent concentrés sur les projets à fort potentiel de synergie afin de stimuler la croissance et d'améliorer l'expérience client.

¹ Pour l'année 2022 et les années antérieures, les taux combinés présentés dans le tableau sont calculés en vertu de IFRS 4.

² Le taux combiné est une mesure financière supplémentaire. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

Gestion de patrimoine

Gestion de patrimoine individuel

Dans l'unité d'exploitation de la Gestion de patrimoine individuel, la Société offre une vaste gamme de produits d'épargne, de placement et de retraite destinés au marché de détail. Elle est notamment le chef de file canadien dans le développement et la distribution de fonds distincts¹. Par l'intermédiaire de sa filiale Placements iA Clarington, une société de gestion de placements de taille moyenne au Canada, elle offre une gamme complète de fonds communs de placement. Les produits offerts par la Gestion de patrimoine individuel comprennent 14 solutions d'investissement socialement responsable (ISR).

Les produits offerts peuvent être souscrits à l'intérieur de régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER), de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE), de comptes d'épargne libre d'impôt (CELI), de comptes d'épargne libre d'impôt pour l'achat d'une première propriété (CELIAPP), de fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) ou de régimes non enregistrés.

L'unité d'exploitation possède aussi trois filiales de distribution et de conseil offrant des solutions, des produits et des services de gestion de patrimoine par l'intermédiaire d'un réseau pancanadien de conseillers en placements et en fonds communs de placement indépendants : iA Gestion privée de patrimoine, Investia Services financiers et RF Capital Group (acquis en octobre 2025).

Croissance des affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Ventes brutes			
Fonds distincts	6 934	5 443	27 %
Fonds communs de placement	2 391	1 936	24 %
Autres produits d'épargne	1 724	2 039	(15 %)
Total	11 049	9 418	17 %
Ventes nettes			
Fonds distincts	4 001	2 937	1 064
Fonds communs de placement	(189)	(533)	344
Total	3 812	2 404	1 408

En 2025, les ventes brutes ont totalisé plus de 11,0 milliards de dollars, en hausse de 17 % par rapport à 2024. Ce résultat positif s'explique par la force des vastes réseaux de distribution de la Société et par la gamme complète et concurrentielle de ses produits. En 2025, les initiatives clés comprenaient l'amélioration et la simplification de l'offre de fonds distincts et le perfectionnement de notre technologie pour livrer une expérience numérique transparente et simplifiée. De plus, Investia a présenté son Programme Elite, comportant 11 fonds en gestion commune et 5 portefeuilles.

Les clients tirent également parti de la capacité de combiner des fonds distincts, des fonds à intérêt garanti et des comptes d'épargne à intérêt élevé dans le cadre d'un seul contrat, offrant de la souplesse, quelles que soient les conditions du marché. L'environnement actuel, avec de forts marchés boursiers et des taux d'intérêt en baisse crédités aux placements garantis, encourage les clients à favoriser de plus en plus des catégories d'actifs offrant un potentiel de rendement plus élevé. Ce changement a contribué à la diminution des ventes dans d'autres produits d'épargne.

Les ventes brutes de fonds distincts ont dépassé les 6,9 milliards de dollars en 2025, en hausse de 27 % par rapport à 2024, tandis que les ventes nettes de fonds distincts sont demeurées fortes, à plus de 4,0 milliards de dollars. La Société est demeurée première au Canada pour les ventes brutes et nettes de fonds distincts¹.

Les ventes brutes de fonds communs de placement ont totalisé près de 2,4 milliard de dollars en 2025, soit 24 % de plus que les 1,9 milliard de dollars en 2024. Les sorties en 2025 ont été inférieures à celles de l'année précédente, totalisant 189 millions de dollars.

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Fonds sous gestion			
Fonds distincts	42 323	34 294	23 %
Fonds communs de placement	14 099	13 290	6 %
Autres produits d'épargne (fonds général)	4 136	4 603	(10 %)
Sous-total	60 558	52 187	16 %
Fonds sous administration ^{2,3}	197 816	132 479	49 %
Total	258 374	184 666	40 %

¹ Source : Investor Economics, janvier 2026.

² Comprend principalement les actifs administrés par les filiales de distribution et de conseil.

³ Au T2-2025, les chiffres relatifs aux fonds sous administration de 2024 ont été ajustés afin de refléter les améliorations apportées aux ajustements de consolidation entre la Société et l'une de ses filiales.

L'actif total s'élevait à 258,4 milliards de dollars au 31 décembre 2025, une augmentation de 40 % comparativement à 184,7 milliards de dollars un an plus tôt. Il s'agit du résultat de fortes ventes, de conditions favorables du marché, du recrutement de conseillers chez nos courtiers affiliés et de l'ajout de l'actif découlant de l'acquisition de RF Capital, clôturée le 31 octobre 2025. En date du 1^{er} juillet 2025, iA Groupe financier est le chef de file au Canada en actif des fonds distincts sous gestion. La croissance de l'actif sous gestion, tributaire des ventes brutes et nettes, du taux de conservation des affaires en vigueur et du rendement de l'actif, est le principal facteur de progression du bénéfice à long terme de l'unité d'exploitation.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2026, la Gestion de patrimoine individuel poursuivra sa transformation numérique et continuera d'améliorer ses processus opérationnels pour offrir la meilleure expérience aux partenaires de distribution et aux clients. Ces initiatives, combinées au désir d'offrir des produits concurrentiels aux clients des marchés de masse et intermédiaire de même qu'aux futurs retraités, visent à contribuer à la croissance des affaires. Ces engagements devraient par ailleurs attirer de nouveaux partenaires de distribution et accroître la conservation des actifs sous gestion, facteur important pour la rentabilité de l'unité d'exploitation. Cette dernière prévoit également se concentrer sur la réalisation des synergies de coûts et de revenus identifiées dans le cadre de l'acquisition de RF Capital. L'unité s'engage à continuer de promouvoir activement son programme Solutions cas avancés, qui offre des solutions personnalisées et à haut rendement pour permettre aux conseillers de répondre aux besoins précis des clients fortunés, des professionnels et des propriétaires d'entreprise. Une gestion rigoureuse de l'offre de produits et des normes de service élevées pour les clients et les distributeurs demeurent d'une importance cruciale pour le maintien du leadership de iA Groupe financier.

Pour les filiales de distribution, une attention continue à la transformation numérique et un désir d'offrir la meilleure expérience conseiller et client devraient renforcer la position de iA Groupe financier en tant que chef de file parmi les courtiers indépendants au Canada.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
- Fonds distincts - Fonds communs de placement - Valeurs mobilières - Rentes viagères et rentes à terme fixe - Régimes enregistrés d'épargne et de décaissement (REER, REEE, CELI, CELIAPP et FERR) - Conseil en placement - Gestion privée de patrimoine	- iA Assurance - iA Clarington - iA Gestion privée de patrimoine - Investia Services financiers - iA Fiducie - iA Gestion mondiale d'actifs - RF Capital Group	- Réseau Carrière (iA) (2 700 représentants) - Réseau Agents généraux (31 000 représentants) - Réseau Comptes nationaux (600 représentants) - Réseau de représentants de PPI Management (6 400 représentants) - Filiales de distribution et de conseil (iA Gestion privée de patrimoine et Investia) (2 600 représentants)

RF Capital Group Inc.

Le 31 octobre 2025, iA Groupe financier a annoncé la clôture de l'acquisition de RF Capital Group pour un prix total de 691 millions de dollars⁴, ce qui comprend le coût de la stratégie de rétention des conseillers. Cette acquisition ajoute 43,6 milliards de dollars d'actifs sous gestion au 30 septembre 2025, ainsi que 142 équipes de conseillers au 31 octobre 2025, élargissant considérablement la présence de iA Groupe financier dans le segment des clients fortunés. La mise en œuvre du plan de synergie est déjà en cours, avec des initiatives stratégiques visant à stimuler tant la croissance du chiffre d'affaires, mais aussi la réalisation de gains d'efficacité.

⁴ Le prix d'acquisition était estimé à 693 millions de dollars au 4 novembre 2025. Ce montant a été révisé à 691 millions de dollars lorsque les coûts finaux de rétention des conseillers ont été déterminés.

Épargne et retraite collectives

L'unité d'exploitation de l'Épargne et retraite collectives offre aux entreprises, aux organisations et à leurs membres une gamme complète de solutions conçues pour aider les particuliers à bâtir et à protéger leur sécurité financière à long terme. Son offre comprend des solutions d'accumulation, telles que des régimes à cotisation déterminée et à prestations déterminées et des services de gestion de placements institutionnels, ainsi que des solutions de décaissement, principalement sous forme de rentes assurées.

Les produits et services de l'unité d'exploitation sont distribués par l'intermédiaire de consolidateurs et de courtiers en produits d'assurance collective et de retraite et de cabinets d'actuaire-conseils.

Soutenue par une équipe de plus de 320 employés, l'unité d'exploitation collabore avec plus de 14 400 groupes d'accumulation et de décaissement et sert plus de 637 000 participants. De ce nombre, environ 77 000 rentiers comptent sur les solutions de l'unité pour toucher un revenu de retraite stable et prévisible.

En 2025, l'unité d'exploitation a renforcé sa proposition de valeur en étendant l'accès aux conseils financiers personnalisés à tous les participants dans le cadre de son offre standard, permettant ainsi à un plus grand nombre de personnes de bénéficier de conseils d'experts adaptés à leur situation financière unique et à leurs objectifs.

Croissance des affaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Primes (ventes)			
Produits d'accumulation			
Primes récurrentes	1 963	1 838	7 %
Transferts	572	833	(31 %)
Total partiel	2 535	2 671	(5 %)
Rentes assurées	585	1 843	(68 %)
Total	3 120	4 514	(31 %)
Ventes de nouveaux régimes¹	1 281	2 032	(37 %)

Les primes récurrentes des produits d'accumulation jouent un rôle crucial dans la croissance durable des affaires et demeurent essentielles à l'approche stratégique de l'unité d'exploitation. Ces primes représentent des cotisations versées par les participants provenant de groupes d'accumulation existants. En 2025, les primes récurrentes ont totalisé près de 2,0 milliards de dollars, soit une augmentation de 7 % par rapport à l'année précédente.

Les ventes de rentes assurées ont diminué en 2025, reflétant la faible activité du marché, la pression accrue de la concurrence et l'absence de transactions très importantes au cours de l'année. La comparaison d'une année à l'autre est également influencée par les solides résultats enregistrés en 2024, année au cours de laquelle l'unité d'exploitation a réalisé une vente record de près d'un milliard de dollars. Par conséquent, les ventes de nouveaux régimes ont totalisé environ 1,3 milliard de dollars en 2025, contre 2,0 milliards de dollars en 2024.

Produits d'accumulation – Entrées nettes de fonds^{2,3}

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Entrées (ventes brutes)	2 535	2 671	(5 %)
Sorties	2 066	1 615	28 %
Entrées nettes	469	1 056	(587)

Fonds sous gestion

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Produits d'accumulation	21 066	18 619	13 %
Rentes assurées	7 735	7 437	4 %
Total	28 801	26 056	11 %

Les ventes nettes de produits d'accumulation ont atteint 469 millions de dollars en 2025. Les fonds sous gestion ont atteint, en fin d'année 2025, 28,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 11 % par rapport à la fin de 2024. Cette croissance est attribuable en grande partie à des conditions de marché favorables et, dans une moindre mesure, à des ventes nettes de fonds positives.

¹ La souscription des nouveaux régimes est mesurée par la somme des primes annualisées de première année (qui correspondent à la somme du transfert d'actif initial et des primes récurrentes annualisées de première année) et des rentes assurées.

² Les ventes nettes de fonds de l'Épargne et retraite collectives sont une mesure financière supplémentaire. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information.

³ L'évolution des fonds sous gestion est une donnée importante, car elle détermine le niveau des honoraires de gestion comptabilisés aux états financiers consolidés, au poste « Autres produits ».

Perspectives et priorités d'affaires

En 2026 et pour les années à venir, l'unité d'exploitation de l'Épargne et retraite collectives entend poursuivre ses priorités stratégiques en accélérant la livraison de valeur pour ses clients. Des investissements ciblés dans la technologie, l'intelligence artificielle et les outils basés sur les données devraient améliorer l'expérience client en simplifiant les interactions, en augmentant la réactivité et en renforçant la capacité de l'unité d'exploitation à favoriser le bien-être financier, physique, social et mental. Ces initiatives visent à renforcer l'engagement de l'unité d'exploitation à aider les organisations à obtenir un retour sur investissement significatif en matière de bien-être.

L'unité d'exploitation entend également maintenir son approche rigoureuse en matière de croissance rentable en favorisant l'efficacité opérationnelle. L'amélioration continue des processus, les initiatives d'automatisation et l'augmentation des transactions numériques devraient simplifier les opérations, réduire la complexité administrative et soutenir la compétitivité à long terme de l'entreprise.

Parallèlement, le renforcement de l'engagement des conseillers et la différenciation accrue des solutions proposées, particulièrement en matière de bien-être global, devraient élargir les opportunités de marché et renforcer les relations avec les promoteurs de régime et les participants. Ces efforts devraient aussi soutenir une croissance durable, améliorer la création de valeur et contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques à long terme de la Société.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
▪ Produits d'accumulation de capital (dont régimes à cotisation déterminée, régimes à prestations déterminées, REER, CELI et CELIAPP) ▪ Produits de décaissement (rentes assurées, FERR et FRV) ▪ Programme de mieux-être financier ▪ Éducation et conseils financiers (y compris Ma stratégie financière)	▪ iA Assurance	▪ Consolidateurs ▪ Courtiers en produits d'assurance collective et de retraite ▪ Cabinets d'actuaire-conseils

Affaires américaines

Affaires américaines : Assurance individuelle

Les activités d'assurance individuelle de iA Groupe financier aux États-Unis sont menées par iA American Life Insurance Company et par ses filiales situées à Waco, au Texas et à Chicago, en Illinois.

Le groupe de compagnies de iA American distribue ses produits d'assurance vie par l'entremise d'agences de marketing indépendantes et de eFinancial (l'entité de distribution numérique de Vericity), une agence numérique directe pour les consommateurs détenue entièrement par le groupe. Ensemble, ces canaux soutiennent plus de 28 500 représentants indépendants liés à l'unité d'exploitation par contrat.

Ces compagnies exercent principalement leurs activités dans le marché de l'assurance à émission simplifiée, où les protections couvrant les frais funéraires ainsi que les protections d'assurance vie temporaire pour le marché des familles représentent plus de 90 % des nouvelles ventes. Les compagnies proposent également de l'assurance vie universelle et d'autres produits d'assurance vie spécialisés dans les marchés en milieu de travail et gouvernementaux. Leur capacité à adapter leurs produits pour des agences de marketing plus importantes a joué un rôle clé dans leur succès.

Les améliorations numériques visant à simplifier le processus de vente, tant pour les représentants que pour les clients, ont été un élément important de la compétitivité des compagnies. La technologie de souscription au point de vente simplifie et accélère le processus de vente et est utilisée pour la plupart des ventes de l'unité d'exploitation. De plus, de solides capacités de vente à distance ont encore renforcé la performance des ventes.

Croissance des affaires

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Ventes totales	304	227	34 %
Ventes — excluant Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity)	236	200	18 %
Ventes — Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity) seulement	68	27 ¹	152 %
Primes nettes totales	746	632	18 %
Primes nettes — excluant Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity)	634	577	10 %
Primes nettes — Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity) seulement	112	55 ¹	104 %

L'Assurance individuelle aux États-Unis a connu des ventes record de 304 millions de dollars américains en 2025, ce qui représente une croissance de 34 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance a été principalement alimentée par des ventes plus élevées sur le marché des assurances frais funéraires et sur le marché intermédiaire, ainsi que par la contribution d'une année complète de ventes de Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity), qui a été acquise à la mi-2024. La forte croissance organique découle du rendement des principales agences de marketing indépendantes, du recrutement de nouvelles agences et de la demande soutenue pour les offres destinées directement aux consommateurs.

Le total des primes nettes a atteint 746 millions de dollars américains en 2025, soit une augmentation de 18 % par rapport à 2024. Ce résultat reflète la forte croissance du nombre de polices émises en 2025, le bon maintien des contrats en vigueur et la contribution supplémentaire de Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity).

La composition des ventes par produits est demeurée relativement constante en 2025. Les ventes d'assurance vie entière ont légèrement diminué, passant de 73 % du total des ventes en 2024 à 67 % en 2025, tandis que les ventes d'assurances temporaires sont restées relativement stables à 22 %, contre 23 % l'année précédente.

La composition des ventes par types de marchés a connu des variations mineures en 2025, les ventes de produits d'assurance frais funéraires passant de 66 % en 2024 à 63 % en 2025 et les ventes sur le marché intermédiaire passant de 27 % à 32 % au cours de la même période. Cette évolution s'explique par l'expansion prévue par Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity) de ses relations avec des groupes de distribution indépendants.

Perspectives et priorités d'affaires

En 2025, l'unité d'exploitation a renforcé la direction et la gouvernance de ses activités d'assurance vie aux États-Unis, ce qui a permis une approche plus coordonnée et créé des occasions de synergie. La solide croissance des affaires enregistrée en 2025 indique le fort potentiel de croissance de la Société sur le marché de l'assurance vie aux États-Unis.

À l'avenir, l'unité d'exploitation entend poursuivre l'expansion de sa distribution, en mettant fortement l'accent sur la croissance du marché intermédiaire. Les principales priorités comprennent l'amélioration de l'expérience représentant et client grâce à des capacités numériques supplémentaires au point de vente et à des décisions immédiates en matière de souscription, ainsi que l'élargissement du portefeuille de produits.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
- Assurance vie (universelle, vie entière et temporaire) - Assurance maladie grave - Assurance décès par accident - Assurance vie collective	- iA American Life Insurance Company - American-Amicable Life Insurance Company of Texas - Occidental Life Insurance Company of North Carolina - Pioneer American Insurance Company - Pioneer Security Life Insurance Company - Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity)	- Agences de marketing indépendantes (28 500 représentants) - eFinancial (l'entité de distribution numérique de Vericity)

¹ Ce chiffre représente les ventes pour la période du 1^{er} juillet 2024 au 31 décembre 2024, l'acquisition de Vericity (Fidelity Life et eFinancial) ayant été finalisée le 28 juin 2024.

Affaires américaines : Services aux concessionnaires

iA American Warranty Group (IAAWG) et ses filiales proposent des produits de consommation, comme des contrats d'entretien de véhicule (garanties prolongées), ainsi qu'une vaste sélection de produits auxiliaires qui couvrent divers risques liés à la possession d'un véhicule. Cette unité d'exploitation offre également des services de soutien, notamment des polices d'assurance responsabilité contractuelle, de la formation, du soutien pour améliorer les revenus, des services d'exploration de données, de solutions numériques et de marketing pour aider les concessionnaires à améliorer leur rentabilité et à accroître la valeur client. La Société bénéficie d'une intégration verticale en gérant les services d'assurance, d'administration et de réassurance à l'interne, ce qui en fait l'un des rares fournisseurs de services complets aux États-Unis. Ses produits sont distribués par l'entremise d'un vaste réseau comprenant des agents généraux, des concessionnaires d'automobiles, des sociétés de financement, des institutions financières et des tiers administrateurs.

L'unité d'exploitation emploie approximativement 600 personnes et administre des produits pour le compte de plus de 7 000 concessionnaires partout aux États-Unis. Elle adapte souvent les produits offerts pour d'importants producteurs, et cette souplesse a joué un rôle clé dans les succès de iAAWG.

Croissance des affaires

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Ventes	1 183	1 087	9 %

Les ventes en 2025 ont totalisé près de 1,2 milliard de dollars américains, soit une croissance de 9 % par rapport à 2024. Cette augmentation est principalement attribuable aux solides résultats enregistrés par le canal tiers de Dealers Assurance Company (DAC), où certains partenaires ont attribué une plus grande part de leurs ventes de garanties prolongées à iAAWG, ainsi qu'à l'ajout de nouveaux comptes au cours de l'exercice. Les ventes ont également bénéficié de l'impact favorable des ajustements de prix mis en œuvre au cours de l'exercice. La fidélisation et l'intégration de groupes de concessionnaires très performants demeurent une priorité, et leur engagement continu reflète la force et la qualité de nos produits et services.

Ventes par marchés

(%)	2025	2024
Canaux des concessionnaires, des représentants et Comptes nationaux	66	71
Canal tiers de DAC	34	29
Total	100	100

Le canal tiers de DAC a enregistré une forte croissance de ses ventes en 2025, faisant passer sa part des ventes de produits et services de iAAWG de 29 % en 2024 à 34 % en 2025.

Perspectives et priorités d'affaires

Le marché automobile américain devrait être stable ou connaître une légère baisse des ventes en 2026 par rapport à 2025. Les contraintes liées à l'accessibilité financière et l'incertitude politique devraient continuer à orienter la demande vers les véhicules d'occasion, dont les stocks sont importants et les valeurs de gros se normalisent. Compte tenu du ralentissement prévu des ventes de voitures, les concessionnaires sont susceptibles de mettre davantage l'accent sur les produits complémentaires (financiers et d'assurance).

En 2026, les Services aux concessionnaires aux É.-U. prévoient de continuer à se concentrer sur une croissance rentable, soutenue par des mesures tarifaires rigoureuses et une gestion continue des dépenses. L'unité d'exploitation souhaite continuer à étendre son réseau de distribution en y intégrant de nouveaux concessionnaires et à augmenter le nombre de produits vendus dans les concessionnaires existants. L'unité d'exploitation a également pour objectif de continuer à fournir à ses partenaires de distribution une solution complète, comprenant des services de formation, de consultation et de marketing et une gestion fluide des contrats. La Société considère que les produits et services de iAAWG demeurent essentiels à la rentabilité des concessionnaires, et ses partenaires comptent sur son soutien pour faire croître leurs services de financement et d'assurance.

Produits et services	Émetteurs et filiales	Filiales et réseaux de distribution
- Contrats d'entretien de véhicules (garanties prolongées) - Garanties de protection d'actif - Protection auxiliaire de véhicules - Services de formation - Services de marketing	- Dealers Assurance Company - Dealers Alliance Company - iA American Warranty Corp. - iA American Warranty, L.P. - First Automotive Service Corporation - Dealer Wizard, LLC	- Agents généraux - Vente directe (concessionnaires d'automobiles et sociétés de financement) - Tiers administrateurs - Institutions financières

Rentabilité

Faits saillants

La Société a enregistré un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 1 053 millions de dollars en 2025, soit une augmentation de 12 % par rapport à 2024. Le bénéfice par action (BPA) dilué de 11,29 \$ en 2025 était supérieur de 16 % par rapport à celui de 2024. Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) était de 14,9 %, en hausse par rapport aux 13,9 % enregistrés en 2024.

La Société a enregistré un bénéfice tiré des activités de base[†] de 1 210 millions de dollars en 2025, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2024. Le bénéfice par action (BPA) dilué tiré des activités de base^{††} de 12,96 \$ en 2025 était supérieur de 16 % par rapport à celui de 2024. Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE) tiré des activités de base^{††} de 17,1 % pour 2025 se compare favorablement à celui de 15,9 % de l'année précédente.

Rentabilité

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2025	2024	2023	2022	2021
Résultat net	1 096	962	789	842	852
Distributions sur autres instruments de capitaux propres et dividendes sur actions privilégiées	(43)	(20)	(20)	(25)	(22)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	1 053	942	769	817	830
Bénéfice tiré des activités de base[†]	1 210	1 074	956	945	896
Résultat par action ordinaire (BPA)					
De base	11,36 \$	9,81 \$	7,51 \$	7,68 \$	7,73 \$
Dilué	11,29 \$	9,77 \$	7,48 \$	7,65 \$	7,70 \$
Dilué tiré des activités de base ^{††}	12,96 \$	11,16 \$	9,31 \$	8,85 \$	8,31 \$
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires (ROE)	14,9 %	13,9 %	11,6 %	12,3 %	13,2 %
ROE tiré des activités de base ^{††}	17,1 %	15,9 %	14,4 %	14,2 %	14,2 %

Analyse des résultats par secteur d'activité

Le tableau suivant présente le bénéfice tiré des activités de base[†] et le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité. Une analyse de la performance par secteur d'activité pour l'ensemble de l'exercice 2025 et un rapprochement entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†] pour chaque secteur d'activité sont fournis dans les pages suivantes.

Bénéfice (pertes) tiré des activités de base[†]

(aux 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024	Variation
Assurance, Canada	451	420	7 %
Gestion de patrimoine	471	411	15 %
Affaires américaines	128	98	31 %
Placements	383	359	7 %
Exploitation générale	(223)	(214)	(4%)
Total	1 210	1 074	13 %

Résultat net (perte nette) attribué aux actionnaires ordinaires

(aux 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024	Variation
Assurance, Canada	355	316	12 %
Gestion de patrimoine	428	379	13 %
Affaires américaines	102	28	264 %
Placements	421	440	(4%)
Exploitation générale	(253)	(221)	(14%)
Total	1 053	942	12 %

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†]

Le tableau suivant présente le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et les ajustements à l'origine de la différence entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†].

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Consolidé

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	1 053	942	12 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	(15)	(32)	
Taux d'intérêt et écarts de crédit	7	7	
Capitaux propres	(107)	(117)	
Immeubles de placement	72	65	
Fonds de placement canadien (FPC) ¹	13	13	
Taux de change	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	21	13	
Charges ou produits liés à des acquisitions, à des dispositions ou à des restructurations d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	17	25	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	84	72	
Charge de retraite non liée aux activités de base	21	15	
Éléments particuliers	29	39	
Total	157	132	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	1 210	1 074	13 %

Le bénéfice tiré des activités de base[†] de 1 210 millions en 2025 découle d'un résultat net attribué aux actionnaires de 1 053 millions de dollars, après application d'un ajustement total de 157 millions de dollars (après impôts) en raison :

- d'impacts des marchés différant des attentes de la direction, qui ont totalisé une hausse de 15 millions de dollars du résultat net. Cet ajustement s'explique par les impacts favorables des variations des marchés boursiers de 107 millions de dollars, provenant principalement du bon rendement des actions de sociétés publiques. Cet élément positif a toutefois été partiellement contrebalancé par les effets défavorables des variations des taux d'intérêt et des écarts de crédit (7 millions de dollars), des immeubles de placement (72 millions de dollars, principalement en raison des rajustements à la valeur marchande) et du Fonds de placement canadien (FPC) (13 millions de dollars);
- de l'impact des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction, qui ont entraîné une réduction du résultat net de 21 millions de dollars. Cet ajustement est principalement attribuable à l'impact net défavorable de la révision actuarielle de fin d'année (voir la section « Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction » du présent document pour plus de détails) et à une charge liée à une mesure prise par la direction concernant le régime de retraite, comme divulguée dans les résultats du deuxième trimestre². Ces charges ont été en partie compensées par un ajustement favorable de l'actif d'impôts différés de eFinancial (l'entité de distribution numérique de Vericity) liés aux pertes fiscales subies avant l'acquisition;
- d'une charge totale de 17 millions de dollars liée à l'acquisition et à l'intégration de RF Capital ainsi qu'à l'intégration de Vericity (Fidelity Life et eFinancial) et de Global Warranty;
- de dépenses de l'ordre de 84 millions de dollars associées à des immobilisations incorporelles liées à des acquisitions;
- d'une charge de retraite non liée aux activités de base de 21 millions de dollars;
- d'éléments particuliers entraînant une diminution de 29 millions de dollars du résultat net. Cet ajustement comprend principalement des dépréciations de logiciels totalisant 29 millions de dollars engagées dans le cadre de la transformation numérique de la Société et liées principalement à un projet informatique au sein du secteur de l'Assurance, Canada. Les impacts nets d'autres éléments particuliers mineurs se sont mutuellement contrebalancés au cours de l'exercice.

¹ Impact des produits de placement exonérés d'impôt (supérieurs ou inférieurs à l'incidence fiscale attendue à long terme) découlant du statut d'assureur multinational de la Société.

² Cette charge résultait d'une mesure prise par la direction d'affecter une partie de l'excédent du régime de retraite à une augmentation ponctuelle des prestations versées aux retraités actuels et à une réduction temporaire des cotisations des participants actifs.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats – Assurance, Canada

Ce secteur d'activité d'exploitation comprend toutes les activités d'assurance canadiennes et offre aux particuliers et aux groupes un vaste éventail de protections en assurances vie, maladie, auto et habitation, ainsi que des garanties pour véhicules.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Assurance, Canada

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	355	316	12 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	29	37	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	9	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	20	17	
Charge de retraite non liée aux activités de base	15	11	
Éléments particuliers	32	30	
Total	96	104	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	451	420	7 %

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires s'est établi à 355 millions de dollars en 2025, soit une hausse de 12 % par rapport aux 316 millions de dollars enregistrés en 2024. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net ont totalisé 96 millions de dollars en raison de changements d'hypothèses et de mesures prises par la direction (29 millions de dollars), principalement attribuables à la révision actuarielle de fin d'année, à des éléments liés aux acquisitions (20 millions de dollars), à la charge de retraite non liée aux activités de base (15 millions de dollars) et à des éléments particuliers (32 millions de dollars), consistant principalement en une dépréciation de logiciels dans le cadre de la transformation numérique de la Société liée surtout à un projet informatique.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 451 millions de dollars en 2025, comparativement à 420 millions en 2024. La croissance de 7 % du bénéfice tiré des activités de base[†] est principalement attribuable à une augmentation de 7 % du bénéfice attendu sur les activités d'assurance³, reflétant principalement la hausse du bénéfice attendu sur les activités relevant de la méthode de répartition des primes (MRP)³ de iA Auto et habitation, ainsi qu'à l'accroissement combiné de la libération pour ajustement au risque (AR)³ et de la marge sur services contractuels (MSC) constatée³. De plus, des gains d'expérience d'assurance (activités de base)³ de 29 millions de dollars ont été enregistrés au cours de l'exercice, principalement en raison d'expériences favorables sur les plans de la mortalité et de la morbidité et d'une baisse des réclamations chez iA Auto et habitation. Les activités autres que d'assurance (activités de base)³ ont progressé de 44 % par rapport à l'année précédente, principalement en raison de la bonne croissance des bénéfices des Services aux concessionnaires. Ces éléments favorables ont été partiellement contrebalancés par l'effet de nouvelles ventes d'assurance³ dans les Régimes d'employés en raison de ventes confirmées plus élevées par rapport à l'an dernier.

³ Cet item est une composante des facteurs du bénéfice (FDB). Pour plus d'information, consultez la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document. Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base[†] et du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par l'intermédiaire des facteurs du bénéfice (FDB), consultez la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats – Gestion de patrimoine

Ce secteur d'activité d'exploitation comprend toutes les activités de gestion de patrimoine de la Société et propose aux particuliers et aux groupes une vaste gamme de solutions d'épargne et de retraite.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Gestion de patrimoine

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	428	379	13 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	1	—	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	2	—	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	31	25	
Charge de retraite non liée aux activités de base	6	4	
Éléments particuliers	3	3	
Total	43	32	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	471	411	15 %

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur de la Gestion de patrimoine s'est chiffré à 428 millions de dollars en 2025, soit une hausse de 13 % par rapport à 379 millions de dollars en 2024. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net ont totalisé 43 millions de dollars. Il s'agit notamment d'éléments liés aux acquisitions (33 millions de dollars), d'une charge de retraite non liée aux activités de base (6 millions de dollars), de l'impact d'une entente de distribution non récurrente qui s'est produit au cours du premier trimestre de 2025 (3 millions de dollars) et de changements d'hypothèses et de mesures prises par la direction (1 million de dollars).
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] s'est quant à lui établi à 471 millions de dollars in 2025, comparativement à 411 millions de dollars enregistrés en 2024. L'augmentation de 15 % du bénéfice tiré des activités de base[†] par rapport à 2024 résulte essentiellement de l'accroissement combiné de la libération pour AR et de la MSC constatée pour les services fournis en raison de fortes ventes nettes de fonds distincts et des marchés financiers favorables dans les 12 derniers mois. De plus, les activités autres que d'assurance ont augmenté, reflétant principalement la hausse des revenus nets sur les actifs et la contribution de l'acquisition de RF Capital. Des gains d'expérience d'assurance (activités de base) de 3 millions de dollars ont été enregistrés en 2025 en raison principalement d'une expérience favorable en longévité. Ces éléments favorables ont été partiellement contrebalancés par l'effet de nouvelles ventes d'assurance dans l'Épargne et retraite collectives en raison de ventes confirmées plus élevées par rapport à l'an dernier.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats – Affaires américaines

Ce secteur d'activité d'exploitation, qui comprend toutes les activités de la Société aux États-Unis, offre aux particuliers différents produits d'assurance vie et de garanties pour leurs véhicules.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Affaires américaines

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	102	28	264 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	(16)	15	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	6	9	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	33	30	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—	
Éléments particuliers	3	16	
Total	26	70	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	128	98	31 %

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur des Affaires américaines s'est établi à 102 millions de dollars en 2025, en hausse comparativement à 28 millions de dollars en 2024. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net ont totalisé 26 millions de dollars attribuables à des éléments liés aux acquisitions (39 millions de dollars) et à des éléments particuliers (3 millions de dollars), consistant principalement en des réallocations à des fins de cohérence de l'information, qui s'annulent sur une base consolidée. Ces éléments ont été partiellement compensés par l'impact net favorable des changements d'hypothèses et les mesures prises par la direction (16 millions de dollars), qui comprend un ajustement favorable (au deuxième trimestre) de l'actif d'impôts différés de eFinancial (l'entité de distribution numérique de Vericity) liés aux pertes fiscales subies avant l'acquisition, et par l'incidence défavorable de la révision actuarielle de fin d'année.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] de ce secteur d'activité s'est établi à 128 millions de dollars en 2025, comparativement à 98 millions de dollars en 2024. La croissance de 31 % du bénéfice net tiré des activités de base[†] résulte essentiellement de l'accroissement combiné de la libération pour AR et de la MSC constatée pour les services fournis, sous l'effet de la bonne croissance des affaires au cours des 12 derniers mois. La croissance du bénéfice tiré des activités de base[†] est également attribuable à des gains d'expérience d'assurance (activités de base) de 5 millions dus à une mortalité favorable, à l'impact moindre des nouvelles ventes d'assurance et à l'augmentation des activités autres que d'assurance (activités de base), la croissance du bénéfice des Services aux concessionnaires étant partiellement compensée par les pertes de eFinancial (l'entité de distribution numérique de Vericity). Enfin, les autres dépenses (activités de base)⁴ ont augmenté, principalement en raison de l'ajout des dépenses liées à Vericity (Fidelity Life et eFinancial).

⁴ Cet élément est une composante des facteurs du bénéfice (FDB). Pour de plus amples renseignements sur la présentation selon les FDB, voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » dans le présent document. Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base[†] avec le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par l'entremise des facteurs du bénéfice (FDB), voir la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats – Placements

Ce secteur d'activité comptable comprend les activités de placement et de financement de la Société, à l'exception des activités de placement des filiales de distribution et de conseil en gestion de patrimoine.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Placements

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	421	440	(4 %)
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	(15)	(32)	
Taux d'intérêt et écarts de crédit	7	7	
Capitaux propres	(107)	(117)	
Immeubles de placement	72	65	
Fonds de placement canadien (FPC) ⁵	13	13	
Taux de change	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	(10)	(39)	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	—	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	—	—	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—	
Éléments particuliers	(13)	(10)	
Total	(38)	(81)	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	383	359	7 %

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires s'est établi à 421 millions de dollars en 2025, comparativement à 440 millions de dollars en 2024. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base reflètent une incidence nette positive sur le résultat net de 38 millions de dollars en raison des éléments suivants :
 - Les impacts des marchés différant des attentes de la direction, qui ont totalisé une hausse de 15 millions de dollars du résultat net. Cet ajustement s'explique par les impacts favorables des variations des marchés boursiers de 107 millions de dollars, provenant principalement du bon rendement des actions de sociétés publiques. Cet élément positif a toutefois été partiellement contrebalancé par les effets défavorables des variations des taux d'intérêt et des écarts de crédit (7 millions de dollars), des immeubles de placement (72 millions de dollars, principalement en raison des rajustements défavorables à la valeur marchande) et du statut d'assureur multinational de la Société (Fonds de placement canadien) (13 millions de dollars);
 - L'impact net favorable des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction (d'un montant 10 millions de dollars), découlant principalement de la mise à jour d'hypothèses de crédit utilisées dans l'élaboration de l'échelle des taux d'intérêt au premier trimestre de 2025, et l'impact favorable de la révision actuarielle de fin d'année;
 - Des éléments particuliers positifs de 13 millions de dollars comprenant principalement des éléments liés aux impôts et des réallocations à des fins de cohérence de l'information, qui s'annulent sur une base consolidée.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 383 millions de dollars en 2025, en hausse de 7 % par rapport aux 359 millions de dollars enregistrés en 2024. Avant les impôts, les charges financières sur les débetures et les dividendes, le bénéfice tiré des activités de base[†] a été alimenté par un résultat d'investissement net tiré des activités de base⁶ de 510 millions de dollars. Ce résultat se compare favorablement aux 448 millions de dollars enregistrés en 2024 en raison de la hausse du bénéfice attendu sur les activités d'investissement⁶ et d'une expérience de crédit favorable⁶.
 - Le bénéfice attendu sur les activités d'investissement a totalisé 499 millions de dollars en 2025, soit 8 % de plus qu'en 2024. Ce résultat reflète principalement l'impact favorable des variations macroéconomiques (en partie dû à l'accentuation de la courbe des taux d'intérêt) partiellement compensé par l'impact défavorable d'une réduction des actifs à la suite de l'acquisition de RF Capital Group.
 - L'expérience de crédit a entraîné un gain de 11 millions de dollars en 2025 en raison de l'expérience positive en matière de crédit dans le portefeuille de titres à revenu fixe et dans le portefeuille de prêts automobiles de iA Financement auto.

Enfin, la croissance du bénéfice tiré des activités de base a été tempérée par des charges financières plus élevées sur les débetures, des distributions sur autres instruments de capitaux propres et des dividendes sur actions privilégiées.

⁵ Impact des revenus d'investissement exonérés d'impôts (supérieurs ou inférieurs aux impacts fiscaux à long terme attendus) découlant du statut d'assureur multinational de la Société.

⁶ Cet élément est une composante des facteurs du bénéfice (FDB). Pour de plus amples renseignements, voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » dans le présent document. Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base[†] avec le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par l'entremise des facteurs du bénéfice (FDB), voir la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats – Exploitation générale

Ce secteur d'activité comptable déclare toutes les dépenses non affectées aux autres secteurs, comme celles associées à certaines fonctions de soutien général pour la Société. Ces dépenses comprennent, entre autres, des investissements pour la transformation numérique, des activités de prospection dans le domaine des fusions et acquisitions, des projets de données et de sécurité numériques, ainsi que des projets de conformité réglementaire.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Exploitation générale

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
Résultat net (perte) attribué aux actionnaires ordinaires	(253)	(221)	(14 %)
Ajustements du bénéfice (perte) tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	17	—	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	9	7	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	—	—	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—	
Éléments particuliers	4	—	
Total	30	7	
Bénéfice (perte) tiré des activités de base[†]	(223)	(214)	(4 %)

- La perte nette attribuée aux actionnaires ordinaires du secteur de l'Exploitation générale s'est établie à 253 millions de dollars, comparativement à 221 millions de dollars en 2024. Cette perte comprend la perte résultant des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements de la perte résultant des activités de base à la perte nette dans ce secteur ont totalisé 30 millions de dollars. Ces ajustements comprennent des charges découlant d'une mesure de la direction liée au régime de retraite (17 millions de dollars), comme expliqué dans le « Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] », ainsi que des charges liées aux acquisitions de RF Capital, de Vericity (Fidelity Life et eFinancial) et de Global Warranty (9 millions de dollars) et des dépréciations de logiciels dans le cadre de la transformation numérique de la Société (4 millions de dollars).
- Le secteur a enregistré des pertes résultant des activités de base[†] découlant de dépenses après impôts de 223 millions de dollars, comparativement à 214 millions de dollars en 2024. Avant impôts, les autres dépenses d'exploitation générale (activités de base) étaient de 301 millions de dollars. Ce montant comprend 277 millions de dollars avant impôts au titre des autres dépenses (activités de base) et 24 millions de dollars avant impôts au titre d'une provision plus élevée que prévu pour la rémunération variable liée à la performance de la Société en 2025. Ce résultat est cohérent avec la croissance de la Société et reflète l'approche rigoureuse envers les dépenses et la grande importance accordée, en continu, à l'efficacité opérationnelle tout en renforçant la performance des infrastructures technologiques.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Éléments consolidés

Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants.

- La charge d'impôt sur le revenu s'est chiffrée à 232 millions de dollars, comparativement à 267 millions de dollars pour la même période en 2024. Ce résultat comprend la charge fiscale incluse dans le bénéfice tiré des activités de base⁷ ainsi que les ajustements fiscaux (activités de base).
- Les ajustements fiscaux (activités de base) ont totalisé 93 millions de dollars, principalement en raison de la différence entre le revenu avant impôts et le bénéfice tiré des activités de base[†] avant impôts et d'un ajustement favorable de l'actif d'impôts différés de eFinancial (l'entité de distribution numérique de Vericity), au deuxième trimestre, liés aux pertes fiscales subies avant l'acquisition dans le secteur des Affaires américaines.
- Les impôts sur le revenu (activités de base)⁷ ont totalisé 325 millions de dollars en 2025, contre 284 millions de dollars en 2024, reflétant un taux d'imposition effectif (activités de base)^{††} de 20,6 %. Ce dernier a bénéficié d'une incidence favorable due à une part plus importante de revenu de placements exonéré d'impôts.

Distributions sur autres instruments de capitaux propres et dividendes sur actions privilégiées

Cet élément représente les dividendes sur les actions privilégiées après impôts et les distributions sur d'autres instruments de capitaux propres, lesquels se sont chiffrés à 43 millions de dollars en 2025, comparativement à 20 millions de dollars en 2024. La hausse reflète le paiement de dividendes sur les actions privilégiées institutionnelles émises au deuxième trimestre de 2025. Veuillez consulter la section « Capitaux propres et financement » du présent document pour plus d'informations sur les dividendes et les distributions effectuées au cours des périodes.

⁷ Cet élément est une composante des facteurs du bénéfice (FDB). Pour de plus amples renseignements sur la présentation selon les FDB, voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » dans le présent document. Pour un rapprochement du bénéfice tiré des activités de base[†] avec le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par l'entremise des facteurs du bénéfice (FDB), voir la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » du présent document.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats par secteur d'activité pour le quatrième trimestre

Le tableau suivant présente le bénéfice tiré des activités de base[†] et le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par secteur d'activité. Une analyse de la performance par secteur d'activité pour le quatrième trimestre et un rapprochement entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†] pour chaque secteur d'activité sont fournis dans les pages suivantes.

Bénéfice (pertes) tiré des activités de base[†]

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T4-2025	T3-2025	Variation d'un trimestre à l'autre	T4-2024	Variation d'une année à l'autre
Assurance, Canada	105	113	(7 %)	116	(9 %)
Gestion de patrimoine	127	125	2 %	112	13 %
Affaires américaines	30	32	(6 %)	26	15 %
Placements	91	105	(13 %)	102	(11 %)
Exploitation générale	(66)	(52)	(27 %)	(69)	4 %
Total	287	323	(11 %)	287	—

Résultat net (perte nette) attribué aux actionnaires ordinaires

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T4-2025	T3-2025	Variation d'un trimestre à l'autre	T4-2024	Variation d'une année à l'autre
Assurance, Canada	35	103	(66 %)	41	(15 %)
Gestion de patrimoine	112	116	(3 %)	101	11 %
Affaires américaines	7	21	(67 %)	(13)	154 %
Placements	104	179	(42 %)	163	(36 %)
Exploitation générale	(76)	(55)	(38 %)	(72)	(6 %)
Total	182	364	(50 %)	220	(17 %)

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] pour le quatrième trimestre

Le tableau suivant présente le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et les ajustements à l'origine de la différence entre le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et le bénéfice tiré des activités de base[†].

Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] – Consolidé

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre		
	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	182	220	(17 %)
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	(6)	(16)	
Taux d'intérêt et écarts de crédit	—	21	
Capitaux propres	(17)	(31)	
Immeubles de placement	14	(3)	
FPC	(3)	(3)	
Taux de change	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	47	17	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	8	4	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	23	19	
Charge de retraite non liée aux activités de base	6	4	
Éléments particuliers	27	39	
Total	105	67	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	287	287	—

Le bénéfice tiré des activités de base[†] de 287 millions de dollars au quatrième trimestre découle d'un résultat net attribué aux actionnaires de 182 millions de dollars, après application d'un ajustement total de 105 millions (après impôt) en raison :

- d'impacts des marchés différant des attentes de la direction, qui ont totalisé une hausse de 6 millions de dollars du bénéfice net. Cet ajustement s'explique par l'impact favorable des variations des marchés boursiers (17 millions de dollars), provenant principalement du bon rendement des actions de sociétés publiques, et par l'impact favorable du FPC (3 millions de dollars). Ces éléments positifs ont toutefois été partiellement contrebalancés par l'impact défavorable provenant des immeubles de placement (14 millions de dollars), principalement attribuable aux rajustements à la valeur marchande;
- de l'impact des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction, qui ont entraîné une réduction du résultat net de 47 millions de dollars. Cet ajustement est principalement attribuable à la révision actuarielle de fin d'année (43 millions de dollars après impôt; voir la section « Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction » du présent document) et, dans une moindre mesure, à l'incidence d'une mesure prise par la direction (4 millions de dollars) relative au régime de retraite, comme indiqué dans les résultats du deuxième trimestre⁸;
- d'une charge totale de 8 millions de dollars liée à l'acquisition et à l'intégration de RF Capital ainsi qu'à l'intégration de Vericity (Fidelity Life et eFinancial) et de Global Warranty;
- de dépenses de l'ordre de 23 millions de dollars associées à des immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions;
- de l'impact d'une charge de retraite non liée aux activités de base de 6 millions de dollars;
- d'éléments particuliers ayant entraîné une diminution de 27 millions de dollars du résultat net. Cet ajustement comprend principalement des dépréciations de logiciels totalisant 29 millions de dollars engagées dans le cadre de la transformation numérique de la Société et liées principalement à un projet informatique au sein du secteur de l'Assurance, Canada. Cet impact a été légèrement compensé par le règlement favorable d'une affaire juridique dans le secteur des Affaires américaines.

⁸ Cette charge résultait d'une mesure prise par la direction d'affecter une partie de l'excédent du régime de retraite à une augmentation ponctuelle des prestations versées aux retraités actuels et à une réduction temporaire des cotisations des participants actifs.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre – Assurance, Canada

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base[†] – Assurance, Canada

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre		
	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	35	41	(15 %)
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	35	37	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	1	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	5	4	
Charge de retraite non liée aux activités de base	4	3	
Éléments particuliers	26	30	
Total	70	75	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	105	116	(9 %)

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur de l'Assurance, Canada s'est chiffré à 35 millions de dollars, comparativement à 41 millions de dollars pour la même période en 2024. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net ont totalisé 70 millions de dollars. Cet ajustement comprend l'impact défavorable des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction (35 millions de dollars), principalement attribuable à la révision actuarielle de fin d'année et, dans une moindre mesure, à l'incidence d'une mesure prise par la direction relative au régime de retraite, comme expliqué à la section « Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] pour le quatrième trimestre » du présent document. Cet ajustement comprend également des éléments liés aux acquisitions (5 millions de dollars), la charge de retraite non liée aux activités de base (4 millions de dollars) et des éléments particuliers (26 millions de dollars), consistant principalement en une dépréciation de logiciels dans le cadre de la transformation numérique de la Société liée surtout à un projet informatique.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 105 millions de dollars, comparativement aux 116 millions de dollars enregistrés à la même période en 2024. La baisse de 11 millions de dollars du bénéfice tiré des activités de base[†] reflète principalement l'incidence nette des éléments suivants :
 - Le fait que la période comparable de 2024 a bénéficié de gains élevés d'expérience d'assurance (activités de base) de 15 millions de dollars, alors que le quatrième trimestre de 2025 a enregistré des pertes d'expérience d'assurance (activités de base) de 4 millions de dollars en raison d'une expérience défavorable sur le plan de la morbidité dans les Marchés spéciaux, partiellement compensée par une expérience favorable en mortalité;
 - Une hausse du bénéfice attendu sur les activités d'assurance en raison de l'accroissement combiné de la libération pour ajustement au risque (AR) et de la marge sur services contractuels (MSC) constatée pour les services fournis de l'Assurance individuelle et des Régimes d'employés;
 - Une hausse du bénéfice attendu sur les activités relevant de la méthode de répartition des primes (MRP), provenant principalement de iA Auto et habitation;
 - L'augmentation des activités autres que d'assurance (activités de base), totalisant 16 millions de dollars contre 14 millions de dollars l'année précédente, principalement due à la performance des Services aux concessionnaires;
 - D'autres dépenses (activités de base) s'élevant à 17 millions de dollars, contre 16 millions de dollars pour la même période en 2024.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats pour quatrième trimestre – Gestion de patrimoine

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base[†] – Gestion de patrimoine

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre		
	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	112	101	11 %
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	1	—	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	2	—	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	10	7	
Charge de retraite non liée aux activités de base	2	1	
Éléments particuliers	—	3	
Total	15	11	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	127	112	13 %

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur de la Gestion de patrimoine s'est chiffré à 112 millions de dollars, en hausse de 11 % par rapport à 101 millions de dollars pour la même période en 2024. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net ont totalisé 15 millions de dollars, comprenant des éléments liés aux acquisitions (12 millions de dollars), l'impact défavorable des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction (1 million de dollars), principalement en raison de la révision actuarielle de fin d'année, et l'impact de la charge de retraite non liée aux activités de base (2 millions de dollars).
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 127 millions de dollars pour la période, comparativement à 112 millions de dollars un an plus tôt. La croissance de 13 % du bénéfice tiré des activités de base[†] résulte essentiellement de l'accroissement combiné de la libération AR et de la MSC constatée pour les services fournis en raison de fortes ventes nettes de fonds distincts et de l'impact favorable des marchés financiers dans les 12 derniers mois. Ces variations favorables ont été tempérées par l'impact plus important des nouvelles affaires d'assurance en Épargne et retraite collectives résultant des ventes de rentes assurées. Les activités autres que d'assurance (activités de base) ont été semblables à celles de la même période en 2024. Ce résultat s'explique par la hausse des revenus nets tirés de l'actif en raison de la performance du marché et de la solide contribution de RF Capital, qui s'élève à 8 millions de dollars, compensée par la baisse des revenus nets d'intérêts, conforme à la réduction de 100 points de base du taux directeur de la Banque du Canada en 2025, ainsi que par des dépenses non récurrentes dans les autres filiales de distribution et de conseil et d'autres éléments divers. Enfin, il est à noter que des gains d'expérience d'assurance (activités de base) de 2 millions de dollars ont été enregistrés durant le trimestre en raison principalement d'une expérience favorable en longévité.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre – Affaires américaines

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base[†] – Affaires américaines

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre		
	2025	2024	Variation
Résultat net (perte) attribué aux actionnaires ordinaires	7	(13)	non significatif
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	14	15	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	2	—	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	8	8	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—	
Éléments particuliers	(1)	16	
Total	23	39	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	30	26	15 %

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur des Affaires américaines s'est chiffré à 7 millions de dollars, comparativement à une perte de 13 millions de dollars à la même période en 2024. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base au résultat net ont totalisé 23 millions de dollars. Ces ajustements comprennent l'impact défavorable des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction découlant de la révision actuarielle de fin d'année (14 millions de dollars) et des éléments liés aux acquisitions (10 millions de dollars). Ces éléments ont été partiellement compensés par l'impact net favorable d'éléments particuliers (1 million de dollars), qui reflète principalement le règlement favorable d'une affaire juridique.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 30 millions de dollars, ce qui se compare aux 26 millions de dollars enregistrés à la même période en 2024. La hausse de 15 % du bénéfice tiré des activités de base[†] est le résultat de l'accroissement combiné de la libération pour AR et de la MSC constatée pour les services fournis, principalement en raison de la bonne croissance des affaires au cours des 12 derniers mois, et de la baisse des autres dépenses (activités de base) pour les Services aux concessionnaires et l'Assurance individuelle. L'augmentation du bénéfice tiré des activités de base[†] a été tempérée par des pertes d'expérience d'assurance (activités de base) de 2 millions de dollars attribuables à des taux d'abandon défavorables en assurance, comparativement aux gains d'expérience d'assurance (activités de base) enregistrés au cours de la même période en 2024. Les activités autres que d'assurance (activités de base) de 15 millions de dollars ont été comparables à celles de la même période en 2024, principalement en raison d'une répartition des ventes dans les Services aux concessionnaires aux États-Unis axée sur les produits d'assurance dont le bénéfice se concrétise au fil du temps. Les activités autres que d'assurance (activités de base) comprennent aussi les résultats de eFinancial (l'entité de distribution numérique de Vericity), qui ont été conformes aux prévisions.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre – Placements

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base[†] – Placements

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre		
	2025	2024	Variation
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	104	163	(36 %)
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	(6)	(16)	
Taux d'intérêt et écarts de crédit	—	21	
Capitaux propres	(17)	(31)	
Immeubles de placement	14	(3)	
FPC	(3)	(3)	
Taux de change	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	(5)	(35)	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	—	—	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	—	—	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—	
Éléments particuliers	(2)	(10)	
Total	(13)	(61)	
Bénéfice tiré des activités de base[†]	91	102	(11 %)

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires pour le secteur des Placements s'est chiffré à 104 millions de dollars, comparativement à 163 millions de dollars à la même période en 2024. Ce résultat comprend le bénéfice tiré des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements du bénéfice tiré des activités de base reflètent une incidence nette positive sur le résultat net de 13 millions de dollars en raison des éléments suivants :
 - Les impacts des marchés différant des attentes de la direction, qui ont totalisé une hausse de 6 millions de dollars du bénéfice net. Cet ajustement s'explique par les impacts favorables des variations des marchés boursiers (17 millions de dollars), provenant principalement du bon rendement des actions de sociétés publiques, et par l'impact favorable du FPC (3 millions de dollars). Ces éléments positifs ont toutefois été partiellement contrebalancés par l'impact défavorable de 14 millions de dollars provenant des immeubles de placement, principalement attribuable aux rajustements à la valeur marchande;
 - L'impact net favorable des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction de 5 millions de dollars découlant de la révision actuarielle de fin d'année;
 - Des éléments particuliers positifs de 2 millions de dollars, comprenant principalement une réallocation à des fins de cohérence de l'information, qui s'annulent sur une base consolidée.
- Le bénéfice tiré des activités de base[†] pour ce secteur d'activité s'est établi à 91 millions de dollars, comparativement à 102 millions de dollars l'an dernier. Avant les impôts, les charges financières sur les débetures et les dividendes, le bénéfice tiré des activités de base[†] a été alimenté par un résultat d'investissement net tiré des activités de base de 127 millions de dollars. Ce résultat se compare à celui de 120 millions de dollars enregistré il y a un an et à celui de 132 millions de dollars enregistré au trimestre précédent. Le résultat d'investissement net comprend le bénéfice attendu sur les activités d'investissement et l'expérience de crédit.
 - L'analyse du bénéfice attendu sur les activités d'investissement d'un trimestre à l'autre : 124 millions de dollars au quatrième trimestre, contre 129 millions de dollars au troisième trimestre. Ce résultat reflète principalement l'impact d'une réduction de l'actif à la suite de l'acquisition de RF Capital Group.
 - L'analyse du bénéfice attendu sur les activités d'investissement d'une année à l'autre : 124 millions de dollars au quatrième trimestre, contre 127 millions de dollars un an plus tôt. Ce résultat reflète principalement l'impact d'une réduction de l'actif à la suite de l'acquisition de RF Capital Group, partiellement compensé par l'impact favorable des variations macroéconomiques (en partie dû à l'accentuation de la courbe des taux d'intérêt).
 - Expérience de crédit – Une expérience de crédit favorable a entraîné un gain de 3 millions de dollars pour le trimestre en raison d'une expérience de crédit positive dans le portefeuille de prêts automobiles de iA Financement auto, tandis que l'expérience de crédit dans le portefeuille de titres à revenu fixe n'a pas eu d'impact sur les résultats de ce trimestre.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre – Exploitation générale

Rapprochement du résultat net avec le bénéfice tiré des activités de base[†] – Exploitation générale

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Quatrième trimestre		
	2025	2024	Variation
Résultat net (perte nette) attribué aux actionnaires ordinaires	(76)	(72)	(6 %)
Ajustements du bénéfice tiré des activités de base (après impôt)			
Impacts liés aux marchés	—	—	
Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction	2	—	
Charges ou produits liés à des acquisitions ou à des dispositions d'entreprises, y compris les frais d'acquisition, d'intégration et de restructuration	4	3	
Amortissement d'immobilisations incorporelles à durée de vie limitée et liées à des acquisitions	—	—	
Charge de retraite non liée aux activités de base	—	—	
Éléments particuliers	4	—	
Total	10	3	
Bénéfice (pertes) tiré des activités de base[†]	(66)	(69)	4 %

Analyse des résultats pour le quatrième trimestre

- La perte nette attribuée aux actionnaires ordinaires pour le secteur de l'Exploitation générale s'est chiffrée à 76 millions de dollars en 2025, comparativement à 72 millions de dollars à la même période en 2024. Cette perte comprend la perte découlant des activités de base[†], ainsi que les ajustements y ayant été apportés.
- Les ajustements de la perte résultant des activités de base à la perte nette dans ce secteur ont totalisé 10 millions de dollars. Cet ajustement comprend l'impact défavorable des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction (2 millions de dollars), plus particulièrement une mesure prise par la direction relative au régime de retraite, comme expliqué à la section « Rapprochement du résultat net attribué aux actionnaires ordinaires et du bénéfice tiré des activités de base[†] pour le quatrième trimestre » du présent document. Il y a également eu des charges (4 millions de dollars) liées aux acquisitions de Vericity (Fidelity Life et eFinancial), de Global Warranty et de RF Capital, et des éléments particuliers (4 millions de dollars) reflétant des dépréciations de logiciels dans le cadre de la transformation numérique de la Société.
- Le secteur a enregistré des pertes résultant des activités de base[†] découlant de dépenses après impôt de 66 millions de dollars, comparativement à 69 millions de dollars au quatrième trimestre de 2024. Avant impôt, les autres dépenses de l'Exploitation générale (activités de base) étaient de 87 millions de dollars. Ce montant comprend 74 millions de dollars avant impôt au titre des autres dépenses (activités de base) et 13 millions de dollars avant impôt au titre d'une provision plus élevée que prévu pour la rémunération variable liée à la performance de la Société en 2025. Ce résultat est cohérent avec la croissance de la Société et reflète l'approche rigoureuse envers les dépenses et la grande importance accordée, en continu, à l'efficacité opérationnelle tout en renforçant la performance des infrastructures technologiques.

Éléments consolidés

Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu représentent la valeur des montants payables en vertu des lois fiscales et comprennent notamment les impôts sur le revenu exigibles et différés. L'impôt sur le revenu de placements des assureurs vie et les taxes sur les primes ne sont pas compris dans ces montants.

- La charge d'impôt sur le revenu s'est chiffrée à 36 millions de dollars au quatrième trimestre, comparativement à 43 millions de dollars pour la même période en 2024. Ce résultat comprend la charge fiscale incluse dans le bénéfice tiré des activités de base[†] ainsi que les ajustements fiscaux (activités de base).
- Les ajustements fiscaux (activités de base) ont totalisé 38 millions de dollars, essentiellement en raison de la différence entre le revenu avant impôt et le bénéfice tiré des activités de base[†] avant impôt.
- Les impôts sur le revenu (activités de base) au quatrième trimestre étaient de 74 millions de dollars, comparativement à 72 millions de dollars à la même période en 2024, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif (activités de base)^{††} de 19,5 %. Ce dernier a bénéficié d'une incidence favorable due à une part plus importante de revenu de placements exonéré d'impôts.

Distributions sur autres instruments de capitaux propres et dividendes sur actions privilégiées

Cet élément représente les dividendes sur les actions privilégiées après impôt et les distributions sur d'autres instruments de capitaux propres, lesquels se sont chiffrés à 19 millions de dollars au quatrième trimestre comparativement à 6 millions de dollars pour la même période en 2024. La hausse reflète le paiement de dividendes sur les actions privilégiées institutionnelles émises au deuxième trimestre de 2025.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction

À la fin de chaque trimestre, la Société actualise son passif en fonction de la conjoncture économique et s'assure de sa suffisance, ce qui pourrait mener à des changements dans ses méthodologies et ses hypothèses. De plus, à la fin de chaque année, la Société se livre à un examen approfondi de la plupart de ses méthodologies et hypothèses, à la lumière de sa propre expérience et de celle de l'industrie lorsqu'il y a lieu, en termes de mortalité, de morbidité, d'abandons, de dépenses et d'autres facteurs.

Sous la norme comptable IFRS 17, le résultat des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction influe, directement ou indirectement, sur la marge sur services contractuels (MSC) et sur l'ajustement au titre du risque (AR), tout comme le résultat net et le ratio de solvabilité. Dans certaines situations, un changement à l'AR entraînera un changement opposé à la MSC, n'ayant donc aucun effet sur le bénéfice immédiat et futur. Les changements d'hypothèses et de méthodologie influenceront directement sur le résultat net ou la MSC en fonction de trois principaux facteurs : 1) le type de changement dont il est question (financier ou non financier), 2) la présence d'une MSC pour les contrats ciblés par le changement, et 3) le type de modèle d'évaluation pour les contrats ciblés par le changement. Les cas de figure les plus courants sont les suivants :

- Les effets de changements non financiers aux méthodologies et aux hypothèses se reflètent directement dans la MSC lorsqu'ils sont attribuables à des contrats d'assurance ayant une MSC, et dans le résultat net en l'absence d'une MSC. En ce qui concerne les contrats d'assurance évalués selon le modèle général d'évaluation, les effets sur la MSC sont mesurés à des taux d'actualisation bloqués. Pour les contrats d'assurance évalués selon la méthode des honoraires variables, les effets sur la MSC sont mesurés selon les taux d'actualisation courants;
- Les effets de changements financiers aux méthodologies et aux hypothèses se reflètent directement dans le résultat net pour les contrats d'assurance évalués selon le modèle général d'évaluation. En ce qui concerne les contrats d'assurance évalués selon la méthode des honoraires variables, cet impact, mesuré aux taux d'actualisation courants, se reflète directement dans la MSC lorsqu'il est attribuable à des contrats d'assurance ayant une MSC, et dans le résultat net en l'absence d'une MSC.

Les changements apportés aux hypothèses et aux méthodologies de la Société, ainsi que les mesures prises par la direction en 2025, y compris la révision annuelle de fin d'année, ont eu un impact combiné presque neutre sur le résultat net avant impôts, la MSC et l'AR de -1 million de dollars. Plus précisément, les changements et les mesures ont eu un effet négatif de 70 millions de dollars avant impôts sur le résultat net de 2025 et un effet positif de 69 millions de dollars avant impôts sur les bénéfices futurs des effets combinés de la MSC et l'ajustement au titre du risque (AR).

Le processus a engendré un résultat positif pour les hypothèses relatives à la mortalité et à la morbidité, la mise à jour des études de frais, les hypothèses relatives aux finances découlant des changements de taux d'actualisation, des mesures prises par la direction et pour plusieurs autres hypothèses. Les impacts des hypothèses relatives aux comportements des titulaires de polices et de l'amélioration des modèles dans les secteurs d'activité ont été défavorables.

Changements d'hypothèses et mesures prises par la direction 2025 – Effets sur le résultat net, la MSC et l'AR

(en millions de dollars, avant impôts)	Principaux éléments	Impact total	Effet sur le résultat	Effet sur la MSC	Effet sur l'AR
Mortalité et morbidité	- Révision des hypothèses de mortalité : favorable - Révision des hypothèses de morbidité : favorable	41	(3)	45	(1)
Comportement des titulaires de polices	Révision des hypothèses d'abandon : défavorable, principalement pour les produits d'assurance vie individuelle	(111)	(21)	(37)	(53)
Financières	Effet mineur découlant des changements dans les taux d'actualisation	8	8	—	—
Dépenses	Mises à jour de l'étude des frais : favorables, principalement en raison des coûts unitaires dans l'ensemble des unités d'exploitation, reflétant une efficacité opérationnelle accrue	25	8	28	(11)
Mesures prises par la direction	Principalement favorables	19	15	4	—
Autres	- Amélioration des modèles : effet défavorable sur les résultats dans les secteurs d'activité - Mise à jour du facteur de diversification pour l'ajustement au titre du risque : effet favorable sur l'AR	28	(70)	4	94
Total du T4		10	(63)	44	29
T1, T2 et T3		(11)	(7)	(4)	—
Total de 2025		(1)	(70)	40	29

Pour plus de détails, voir la note 14 des états financiers, ayant pour titre « Contrats d'assurance et contrats de réassurance » intégrée par référence dans le présent document.

Analyse selon les résultats financiers

États des résultats consolidés

Les résultats financiers de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2025, 2024 et 2023 sont présentés dans le tableau ci-dessous.

(Exercices terminés les 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024	2023
Résultat des activités d'assurance			
Produits d'assurance	7 790	6 802	5 740
Dépenses d'assurance	(6 278)	(5 587)	(4 893)
Produits (dépendances) nets provenant des contrats de réassurance	(356)	(175)	6
	1 156	1 040	853
Résultat d'investissement net			
Produits de placement nets			
Intérêts et autres produits tirés des placements	2 216	2 310	1 946
Variation de la juste valeur des placements	(846)	(192)	2 037
	1 370	2 118	3 983
Produits (charges) financiers d'assurance	(556)	(1 190)	(3 307)
Produits (charges) financiers de réassurance	145	126	155
(Augmentation) diminution du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	(141)	(235)	(151)
	818	819	680
Produits (charges) de placement relatifs à l'actif net des fonds distincts	7 248	7 769	4 697
Produits (charges) financiers provenant des passifs relatifs aux fonds distincts	(7 248)	(7 769)	(4 697)
	818	819	680
Autres produits	2 092	1 744	1 537
Autres charges d'exploitation	(2 669)	(2 307)	(2 003)
Autres charges financières	(69)	(67)	(66)
Résultat avant impôts	1 328	1 229	1 001
(Charge) recouvrement d'impôts	(232)	(267)	(212)
Résultat net	1 096	962	789
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	(43)	(20)	(20)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	1 053	942	769

Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires a totalisé 1 053 millions de dollars, comparativement à 942 millions de dollars en 2024, une hausse de 12 %. L'augmentation est principalement attribuable à :

- la croissance soutenue des affaires dans les secteurs de l'Assurance, Canada, de la Gestion de patrimoine et des Affaires américaines, qui a eu une incidence positive sur le résultat des activités d'assurance et les autres produits; partiellement compensée par
- des charges plus élevées liées à la croissance des revenus, ainsi que d'autres facteurs ayant eu un impact sur les autres charges et la charge d'impôts sur le revenu, comme décrit dans l'analyse des résultats sectoriels ci-dessous.

Résultats sectoriels

Le tableau suivant présente les résultats financiers de la Société par secteur d'activité selon les états financiers pour les exercices terminés le 31 décembre 2025 et 2024. L'analyse de ces résultats est présentée ci-dessous et devrait être lue conjointement avec la note 25 « Information sectorielle » des états financiers consolidés de la Société intégrée par référence dans le présent document.

	Assurance, Canada		Gestion de patrimoine		Affaires américaines		Placements		Exploitation générale		Ajustements de consolidation		Total	
(Exercices terminés les 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Résultat des activités d'assurance														
Produits d'assurance	4 310	3 975	1 357	1 137	2 123	1 690	—	—	—	—	—	—	7 790	6 802
Dépenses d'assurance et dépenses nettes provenant des contrats de réassurance	(3 756)	(3 449)	(930)	(776)	(1 948)	(1 537)	—	—	—	—	—	—	(6 634)	(5 762)
	554	526	427	361	175	153	—	—	—	—	—	—	1 156	1 040
Résultat d'investissement net														
Produits de placement nets	—	—	114	127	—	—	1 242	1 979	14	12	—	—	1 370	2 118
Produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance et variation du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	—	—	(4)	(2)	—	—	(548)	(1 297)	—	—	—	—	(552)	(1 299)
	—	—	110	125	—	—	694	682	14	12	—	—	818	819
Autres produits	225	189	1 688	1 407	215	174	36	33	4	6	(76)	(65)	2 092	1 744
Autres charges	(283)	(264)	(1 633)	(1 371)	(296)	(291)	(240)	(213)	(362)	(300)	76	65	(2 738)	(2 374)
Résultat avant impôts	496	451	592	522	94	36	490	502	(344)	(282)	—	—	1 328	1 229
(Charge) recouvrement d'impôts	(141)	(135)	(164)	(143)	8	(8)	(26)	(42)	91	61	—	—	(232)	(267)
Résultat net	355	316	428	379	102	28	464	460	(253)	(221)	—	—	1 096	962
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	(43)	(20)	—	—	—	—	(43)	(20)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	355	316	428	379	102	28	421	440	(253)	(221)	—	—	1 053	942

Résultat des activités d'assurance

Assurance, Canada

Pour l'exercice terminé 31 décembre 2025, le résultat des activités d'assurance pour le secteur de l'Assurance, Canada a totalisé 554 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 28 millions de dollars ou 5 % par rapport à 2024.

Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 4 310 millions de dollars en 2025, par rapport à 3 975 millions de dollars en 2024, une hausse de 8 %. La plupart des unités d'exploitation ont enregistré une croissance des produits par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est principalement attribuable à la croissance des affaires, particulièrement celles de l'Assurance individuelle, de l'Assurance biens et risques divers, des Services aux concessionnaires et de l'Assurance collective : Régimes d'employés, ce qui a entraîné une augmentation des produits comptabilisés pour couvrir les réclamations et les autres dépenses d'assurance prévues, de même qu'un recouvrement plus important des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition des contrats d'assurance. Cette augmentation s'explique également par l'impact des ajustements tarifaires de iA Auto et habitation en 2024, combiné à une augmentation de son nombre de polices. Pour plus de détails sur la croissance des affaires, voir la section « Secteurs d'activité » du présent document, sous le secteur de l'Assurance, Canada.

Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance du secteur ont totalisé 3 756 millions de dollars en 2025, comparativement à 3 449 millions de dollars en 2024, une augmentation de 9 % d'une année à l'autre. Cette variation est attribuable à la hausse des réclamations et des autres dépenses d'assurance, à l'amortissement plus important des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition des contrats d'assurance, ce qui est en phase avec la croissance normale des affaires, principalement dans l'Assurance individuelle, iA Auto et habitation et l'Assurance biens et risques divers des Services aux concessionnaires.

Gestion de patrimoine

Pour l'exercice terminé 31 décembre 2025, le résultat des activités d'assurance dans le secteur de la Gestion de patrimoine s'établit à 427 millions de dollars, en hausse de 66 millions de dollars ou 18 % par rapport à 2024.

Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 1 357 millions de dollars en 2025, par rapport à 1 137 millions de dollars en 2024, une hausse de 19 %. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des ventes de fonds distincts de la Gestion de patrimoine individuel et à un rendement favorable des marchés, ce qui a entraîné une marge sur services contractuels pour les services fournis plus élevée au cours de l'exercice, un recouvrement plus important des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition des contrats d'assurance et une augmentation des produits comptabilisés pour couvrir les commissions de services. La hausse est également due aux nouvelles ventes de contrats de rentes assurées dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, qui ont été plus importantes que l'impact de la baisse des affaires en vigueur due à la mortalité. Pour plus de détails sur la croissance des affaires, voir la section « Secteurs d'activité » du présent document, sous le secteur de la Gestion de patrimoine.

Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance du secteur ont totalisé 930 millions de dollars en 2025, comparativement à 776 millions de dollars en 2024, ce qui représente une augmentation de 20 % d'une année à l'autre. Cette variation est attribuable à l'augmentation des commissions de service découlant de la vente accrue de fonds distincts et de l'amortissement plus important des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition des contrats d'assurance de la Gestion de patrimoine individuel. Elle s'explique également par l'augmentation des prestations de retraite versées au titre des contrats de rentes assurées, en hausse dans l'Épargne et retraite collectives.

Affaires américaines

Pour l'exercice terminé 31 décembre 2025, le résultat des activités d'assurance dans le secteur des Affaires américaines se chiffre à 175 millions de dollars, en hausse de 22 millions de dollars, ou 14 % par rapport à 2024.

Les produits d'assurance du secteur ont totalisé 2 123 millions de dollars en 2025, par rapport à 1 690 millions de dollars en 2024, une hausse de 26 %. L'augmentation est due à la croissance des affaires de l'Assurance individuelle – incluant Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity), dont les résultats ont contribué tout au long de 2025, soit deux trimestres de plus qu'en 2024 – et des Services aux concessionnaires, ce qui a entraîné une augmentation des produits comptabilisés pour couvrir les réclamations et les autres dépenses d'assurance prévues, de même qu'un recouvrement plus important des flux de trésorerie liés aux frais d'acquisition des contrats d'assurance. Pour plus de détails sur la croissance des affaires, voir la section « Secteurs d'activité » du présent document, sous le secteur des Affaires américaines. Cette augmentation est également attribuable à des améliorations apportées à la méthode de comptabilisation pour les contrats d'assurance au quatrième trimestre.

Les dépenses d'assurance et les dépenses nettes provenant des contrats de réassurance du secteur ont totalisé 1 948 millions de dollars en 2025, comparativement à 1 537 millions de dollars en 2024. La variation d'une année à l'autre résulte en partie d'une hausse normale des réclamations et des autres dépenses d'assurance en Assurance individuelle, incluant Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity), dont les résultats ont contribué tout au long de 2025, soit deux trimestres de plus qu'en 2024 – et des Services aux concessionnaires, ce qui s'aligne avec la croissance des affaires. Ce changement est également attribuable à des améliorations apportées à la méthode de comptabilisation pour les contrats d'assurance au quatrième trimestre.

Résultat d'investissement net

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, les produits de placement nets ont totalisé 1 370 millions de dollars, comparativement à 2 118 millions de dollars en 2024. La variation d'une année à l'autre provient presque entièrement du secteur des Placements et s'explique principalement par la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui a entraîné une diminution de la juste valeur des instruments financiers à revenu fixe et des instruments financiers dérivés. En revanche, les charges financières d'assurance et de réassurance et variation du passif relatif aux contrats d'investissement intérêts sur dépôts ont diminué de 747 millions de dollars, également en raison de la hausse des taux d'intérêt, qui sont un facteur important dans la détermination des charges financières du passif des contrats d'assurance.

Autres produits

Les autres produits comprennent les honoraires perçus en contrepartie de la gestion de l'actif des fonds communs de placement de la Société et de l'actif de ses fonds distincts relatifs aux contrats d'investissement, ainsi que les commissions liées aux activités des intermédiaires, les revenus d'administration et les revenus tirés de régimes d'avantages sociaux non assurés. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, les autres produits ont totalisé 2 092 millions de dollars, comparativement à 1 744 millions de dollars en 2024. L'augmentation de 348 millions de dollars, ou de 20 %, est principalement attribuable au secteur de la Gestion de patrimoine. Ce résultat s'explique surtout par le rendement favorable des marchés, ce qui a entraîné une hausse des commissions des filiales de distribution et de conseil et une hausse des honoraires de gestion de l'Épargne et retraite collectives, et par l'impact de l'acquisition de RF Capital.

Autres charges

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, les autres charges ont totalisé 2 738 millions de dollars, comparativement à 2 374 millions de dollars en 2024. La variation de 364 millions de dollars provient principalement du secteur de la Gestion de patrimoine en raison de l'augmentation des charges de commission liée à la croissance des produits et de l'impact de l'acquisition de RF Capital. La variation est également attribuable à une charge unique au deuxième trimestre de 2025, dans le secteur de l'Exploitation générale, résultant de la décision de la direction de distribuer une partie de l'excédent du régime de retraite sous la forme d'une augmentation des prestations aux retraités actuels.

(Charge) recouvrement d'impôts

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, la Société fait état d'une charge d'impôts de 232 millions de dollars, comparativement à 267 millions de dollars en 2024. La diminution s'explique principalement par des économies plus importantes provenant des produits de placement exonérés d'impôts, de même que par la comptabilisation, au deuxième trimestre de 2025, de pertes fiscales non comptabilisées. Ces effets fiscaux positifs ont été partiellement atténués par une augmentation des charges fiscales découlant de résultats supérieurs et d'ajustements défavorables relatifs aux années précédentes.

Résultats du quatrième trimestre

Pour le quatrième trimestre de 2025, le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires a totalisé 182 millions de dollars, comparativement à 220 millions de dollars pour la même période en 2024.

Le tableau suivant présente les résultats financiers de la Société par secteur d'activité selon les quatrième trimestres terminés les 31 décembre 2025 et 2024. L'analyse de ces résultats est présentée ci-dessous.

	Assurance, Canada		Gestion de patrimoine		Affaires américaines		Placements		Exploitation générale		Ajustements de consolidation		Total	
(Trimestres terminés les 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Résultat des activités d'assurance														
Produits d'assurance	1 104	1 028	381	317	681	477	—	—	—	—	—	—	2 166	1 822
Dépenses d'assurance et dépenses nettes provenant des contrats de réassurance	(1 012)	(927)	(268)	(218)	(667)	(441)	—	—	—	—	—	—	(1 947)	(1 586)
	92	101	113	99	14	36	—	—	—	—	—	—	219	236
Résultat d'investissement net														
Produits de placement nets	—	—	34	31	—	—	(86)	236	6	6	—	—	(46)	273
Produits (charges) financiers d'assurance et de réassurance et variation du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts	—	—	(1)	—	—	—	270	(34)	—	—	—	—	269	(34)
	—	—	33	31	—	—	184	202	6	6	—	—	223	239
Autres produits	59	49	507	381	65	45	10	9	1	2	(23)	(15)	619	471
Autres charges	(103)	(77)	(498)	(372)	(72)	(94)	(64)	(55)	(110)	(94)	23	15	(824)	(677)
Résultat avant impôts	48	73	155	139	7	(13)	130	156	(103)	(86)	—	—	237	269
(Charge) recouvrement d'impôts	(13)	(32)	(43)	(38)	—	—	(7)	13	27	14	—	—	(36)	(43)
Résultat net	35	41	112	101	7	(13)	123	169	(76)	(72)	—	—	201	226
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	(19)	(6)	—	—	—	—	(19)	(6)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	35	41	112	101	7	(13)	104	163	(76)	(72)	—	—	182	220

Résultat des activités d'assurance

Assurance, Canada

Pour le quatrième trimestre de 2025, le résultat des activités d'assurance de 92 millions de dollars pour le secteur de l'Assurance, Canada représente une diminution de 9 millions de dollars par rapport à la même période en 2024. Une croissance des affaires a été observée dans la plupart des unités d'exploitation, plus particulièrement en Assurance individuelle et dans les Régimes d'employés, ce qui a entraîné une augmentation de la marge sur services contractuels comptabilisée pour les services fournis au cours de la période. Cependant, deux facteurs ont contribué à la baisse du résultat du secteur : des réclamations plus élevées que prévu ont entraîné une perte d'expérience et des résultats inférieurs des activités d'assurance en Assurance collective : Marchés spéciaux, et des conditions météorologiques favorables en 2024 ont entraîné une baisse des réclamations chez iA Auto et habitation cette année-là par rapport à 2025.

Gestion de patrimoine

Pour le quatrième trimestre de 2025, le résultat des activités d'assurance de 113 millions de dollars pour le secteur de la Gestion de patrimoine représente une augmentation de 14 millions de dollars, ou 14 % par rapport à la même période en 2024. L'augmentation est principalement le résultat d'une marge sur services contractuels comptabilisée plus élevée pour les services fournis au cours de la période en raison de la hausse des ventes de fonds distincts en Gestion de patrimoine individuel et du rendement favorable des marchés financiers.

Affaires américaines

Pour le quatrième trimestre de 2025, le résultat des activités d'assurance de 14 millions de dollars pour le secteur des Affaires américaines représente une diminution de 22 millions de dollars par rapport à la même période en 2024. Les variations dans les produits d'assurance et les dépenses d'assurance et dépenses nettes provenant des contrats de réassurance s'expliquent principalement par les améliorations apportées à la méthode de comptabilisation pour les contrats d'assurance au cours du quatrième trimestre. Le reste des variations du résultat des activités d'assurance s'explique principalement par l'incidence défavorable des changements apportés aux méthodes et aux hypothèses dans les Services aux concessionnaires.

Résultat d'investissement net

Pour le quatrième trimestre de 2025, les produits de placement nets se sont traduits par une perte de 46 millions de dollars contre un revenu de 273 millions de dollars pour la même période en 2024. La variation d'une année à l'autre provient presque entièrement du secteur des Placements et s'explique principalement par la hausse des taux d'intérêt à long terme, qui a entraîné une diminution de la juste valeur des instruments financiers à revenu fixe et des instruments financiers dérivés. En revanche, la Société a enregistré des produits financiers d'assurance et de réassurance et de la variation du passif relatif aux contrats d'investissement et intérêts sur dépôts de 269 millions de dollars, comparativement à une charge de 34 millions de dollars à la même période de 2024. Cette variation est également due à l'augmentation des taux d'intérêt, qui constituent un facteur important dans la détermination des produits (charges) financiers du passif relatif aux contrats d'assurance.

Le résultat d'investissement net pour le quatrième trimestre a diminué de 16 millions de dollars par rapport à la même période en 2024. Malgré des rendements plus élevés des instruments de capitaux propres en 2025, la croissance du résultat d'investissement net a été réduite par l'impact des changements apportés aux méthodes et aux hypothèses.

Autres produits

Pour le quatrième trimestre de 2025, les autres produits ont totalisé 619 millions de dollars contre 471 millions de dollars en 2024. L'augmentation de 148 millions de dollars provient principalement du secteur de la Gestion de patrimoine, avec une augmentation de 126 millions de dollars. Elle est attribuable à la hausse des commissions des filiales de distribution et de conseil et des honoraires de gestion de l'Épargne et retraite collectives, qui résulte de l'augmentation de l'actif sous administration et de l'actif sous gestion, favorisée par le rendement positif des marchés et l'acquisition de RF Capital. L'augmentation provient également, dans une moindre mesure, du secteur des Affaires américaines en raison d'un ajustement non récurrent des revenus administratifs lié à des améliorations de la méthode de comptabilisation.

Autres charges

Pour le quatrième trimestre de 2025, les autres charges ont totalisé 824 millions de dollars contre 677 millions de dollars en 2024. La variation de 147 millions de dollars provient principalement du secteur de la Gestion de patrimoine en raison de l'augmentation des charges de commission liée à la croissance des produits et de l'impact de l'acquisition de RF Capital. Cette augmentation s'explique également par une dépréciation de logiciels dans le cadre de la transformation numérique de la Société, principalement liée à un projet informatique dans le secteur de l'Assurance, Canada. Elle est partiellement compensée par une provision pour les soldes impayés liés aux comptes clients en 2024 dans le secteur des Affaires américaines.

(Charge) recouvrement d'impôts

Pour le quatrième trimestre de 2025, la Société a enregistré une charge d'impôts de 36 millions de dollars, comparativement à 43 millions de dollars pour la même période en 2024. La variation correspond au montant calculé selon le taux d'imposition prévu par la loi et des ajustements favorables de l'exercice précédent. Ces effets fiscaux positifs ont été partiellement compensés par une baisse des économies réalisées sur les revenus de placements exonérés d'impôts.

Résultats trimestriels

Voici un résumé des résultats trimestriels de la Société, tirés des états financiers pour chacun des huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025				2024			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits								
Produits d'assurance	2 166	1 917	1 881	1 826	1 822	1 741	1 644	1 595
Produits de placement nets	(46)	1 058	(105)	463	273	2 170	225	(550)
Autres produits	619	500	486	487	471	437	432	404
Total	2 739	3 475	2 262	2 776	2 566	4 348	2 301	1 449
Résultat avant impôts	237	480	370	241	269	389	266	305
Impôts sur le résultat	(36)	(107)	(43)	(46)	(43)	(101)	(52)	(71)
Résultat net	201	373	327	195	226	288	214	234
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur autres instruments de capitaux propres	(19)	(9)	(6)	(9)	(6)	(5)	(8)	(1)
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	182	364	321	186	220	283	206	233
Résultat par action ordinaire								
De base	1,98	3,93	3,45	1,99	2,34	3,00	2,13	2,35
Dilué	1,97	3,91	3,43	1,98	2,33	2,99	2,12	2,34

L'analyse suivante présente les tendances et les facteurs principaux qui ont entraîné des variations au cours des trimestres.

Les produits d'assurance trimestriels ont augmenté de manière constante au cours des huit derniers trimestres en raison principalement du rendement favorable des marchés et de la croissance organique de la Société, particulièrement dans les unités d'exploitation de l'Assurance individuelle, de iA Auto et habitation et de la Gestion de patrimoine individuel. L'acquisition de Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity) et de deux blocs d'affaires de Prosperity Life Group dans le secteur des Affaires américaines a également contribué à cette croissance depuis leur acquisition à la fin du deuxième trimestre de 2024. Des améliorations apportées à la méthode de comptabilisation des revenus dans les Services aux concessionnaires aux États-Unis ont entraîné un ajustement des produits d'assurance au quatrième trimestre de 2025. Dans l'ensemble, l'augmentation des produits d'assurance reflète la solidité et le rendement de la Société d'une année à l'autre.

Les produits de placement nets sont principalement influencés par les variations de la courbe des taux d'intérêt et des écarts de crédit des sociétés. Bien que la hausse des taux à long terme ait eu un impact négatif sur la valeur des obligations en 2024, des facteurs macroéconomiques au Canada ont entraîné des rendements solides des actions et des obligations, soutenus par la réduction des écarts de crédit et par la reprise du marché immobilier. En 2025, l'accentuation de la courbe de taux d'intérêt a entraîné une baisse des rendements des obligations. Toutefois, la vigueur des marchés financiers au Canada et aux États-Unis a contribué à la vigueur des rendements sur les actions.

Les autres produits ont augmenté de façon constante au cours des huit derniers trimestres. Cette croissance est attribuable à un rendement favorable des marchés financiers, à des efforts de recrutement et à des acquisitions d'entreprises, ce qui a entraîné la hausse des commissions des filiales de distribution et de conseil, la hausse des honoraires de gestion du secteur de la Gestion de patrimoine, ainsi que l'augmentation des produits provenant des activités de distribution du secteur des Affaires américaines depuis l'acquisition de eFinancial (l'entité de distribution numérique de Vericity) à la fin du deuxième trimestre de 2024. La stabilité relative observée au deuxième trimestre de 2025 s'explique par des facteurs macroéconomiques mondiaux défavorables en mars et en avril 2025, qui ont entraîné une baisse temporaire de la juste valeur des actifs sous administration et fait baisser la moyenne des actifs sous administration par rapport au premier trimestre de 2025. Le quatrième trimestre de 2025 a enregistré une augmentation plus importante des autres revenus provenant de la contribution de RF Capital, qui a été acquise au cours du trimestre.

Le résultat net a fluctué d'un trimestre à l'autre, notamment en raison des variations dans les produits et les dépenses. Certaines variations importantes observées dans le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires peuvent s'expliquer en partie par des impacts liés au marché dans le secteur des Placements, notamment l'impact du rendement des marchés financiers sur les investissements dans les actions et l'impact des fluctuations des taux d'intérêt et des courbes de taux d'intérêt sur les instruments financiers à revenu fixe et les instruments financiers dérivés. Des variations peuvent également résulter de la révision périodique par la Société des méthodes et des hypothèses sur les contrats d'assurance et de réassurance, ainsi que d'autres éléments particuliers. Pour obtenir des renseignements détaillés, consulter les documents trimestriels et annuels du Rapport de gestion de 2024 et de 2025.

Analyse du mouvement de la marge sur services contractuels

La marge sur services contractuels (MSC) est une mesure qui donne une indication des bénéfices futurs et qui est prise en compte dans le calcul du ratio de solvabilité en tant que capitaux disponibles. Cette mesure n'est cependant pas exhaustive, au sens où elle ne tient pas compte des activités autres que d'assurance, des contrats d'assurance évalués selon la MRP¹, des besoins en matière de capital ou de la mesure d'ajustement au titre du risque, autre indication des bénéfices futurs. Le mouvement organique de la MSC, une composante de la génération organique de capital, représente la création permanente de valeur mesurée par la marge, calculée en excluant l'impact d'éléments non organiques qui ajoutent de la volatilité à la MSC totale, comme les variations de marchés.

Le tableau suivant présente l'évolution de la MSC en 2025.

Analyse du mouvement de la MSC² – Consolidée

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	Variation
MSC – Début de période	6 899	5 925	16 %
Mouvement organique de la MSC			
Effet des nouvelles ventes d'assurance	796	706	
Croissance financière organique	384	323	
Gains (pertes) d'expérience d'assurance	199	51	
MSC constatée pour les services fournis	(820)	(709)	
Sous-total – Mouvement organique de la MSC	559	371	51 %
Mouvement non organique de la MSC			
Impact des changements d'hypothèses et des mesures prises par la direction	40	(9)	
Impact des marchés	182	360	
Impact des taux de change	(33)	52	
Acquisition ou disposition d'une entreprise	3	200	
Sous-total – Mouvement non organique de la MSC	192	603	
Total – Mouvement de la MSC	751	974	
MSC – Fin de période	7 650	6 899	11 %
MSC – Passif net relatif aux contrats d'assurance à la fin	7 188	6 485	11 %
MSC – Passif net relatif aux contrats de réassurance à la fin	462	414	12 %
MSC – Fin de période	7 650	6 899	11 %

Au 31 décembre 2025, la MSC s'établissait à près de 7,7 milliards de dollars, en hausse de 11 % au cours des douze derniers mois.

En 2025, la MSC a crû de façon organique de 559 millions de dollars sous l'effet des éléments suivants :

- l'effet positif de nouvelles ventes d'assurance de 796 millions de dollars, principalement attribuables aux ventes d'assurance individuelle au Canada et aux fonds distincts;
- la croissance financière organique de 384 millions de dollars, en hausse par rapport aux 323 millions de dollars enregistrés en 2024, stimulée par la croissance des affaires en assurance individuelle ainsi que dans les fonds distincts;
- les gains d'expérience d'assurance nets de 199 millions de dollars, reflétant principalement le comportement favorable des titulaires de polices dans le portefeuille de fonds distincts.

La MSC constatée pour les services fournis était de 820 millions de dollars, en hausse de 16 % par rapport à la même période l'an dernier.

Au cours de l'année 2025, les éléments non organiques ont entraîné une augmentation de la MSC de 192 millions de dollars, principalement en raison de l'effet favorable des marchés de 182 millions de dollars, des changements relatifs aux hypothèses et des mesures prises par la direction de 40 millions de dollars, effet qui a été partiellement contrebalancé par une variation du taux de change de 33 millions de dollars.

Les éléments organiques et non organiques ont entraîné une augmentation de 751 millions de dollars de la MSC totale en 2025.

¹ Méthode de répartition des primes.

² Des composantes de l'analyse du mouvement de la MSC constituent des mesures financières supplémentaires. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent document pour plus d'information à leur sujet.

Situation financière

Solvabilité

iA Groupe financier respecte la *Ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital – Assurance de personnes* (ESCAP) de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Le ratio de solvabilité de la Société s'établissait à 133 % au 31 décembre 2025. Sur une base pro forma, au 31 décembre 2025, le ratio de solvabilité était à 137 %, en tenant compte de l'impact attendu de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026, comme expliqué à la section « Faits saillants » du présent document. Ce ratio se compare à celui de 139 % l'année précédente. La diminution dans les douze derniers mois reflète principalement l'impact des activités de déploiement de capital, y compris les investissements pour soutenir la croissance organique, la réalisation de deux acquisitions, le versement de dividendes et les rachats d'actions actifs dans le cadre de l'OPRA dans le cours normal des activités. Ces éléments ont été partiellement compensés par l'incidence positive d'une forte génération organique de capital et par la croissance organique de la MSC et de l'AR.

Le ratio de solvabilité de la Société est resté bien au-dessus du ratio minimum réglementaire de 90 % tout au long de 2025.

Ratio de solvabilité

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024
Capitaux disponibles	11 768	8 823
Attribution de l'avoir et dépôts admissibles	3 072	2 758
Coussin de solvabilité global	11 159	8 337
Ratio de solvabilité	133 %	139 %

Génération organique de capital

La génération organique de capital a été très forte tout au long de l'année, la Société ayant généré 665 millions de dollars en capital additionnel en 2025.

Capital disponible pour déploiement

Le capital disponible pour déploiement était évalué à 1,1 milliard de dollars au 31 décembre 2025. Sur une base pro forma, au 31 décembre 2025, le capital disponible pour déploiement est à 1,4 milliard de dollars, en tenant compte de l'impact attendu de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2026, comme expliqué à la section « Faits saillants » du présent document. Cette capacité est semblable à celle de l'année précédente, ce qui reflète une forte génération organique de capital et l'incidence favorable de la ligne directrice ESCAP révisée par l'AMF sur les fonds distincts qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2025, ces deux éléments ayant été compensés par l'impact des initiatives stratégiques de déploiement de capital (y compris des investissements pour soutenir la croissance organique, la réalisation de deux acquisitions, les versements de dividendes et les rachats d'actions actifs dans le cadre de l'OPRA dans le cours normal des activités.

Ratio de levier financier

Au 31 décembre 2025, le ratio de levier financier^{††} s'établissait à 16,3 %, comparativement à 17,3 % en fin d'année précédente. Cette variation s'explique principalement par l'augmentation des capitaux propres aux actionnaires en raison de résultats non distribués plus élevés et par l'augmentation de la MSC après impôt.

Ratio de levier financier

(aux 31 décembre)	2025	2024
Ratio de levier financier ^{††}	16,3 %	17,3 %

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Évolution de la situation financière selon les états financiers

Le tableau suivant présente le solde de l'actif, du passif et des capitaux propres du fonds général.

Situation financière du fonds général

(aux 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024	2023
Actif total du fonds général	59 761	57 286	52 009
Passif total du fonds général	51 495	49 819	44 971
Capitaux propres	8 266	7 467	7 038

En date du 31 décembre 2025, l'actif du fonds général s'établissait à 59,8 milliards de dollars, comparativement à 57,3 milliards de dollars au 31 décembre 2024, et à 52,0 milliards de dollars au 31 décembre 2023. La variation entre 2024 et 2025 est principalement attribuable à l'acquisition de RF Capital (+2,0 milliards de dollars), qui entraîné une augmentation des autres éléments d'actif, des immobilisations incorporelles et du goodwill.

La variation au cours des deux dernières années s'explique également par l'augmentation du portefeuille de placements de 3,4 milliards de dollars entre 2023 et 2025. Cette augmentation reflète les achats nets liés aux placements dans le cours normal des activités, la gestion efficace du portefeuille de placements et l'intégration du portefeuille de placements de Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity) en 2024. Il y a également eu une augmentation considérable de l'actif relatif aux contrats de réassurance de 1,1 milliard de dollars entre 2023 et 2024, principalement en raison d'un nouveau contrat dans l'unité d'exploitation de l'Épargne et retraite collectives, de l'effet de la variation des taux de change et de l'ajout de l'acquisition de Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity) dans les Affaires américaines.

En date du 31 décembre 2025, le passif du fonds général se chiffrait à 51,5 milliards de dollars, comparativement à 49,8 milliards de dollars au 31 décembre 2024 et à 45,0 milliards de dollars au 31 décembre 2023. La variation entre 2024 et 2025 est principalement attribuable à l'acquisition de RF Capital (+1,2 milliard de dollars), qui a principalement augmenté le passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts, ainsi que les autres éléments de passif. L'augmentation du passif du fonds général a été partiellement compensée par l'incidence du rachat de débetures subordonnées de 400 millions de dollars en février 2025.

La variation au cours des deux dernières années est essentiellement attribuable à l'augmentation du passif relatif aux contrats d'assurance de 3,7 milliards de dollars, principalement de 2023 à 2024. Cette augmentation s'expliquait principalement par les charges financières d'assurance, par les entrées nettes de trésorerie et par l'ajout de Fidelity Life (l'entité d'assurance de Vericity), partiellement contrebalancés par le résultat des activités d'assurance.

Structure de capital

(aux 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024
Capitaux propres		
Actions ordinaires et surplus d'apport	1 530	1 540
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres	1 000	600
Résultats non distribués et cumul des autres éléments du résultat global	5 736	5 327
Total des capitaux propres aux actionnaires	8 266	7 467
Débetures	1 496	1 894
Structure de capital totale	9 762	9 361

La structure de capital de la Société est définie comme la somme des capitaux propres aux actionnaires et des débetures.

Au 31 décembre 2025, les capitaux propres totalisaient 8,3 milliards de dollars, comparativement à 7,5 milliards de dollars au 31 décembre 2024. La variation d'une année à l'autre s'explique principalement par les facteurs suivants :

- La contribution du résultat net aux résultats non distribués, de l'ordre de 1 096 millions de dollars pour 2025;
- L'augmentation des actions privilégiées en raison de l'émission de 400 millions de dollars d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de catégorie A – série C en juin 2025;
- L'incidence de dividendes de 350 millions de dollars sur les actions ordinaires;
- Le rachat et l'annulation d'actions ordinaires d'une valeur de 299 millions de dollars dans le cadre de l'OPRA.

Les débetures étaient de 1,5 milliard de dollars au 31 décembre 2025, comparativement à 1,9 milliard de dollars au 31 décembre 2024. La variation d'une année à l'autre s'explique par le rachat de débetures subordonnées de 400 millions de dollars en février 2025.

Sous l'effet des éléments susmentionnés, la structure de capital de la Société a atteint près de 9,8 milliards de dollars au 31 décembre 2025, en hausse de 401 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2024.

Liquidités

Au 31 décembre 2025, la trésorerie et les placements à court terme se chiffraient à 2 262 millions de dollars, comparativement à 1 566 millions de dollars au 31 décembre 2024. Le tableau suivant résume la source des fonds de la Société et l'utilisation de ces fonds pour les exercices terminés les 31 décembre 2025 et 2024.

Flux de trésorerie

(Exercices terminés les 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024
Trésorerie et placements à court terme au début	1 566	1 379
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) :		
Activités opérationnelles	2 339	1 041
Activités d'investissement	(854)	(491)
Activités de financement	(778)	(397)
Gains (pertes) de conversion sur trésorerie	(11)	34
Augmentation (diminution) de la trésorerie et placements à court terme	696	187
Trésorerie et placements à court terme à la fin	2 262	1 566

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles varient généralement en raison du résultat avant impôts, des ventes et des achats liés aux placements ainsi que des encaissements et décaissements sur les contrats d'assurance et de réassurance. Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement varient en raison des acquisitions d'entreprises et des achats d'immobilisations corporelles et incorporelles. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement varient en fonction des opérations sur les capitaux propres et les débetures.

Les flux de trésorerie ont augmenté de 696 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, comparativement à 187 millions de dollars en 2024. L'augmentation plus importante en 2025 par rapport à 2024 est principalement attribuable à l'augmentation des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et non affectés aux activités opérationnelles entre les deux périodes. Ce montant a été partiellement compensé par les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, qui ont augmenté en 2025, principalement en raison des acquisitions de RF Capital et de Global Warranty, ce qui a entraîné des sorties de trésorerie plus importantes par rapport à l'acquisition de Vericity (Fidelity Life et eFinancial) en 2024. Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont également été plus élevés en 2025 qu'en 2024, principalement en raison des émissions de capital plus élevées au cours de l'année précédente, combinée à des rachats de débetures plus importants en 2025 que les rachats d'actions privilégiées en 2024. À l'inverse, le volume de rachats d'actions ordinaires dans le cadre de l'OPRA a été plus faible en 2025, ce qui a eu une incidence à la hausse sur les activités de financement.

Capitaux propres et financement

Émission d'instruments financiers

Le 23 juin 2025, la Société a clôturé son offre d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de catégorie A, série C à taux révisable tous les cinq ans, de 6,435 %, par le moyen d'un supplément de prospectus au prospectus simplifié préalable de base datant du 25 avril 2024. Les actions ont été émises pour un produit brut total de 400 millions de dollars et paieront les dividendes fixes à un taux de 6,435 % par an, payables sur une base semestrielle, lorsque le conseil d'administration de la Société le déclare, pour la période allant du 23 juin 2025 au 30 juin 2030, exclusivement. Ultérieurement, le taux de dividende des actions sera rajusté tous les cinq ans à un taux annuel équivalent au taux de rendement sur cinq ans du gouvernement du Canada, plus 3,40 %.

Rachat d'instruments financiers

Le 21 février 2025, iA Groupe financier a racheté toutes ses débetures subordonnées à 2,400 %, d'un montant en capital de 400 millions de dollars, venant à échéance le 21 février 2030. Les débetures subordonnées ont été rachetées au prix de 1 012,00 \$ pour chaque tranche de 1 000 \$ de capital de débetures, soit le total de (i) 1 000 \$ et (ii) tous les intérêts courus et impayés.

Débetures

La Société comptabilisait quatre séries de débetures dans son bilan au 31 décembre 2025, d'une valeur comptable totale de 1 496 millions de dollars. Ces quatre séries, qui sont détaillées dans un tableau plus loin dans cette section, ont été classées comme des passifs financiers au coût amorti. Rappelons que les débetures représentent des créances directes non garanties de la Société, qui sont subordonnées à celles des titulaires de polices et des autres créanciers. En 2025, la charge de financement, composée d'intérêts sur les débetures et de l'amortissement des frais de transaction, s'élevait à 68 millions de dollars, comparativement à 63 millions en 2024.

Billets de capital à recours limité

La Société avait à son bilan, le 31 décembre 2025, deux billets de capital à recours limité, d'une valeur comptable totale de 600 millions de dollars. Ces billets, qui sont détaillés dans le tableau plus loin dans la présente section, ont été classifiés comme autres instruments de capitaux propres au coût. Ils représentent une obligation à recours limité directe non garantie de la Société. À ce titre, le recours du porteur des billets est limité à la quote-part des actifs de la fiducie à recours limité, constituée d'actions privilégiées à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif de catégorie A – série A et série B. En 2025, les coûts de distribution se sont chiffrés à 41 millions de dollars (30 millions de dollars après impôt), comparativement à 23 millions de dollars (17 millions de dollars après impôt) en 2024, et ont été comptabilisés directement dans les résultats non distribués.

Actions privilégiées

Au 31 décembre 2025, la Société détenait une catégorie d'actions privilégiées dans son bilan, à savoir les actions privilégiées de catégorie A, série C, d'une valeur comptable de 400 millions de dollars. En 2025, la Société a versé 13 millions de dollars (après impôt) en dividendes aux actionnaires privilégiés.

Actions ordinaires en circulation

La Société ne dispose que d'une seule classe d'actions ordinaires, et toutes les actions ordinaires comportent un seul droit de vote. De plus, aucun actionnaire ne peut acquérir, directement ou indirectement, 10 % ou plus des actions avec droit de vote de iA Groupe financier, et les actions ordinaires de la filiale iA Assurance doivent être détenues à 100 %, directement ou indirectement, par iA Groupe financier. Les actions ordinaires de iA Groupe financier se négocient à la Bourse de Toronto sous le symbole IAG. (Voir la section « Mise en garde » au début de ce document pour plus d'information sur, notamment, la constitution juridique de iA Groupe financier.)

Au 31 décembre 2025, le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation s'élevait à 91 735 121, soit 1 720 576 actions de moins qu'au 31 décembre 2024. Cette diminution est principalement attribuable au rachat et à l'annulation d'actions ordinaires dans le cadre du programme de rachat d'actions (OPRA) dans le cours normal des activités de la Société, légèrement contrebalancés par l'exercice d'options d'achat d'actions destiné à l'exécutif.

Actions ordinaires

(aux 31 décembre, en millions)	2025	2024	2023	2022	2021
Nombre d'actions ordinaires en circulation	91,7	93,5	99,6	104,8	107,6

Cours de l'action et capitalisation boursière

iA Groupe financier est devenu une société à capital-actions cotée bourse en février 2000. Le titre de la Société a commencé à se négocier sur le parquet de la Bourse de Toronto le 3 février 2000, à un prix de 7,875 \$, en tenant compte de la subdivision des actions ordinaires de la Société, à raison de deux pour une, qui a eu lieu le 16 mai 2005. Avec une augmentation de 33 % du cours de l'action en 2025, le cours de l'action de la Société a clôturé l'année à 177,83 \$ pour terminer l'année 2025 avec une capitalisation boursière de 16,3 milliards de dollars.

Cours de l'action et capitalisation boursière

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	2025	2024	2023	2022	2021
Cours de l'action	177,83 \$	133,32 \$	90,33 \$	79,27 \$	72,38 \$
Capitalisation boursière	16 313	12 460	9 001	8 305	7 785

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Valeur comptable par action ordinaire

La valeur comptable par action ordinaire¹ s'établissait à 79,24 \$ à la fin de l'année 2025, en hausse de 8 % au cours de l'année. Cette augmentation est principalement attribuable à l'augmentation des résultats non distribués, partiellement contrebalancée par le versement de dividendes aux actionnaires ordinaires et le rachat d'actions (OPRA dans le cours normal des activités).

Valeur comptable par action ordinaire

	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2025	2024	2023	2022	2021
Aux 31 décembre					
Valeur comptable par action ordinaire	79,24 \$	73,44 \$	66,90 \$	63,00 \$	62,01 \$

Dividendes

Au troisième trimestre de 2025, la Société a haussé de 10 %, de 0,9000 \$ à 0,9900 \$, le dividende trimestriel versé par action ordinaire. Ainsi, 3,7800 \$ par action ordinaire ont été versés en 2025 comparativement à 3,3600 \$ en 2024, ce qui représente une augmentation de 13 %. Au total, la Société a versé 350 millions de dollars sous forme de dividendes aux actionnaires ordinaires au cours de 2025. Le ratio de distribution du dividende (activités de base)^{††} s'est établi à 29 % pour l'exercice.

Dividendes

	2025	2024	2023	2022	2021
Dividendes versés par action ordinaire	3,78 \$	3,36 \$	2,97 \$	2,60 \$	2,08 \$
Ratio de distribution du dividende (activités de base) ^{††}	29 %	30 %	32 %	29 %	25 %

Déclaration de dividendes du quatrième trimestre

Le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,9900 \$ par action payable le 16 mars 2026 à tous les actionnaires inscrits le 27 février 2026. Notons que tous les dividendes versés par iA Groupe financier sur ses actions ordinaires sont des dividendes déterminés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante.

Régime d'options d'achat d'actions

Conformément au régime d'options d'achat d'actions adopté par le conseil d'administration en 2001, le comité des ressources humaines et de rémunération a procédé, en 2025, à l'octroi de 162 000 options d'achat d'actions. Ces nouvelles options, qui viendront à échéance en 2035, ont été octroyées au prix de 134,17 \$. L'émission, nette des options exercées et annulées au cours de l'année, porte à 1 149 634 le nombre d'options d'achat d'actions en circulation, ce qui représente 1,25 % du nombre d'actions émises et en circulation au 31 décembre 2025.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions à l'intention des détenteurs d'actions ordinaires

Ce régime permet aux participants de réinvestir automatiquement leurs dividendes dans des actions ordinaires de iA Groupe financier, et aussi d'acheter, en espèces, des actions ordinaires additionnelles de iA Groupe financier. Les actions émises dans le cadre du régime sont actuellement acquises sur le marché secondaire.

Offre publique de rachat d'actions

Un total de 1 968 075 actions ont été rachetées et annulées en 2025, ce qui représente la somme cumulative de 294 millions de dollars. Le 4 novembre 2025, la Société a annoncé le renouvellement de l'offre publique de rachat d'actions (OPRA) dans le cours normal de ses activités, en vigueur depuis le 14 novembre 2025. En vertu de l'OPRA, la Société peut racheter dans le cours normal de ses activités, entre le 14 novembre 2025 et le 13 novembre 2026, jusqu'à 4 607 178 actions ordinaires représentant environ 5 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 octobre 2025. Depuis le début de l'OPRA actuelle, 406 975 actions, soit 0,4 % des actions en circulation, ont été rachetées et annulées. Par conséquent, la Société peut racheter jusqu'à 4 200 203 actions ordinaires en circulation d'ici la fin du programme actuel.

(au 31 décembre 2025)	Nombre d'actions rachetées	Montant (en millions de dollars)
Nombre d'actions rachetées et annulées		
Au cours de l'exercice, dans le cadre du programme 2024-2025 (expiré le 13 novembre 2025)	1 561 100	225
Depuis le début du programme 2025-2026 (expirant le 13 novembre 2026)	406 975	69
Total pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025	1 968 075	294
Nombre total d'actions pouvant être rachetées sous le programme actuel (expirant le 13 novembre 2026)	4 607 178	—
Nombre d'actions pouvant encore être rachetées sous le programme actuel (expirant le 13 novembre 2026)	4 200 203	—

¹ La valeur comptable par action ordinaire est calculée en divisant les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, qui représente le total des capitaux propres moins les autres instruments de capitaux, par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Débtentes, actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres – iA Société financière inc.

Débtentes subordonnées émises le 24 septembre 2019 et échéant le 24 septembre 2031

Capital :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	400 millions de dollars
Intérêt porté :	3,072 % jusqu'au 24 septembre 2026. Après cette date, le taux d'intérêt sera un taux annuel variable égal au taux alternatif des acceptations bancaires CDOR trois mois (comme défini dans l'acte de fiducie daté du 24 septembre 2019, entre iA Société financière inc. et la Société de fiducie Computershare du Canada), payable trimestriellement.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la Société à compter du 24 septembre 2026, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation.

Débtentes subordonnées émises le 25 février 2022 et échéant le 25 février 2032 (obligations durables)

Capital :	300 millions de dollars
Valeur comptable :	300 millions de dollars
Intérêt porté :	3,187 % jusqu'au 25 février 2027. Après cette date, le taux d'intérêt sera un taux variable égal au taux CORRA (taux des opérations de pension à un jour) trois mois, majoré de 0,91 %, payable trimestriellement à partir du 25 mai 2027 et jusqu'au 25 février 2032.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la Société à compter du 25 février 2027, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable des organismes de réglementation.

Débtentes subordonnées émises le 20 juin 2023 et échéant le 20 juin 2033

Capital :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	398 millions de dollars
Intérêt porté :	5,685 % jusqu'au 20 juin 2028. Après cette date, le taux d'intérêt sera un taux variable égal au taux CORRA (taux des opérations de pension à un jour) composé quotidiennement, majoré de 1,96 %, payable trimestriellement à partir du 20 septembre 2028 et jusqu'au 20 juin 2033.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la Société à compter du 20 juin 2028, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débtentes inclut les frais de transaction amortis de 2 millions de dollars.

Débtentes subordonnées émises le 5 décembre 2024 et échéant le 5 décembre 2034

Capital :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	398 millions de dollars
Intérêt porté :	4,131 % jusqu'au 5 décembre 2029. Après cette date, le taux d'intérêt sera un taux variable égal au taux CORRA (taux des opérations de pension à un jour) composé quotidiennement, majoré de 1,35 %, payable trimestriellement à partir du 5 mars 2030 et jusqu'au 5 décembre 2034.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la Société à compter du 5 décembre 2029, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation. La valeur comptable de ces débtentes inclut les frais de transaction amortis de 2 millions de dollars.

Actions privilégiées de catégorie A – série C (actions privilégiées institutionnelles) émises le 23 juin 2025

Nombre :	400 000
Capital :	400 millions de dollars
Valeur comptable :	Actions comptabilisées à leur valeur d'acquisition
Dividende :	Dividende semestriel non cumulatif et fixe ayant un taux annuel initial de 6,435 % représentant 64,35 dollars en espèces par action pour une période de cinq ans commençant le 23 juin 2025 et se terminant le 30 juin 2030, à l'exclusion de cette date. À compter du 30 juin 2030, puis tous les cinq ans par la suite, le taux de dividende des actions privilégiées sera rajusté à un taux annuel équivalent au taux de rendement sur cinq ans du gouvernement du Canada, plus 3,40 %.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Aucune
Rachat et remboursement :	Actions achetables en totalité ou en partie au gré de la Société le 30 juin 2030 et tous les cinq ans par la suite durant la période allant du 30 mai au 30 juin inclusivement, à partir de 2035, par le paiement d'un montant en espèces pour chaque action privilégiée de série C ainsi rachetée de 1 000,00 \$, majoré d'un montant correspondant à la somme de tous les dividendes déclarés et impayés jusqu'à la date fixée aux fins de rachat, à l'exclusion de cette dernière, sous réserve de l'approbation de l'AMF.

Billets de capital à recours limité émis le 1^{er} juin 2022 et échéant le 30 juin 2082

Capital :	250 millions de dollars
Valeur comptable :	250 millions de dollars
Intérêt porté :	6,611 % jusqu'au 30 juin 2027. Le 30 juin 2027 et tous les cinq ans par la suite jusqu'au 30 juin 2077, le taux d'intérêt sera rajusté à un taux d'intérêt égal au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans, majoré de 4,00 %.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la Société à compter du 30 juin 2027, et tous les cinq ans par la suite, du 31 mai au 30 juin, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.

Actions privilégiées de catégorie A – série A émises le 25 mai 2022 en lien avec l'émission de billets de capital à recours limité (ci-après, les « billets ») le 1^{er} juin 2022

Nombre :	250 000
Détenues par :	Le fiduciaire à recours limité, la Société de fiducie Computershare du Canada, en tant qu'actif fiduciaire (la « fiducie à recours limité »). Advenant le non-versement des intérêts ou du capital des billets à leur échéance, le recours de chaque détenteur de billets sera limité à sa quote-part de l'actif de la fiducie à recours limité qu'il détient, lequel actif sera constitué des actions de la série A, sauf dans certaines circonstances particulières.
Capital :	250 millions de dollars
Valeur comptable :	Détenues par la fiducie à recours limité et, de ce fait, éliminées dans les états de la situation financière consolidés de la Société
Dividende :	La fiducie à recours limité a renoncé à son droit de recevoir tout dividende sur les actions privilégiées de catégorie A – série A jusqu'à révocation.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Aucune
Rachat et remboursement :	Les actions de série A n'ont pas de date d'échéance fixe et ne sont pas rachetables au gré des détenteurs d'actions de série A. La capacité d'un détenteur à liquider ses actions de série A peut être limitée.

Billets de capital à recours limité émis le 25 juin 2024 et échéant le 30 septembre 2084	
Capital :	350 millions de dollars
Valeur comptable :	350 millions de dollars
Intérêt porté :	6,921 % à partir de la date d'émission jusqu'au 30 septembre 2029 exclu. À partir du 30 septembre 2029 et tous les 5 ans par la suite, le taux d'intérêt sur ces billets sera rajusté à un taux d'intérêt annuel égal au taux de rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans, majoré de 3,60 %.
Rachat et remboursement :	Rachetables par la Société du 31 août 2029 au 30 septembre 2029 inclusivement, et tous les cinq ans par la suite du 31 août au 30 septembre, en totalité ou en partie, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation.
Actions privilégiées de catégorie A – série B émises le 25 juin 2024 en lien avec l'émission de billets de capital à recours limité (ci-après, les « billets ») le 25 juin 2024	
Nombre :	350 000
Détenues par :	Le fiduciaire à recours limité, la Société de fiducie Computershare du Canada, en tant qu'actif fiduciaire (la « fiducie à recours limité »). Advenant le non-versement des intérêts ou du capital des billets à leur échéance, le recours de chaque détenteur de billets sera limité à sa quote-part de l'actif de la fiducie à recours limité qu'il détient, lequel actif sera constitué des actions de la série B, sauf dans certaines circonstances particulières.
Capital :	350 millions de dollars
Valeur comptable :	Détenues par la fiducie à recours limité et, de ce fait, éliminées dans les états de la situation financière consolidés de la Société
Dividende :	La fiducie à recours limité a renoncé à son droit de recevoir tout dividende sur les actions privilégiées de catégorie A – série B jusqu'à révocation.
Droit de vote :	Aucun droit de vote
Conversion :	Aucune
Rachat et remboursement :	Les actions de série B n'ont pas de date d'échéance fixe et ne sont pas rachetables au gré des détenteurs d'actions de série B. La capacité d'un détenteur à liquider ses actions de série B peut être limitée.

Contrôles et procédures

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et les procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information importante est colligée et communiquée en temps opportun à la haute direction, notamment au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef, afin de permettre la prise de décisions appropriées à l'égard de l'information à fournir. En outre, ces contrôles et procédures sont conçus de manière à s'assurer que l'information est recueillie, enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prévus par la réglementation canadienne sur les valeurs mobilières.

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société. À la suite d'une évaluation de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information au 31 décembre 2025, ils ont conclu que ceux-ci étaient efficaces.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, chef des finances et actuaire en chef de la Société sont responsables de concevoir et de maintenir le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société, comme il est défini dans le Règlement 52-109 (*Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*). Au 31 décembre 2025, ils ont évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la commission Treadway. À la suite de cette évaluation, ils ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace. Au cours de l'exercice, aucune modification n'a eu, ou n'est raisonnablement susceptible d'avoir eu, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

La direction a limité la portée de la conception des contrôles et procédures de divulgation ainsi que des contrôles internes à l'égard de l'information financière afin d'exclure les contrôles, politiques et procédures de RF Capital Group Inc., acquise le 31 octobre 2025. Conformément à l'article 3.3 du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, la Société applique la limitation de portée permise pour les entreprises acquises depuis moins de 365 jours avant la fin de la période visée par le rapport. Des renseignements supplémentaires sur cette transaction, y compris la comptabilisation de l'acquisition et les principaux termes, sont fournis à la note 4 « Acquisition d'entreprises » des états financiers consolidés audités de la Société au 31 décembre 2025, lesquels sont intégrés aux présentes par renvoi.

La contribution et l'intégration de RF Capital sont abordées dans les sections pertinentes du présent rapport de gestion, notamment « Acquisitions et cessions » concernant les 43,6 milliards de dollars d'actifs sous administration au 30 septembre 2025, ainsi que « Situation financière » concernant l'augmentation d'environ 2 milliards de dollars de l'actif du fonds général et de 1,2 milliard de dollars du passif du fonds général. Les lecteurs sont invités à se reporter à ces sections ainsi qu'à la section « Analyse des résultats du quatrième trimestre – Gestion de patrimoine » pour une analyse qualitative de l'incidence de RF Capital durant la période, tant que la limitation de portée demeure en vigueur.

Méthodes actuarielles et de comptabilité matière

Les états financiers consolidés sont préparés selon les normes comptables IFRS.

Pour plus d'information au sujet des méthodes de comptabilité, voir la note 2 des états financiers consolidés de la Société intégrée par référence dans le présent document.

La préparation des états financiers exige que la direction exerce son jugement, effectue des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les montants d'actifs et de passifs présentés, sur le résultat net et sur l'information complémentaire. Les résultats réels peuvent différer des estimations faites par la direction.

Les estimations et les hypothèses font périodiquement l'objet d'une révision en fonction de l'évolution des circonstances et des faits pertinents, et les changements sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle la révision est effectuée ainsi que dans les périodes ultérieures touchées par les révisions. Les estimations et les jugements les plus importants ont trait à la classification des contrats et à la détermination des passifs relatifs aux polices.

Autres éléments

Transactions entre parties liées

Lors de la consolidation, la Société élimine les transactions effectuées avec ses filiales et celles effectuées entre les différentes filiales du groupe. Elle offre des services de gestion de placements pour ses régimes de retraite et conclut également des transactions avec des entreprises associées. Ces services sont offerts et ces transactions sont conclues dans le cours normal des activités et sont assujettis à des conditions normales de marché.

Les transactions entre parties liées sont décrites à la note 29 des états financiers consolidés de la Société intégrée par référence dans le présent document.

Garanties, engagements et éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut fréquemment plusieurs types de contrats ou d'ententes qui peuvent, dans certains cas, être considérés comme des garanties, des engagements ou des éventualités.

Au 31 décembre 2025, les obligations contractuelles et les engagements de la Société s'établissaient comme suit :

Obligations contractuelles – Paiements exigibles par périodes

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2025			
	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Déventures	1 496	—	—	1 496
Obligations locatives	139	26	69	44
Obligations d'achat	550	215	335	—
Autres obligations à long terme ²	141,807	8,598	911	132 298
Total des obligations contractuelles	143,992	8,839	1,315	133,838

Pour de l'information additionnelle concernant les garanties, engagements et éventualités, se référer à la note 7c) Risque de liquidité et à la note 30 des états financiers consolidés intégrées par référence dans le présent document.

² Les autres obligations à long terme comprennent le passif relatif aux contrats d'assurance, le passif et les dépôts relatifs aux contrats d'investissement, les instruments financiers dérivés, les autres passifs financiers, les passifs de titrisation et la dette hypothécaire. Pour des renseignements détaillés sur les échéances de chacun de ces engagements, voir la note 7c) « Risque de liquidité » des états financiers consolidés de la Société intégrées par référence dans le présent document.

Cotes de crédit

Trois agences de notation indépendantes, soit Standard & Poor's, DBRS Morningstar et A.M. Best, accordent des cotes de crédit à la Société et à ses filiales. Ces cotes, présentées au tableau ci-dessous, traduisent la solidité financière de la Société et de ses filiales, de même que leur capacité de respecter leurs engagements à l'égard des titulaires de polices et des créanciers.

En 2025, toutes les cotes accordées par Standard & Poor's, DBRS Morningstar et A.M. Best à iA Groupe financier et à ses entités affiliées, y compris à iA Assurance, sont demeurées inchangées, avec une perspective stable.

Cotes de crédit

Agence	Type d'évaluation	Cote de crédit
iA Société financière inc.		
Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	A
	Déventures subordonnées	A-
	Billets avec remboursement de capital à recours limité	BBB+
DBRS Morningstar	Cote de crédit de l'émetteur	A
	Déventures subordonnées	A (low)
	Billets avec remboursement de capital à recours limité	BBB (high)
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.		
Standard & Poor's	Cote de crédit de l'émetteur	AA-
	Cote de solidité financière	AA-
	Actions privilégiées – Échelle canadienne	P-1 (low)
	Actions privilégiées – Échelle mondiale	A
DBRS Morningstar	Solidité financière	AA (low)
	Cote de l'émetteur	AA (low)
	Actions privilégiées	Pfd-1 (low)
A.M. Best	Solidité financière	A+ (Superior)
	Cote de crédit de l'émetteur	aa- (Superior)
Entités de IA American (IA American Life Insurance Company, American-Amicable Life Insurance Company of Texas, Pioneer Security Life Insurance Company, Pioneer American Insurance Company, Occidental Life Insurance Company of North Carolina)		
A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a (Excellent)
Industrielle Alliance Pacifique, Compagnie d'assurances générales		
A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a+ (Excellent)
Dealers Assurance Company		
A.M. Best	Solidité financière	A (Excellent)
	Cote de crédit de l'émetteur	a (Excellent)

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Placements

Description du secteur

Le secteur des Placements de iA Groupe financier a deux missions principales : gérer les actifs du fonds général de la Société et les fonds de placement offerts à la clientèle. Toutes les activités de placement de iA Groupe financier, y compris celles liées aux Affaires américaines, relèvent d'une seule et même autorité et partagent une philosophie commune. Les professionnels qui travaillent dans le secteur assument diverses responsabilités, travaillant pour le fonds général et pour un certain nombre de fonds distincts et de fonds communs de placement, en plus d'assurer la supervision de tous les gestionnaires externes. La structure de gestion des Placements est décrite ci-dessous.

L'équipe du fonds général est chargée de trouver un équilibre entre le risque, le rendement, l'appariement des passifs et les exigences réglementaires en matière de capital auxquelles la Société est assujettie, tout en tenant compte des tendances sur les marchés et des indicateurs économiques pour optimiser le portefeuille du fonds général.

Les experts rattachés au fonds général gèrent une gamme diversifiée de placements, dont des placements à revenu fixe et à revenu non fixe et des instruments financiers dérivés. Les placements à revenu fixe comprennent, entre autres, les obligations de sociétés, de gouvernements, de municipalités, les prêts hypothécaires et les placements à court terme. Les placements à revenu non fixe comprennent, quant à eux, l'infrastructure, les actions de sociétés publiques, les actions privées et l'immobilier. Les experts du fonds général utilisent également des instruments dérivés, principalement pour gérer le risque.

L'équipe de surveillance des risques a pour mandat de développer une vision globale de la gestion et du suivi des différents risques d'investissement (taux d'intérêt, marchés boursiers, taux de change, crédit, liquidités, etc.). Elle est également responsable de l'analyse et du suivi des risques liés au fonds général et aux fonds de placement ainsi que des risques actifs. En plus de quantifier ces risques, l'équipe participe à l'établissement de stratégies qui permettent de les gérer efficacement.

Approche d'investissement durable

La [Politique d'investissement durable](#), la [Politique de durabilité](#) et la [Politique sur le vote par procuration](#) fournissent des orientations quant à la façon dont nos équipes de placement intègrent les considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) aux activités d'intendance et de gestion des placements, de façon cohérente et exhaustive.

Lorsque les actifs sont gérés à l'interne, les gestionnaires de portefeuilles et les analystes de iA Gestion mondiale d'actifs (iAGMA, qui comprend l'Industrielle Alliance, Gestion de placements inc. et iA Gestion mondiale d'actifs inc.) sont tenus d'adhérer aux principes directeurs de la [Politique d'investissement durable](#) et d'intégrer les considérations en matière de ESG au processus d'investissement. iAGMA évalue régulièrement l'application de la [Politique](#) dans l'ensemble de ses portefeuilles. Lorsque les actifs sont gérés par un gestionnaire externe, nous examinons sa politique et ses pratiques d'investissement durable aussi bien dans le cadre du processus de sélection que sur une base régulière et continue.

Le fonds général déploie également des efforts de décarbonation avec des cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) pour son portefeuille d'obligations de sociétés publiques et ses immeubles de placement. En tant que propriétaire immobilier d'envergure, iA Groupe financier mesure sa performance environnementale selon une méthodologie alignée aux normes du secteur.

Actif sous gestion et actif sous administration

Au 31 décembre 2025, l'actif sous gestion et l'actif sous administration de iA Groupe financier totalisaient ensemble 341,1 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 31 % durant l'année principalement attribuable à des entrées nettes de fonds élevées, à la croissance des marchés financiers et à l'ajout des actifs sous administration provenant de l'acquisition de RF Capital Group complétée le 31 octobre.

Actif sous gestion et actif sous administration

(aux 31 décembre, en millions de dollars)	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2025	2024	2023	2022	2021
Actif sous gestion					
Fonds général	59 761	57 286	52 009	47 094	55 082
Fonds distincts	63 047	52 575	41 837	37 334	39 577
Fonds communs de placement	14 099	13 290	12 204	11 611	13 955
Autres	6 252	5 579	4 485	3 670	2 862
Total partiel	143 159	128 730	110 535	99 709	111 476
Actif sous administration	197 910	132 576	108 349	97 717	109 687
Total	341 069	261 306	218 884	197 426	221 163

L'actif sous gestion, composé de sommes du fonds général, de fonds distincts et de fonds communs de placement, ainsi que de certains actifs gérés pour des tiers (catégorie « Autres »), a augmenté de 11 % au cours de la dernière année, s'établissant à 143,2 milliards de dollars au 31 décembre 2025. Cette performance est attribuable aux entrées élevées de fonds distincts et aux conditions favorables sur les marchés.

Pour sa part, l'actif sous administration dépassait 197,9 milliards de dollars au 31 décembre 2025, reflétant une hausse de 49 % au cours des douze derniers mois. Cette performance est attribuable à l'ajout des actifs provenant de l'acquisition de RF Capital Group complétée le 31 octobre 2025 et aux conditions favorables sur les marchés. L'actif sous administration est composé principalement des actifs de tiers administrés par l'entremise des sociétés de courtage en fonds communs de placement (Investia Services financiers) et en valeurs mobilières (iA Gestion privée de patrimoine), par la société de fiducie (iA Fiducie) et par la société indépendante de gestion de patrimoine RF Capital Group.

Fonds général

Placements du fonds général

La Société recourt essentiellement à deux stratégies de placement clés pour son fonds général : la Stratégie de gestion globale des portefeuilles et la Stratégie d'assurance vie universelle, PAR et autres.

En ce qui concerne la Stratégie de gestion globale des portefeuilles, iA Groupe financier préconise une stratégie de gestion des placements visant à optimiser le rendement à long terme des actifs tout en maintenant des critères stricts de réplcation actif-passif. La stratégie tient compte des contraintes imposées par les politiques de placement, ainsi que de l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque, ce qui comprend les limites inhérentes au risque de taux d'intérêt, au risque d'écart de crédit, au risque lié aux actions et au risque de crédit. La diversification est un principe clé et une conviction qui guide l'allocation globale d'actifs et les limites d'exposition.

La Stratégie de gestion globale des portefeuilles harmonise la stratégie de placement de la Société pour la majorité du passif (actif) relatif aux contrats d'assurance et du passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts de son fonds général, y compris des produits d'assurance individuelle et collective, des rentes et des comptes à intérêt garanti.

Aux termes de la Stratégie de gestion globale des portefeuilles, la Société utilise des actifs de grande qualité, constitués principalement de titres à revenu fixe à longue échéance (comme les obligations) et d'actifs à revenu non fixe (comme les actions) pour optimiser le risque et le rendement de cette catégorie de passifs. Des instruments financiers dérivés peuvent également être utilisés pour améliorer le positionnement actif-passif du portefeuille ou améliorer son rendement ajusté en fonction du risque. La répartition des actifs vise à obtenir un rendement optimal, en tenant compte des exigences de capital, des attentes concernant la structure des taux d'intérêt et des hypothèses à long terme pour les marchés des capitaux en ce qui a trait aux actifs à revenu non fixe.

La Stratégie d'assurance vie universelle, PAR et autres couvre principalement le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance du fonds général de la Société qui est lié aux comptes des polices d'assurance vie universelle, ainsi que les produits avec participation et les produits dont les revenus sont transférés.

Pour de plus amples renseignements sur ces deux stratégies de placement, voir la section « Gestion des risques » du présent document.

Composition des placements du fonds général

La valeur totale du portefeuille de placements était, en fin d'année 2025, plus de 46,0 milliards de dollars, en hausse de 1 % au cours des douze derniers mois. Toujours en fin d'année 2025, 68 % des placements de la Société étaient investis dans des obligations et 8 % dans des prêts (y compris des prêts hypothécaires), pour un total de 76 % dans des titres à revenu fixe. La proportion des titres à revenu fixe a oscillé entre 76 % et 80 % au cours des cinq dernières années, et la proportion des actions, entre 9 % et 14 %.

Placements du fonds général

(aux 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024
Obligations	31 080	32 690
Actions	6 504	5 130
Prêts (y compris les prêts hypothécaires)	3 687	3 444
Immeubles de placement	1 446	1 519
Trésorerie et placements à court terme	2 262	1 566
Autres placements	1 045	1 231
Total	46 024	45 580

Placements par catégories d'actifs

(aux 31 décembre)	2025	2024
Portefeuille	46,0 G\$	45,6 G\$
Obligations	68 %	72 %
Actions	14 %	11 %
Prêts (y compris les prêts hypothécaires)	8 %	8 %
Immeubles de placement	3 %	3 %
Trésorerie et placements à court terme	5 %	3 %
Autres	2 %	3 %
Total	100 %	100 %

Portefeuille d'obligations

La Société possède un portefeuille obligataire de grande qualité qui totalisait 31,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025.

Conformément aux règles définies dans les politiques de placement, la Société investit en très grande partie dans des obligations dont la cote de crédit est de niveau BBB faible ou supérieur au moment de leur acquisition, selon la cote de crédit attribuée par l'une des agences de notation reconnues. Dans les cas où aucune évaluation n'est disponible de la part d'une agence de notation, la Société procède, à l'interne, à une évaluation de la qualité des titres en question.

La proportion des titres obligataires de qualité A ou supérieure se situait à 68 % du portefeuille d'obligations à la fin de 2025, un niveau similaire à celui observé à la fin de 2024. Au 31 décembre 2025, les titres cotés BB et moins (titres à haut rendement) représentaient 201 millions de dollars (0,6 % du portefeuille d'obligations), comparativement à 220 millions de dollars au 31 décembre 2024 (0,7 % du portefeuille d'obligations).

Obligations par cotes de crédit

(aux 31 décembre)	2025	2024
Portefeuille	31,1 G\$	32,7 G\$
AAA	5 %	6 %
AA	27 %	27 %
A	36 %	35 %
BBB	31 %	31 %
BB et moins	1 %	1 %
Total	100 %	100 %

En plus d'investir dans des obligations émises par voie de placements publics (obligations gouvernementales et obligations de sociétés publiques), la Société investit aussi dans des obligations émises par voie de placements privés. Ces obligations offrent des possibilités d'investissement qui ne sont généralement pas disponibles sur le marché public et présentent des caractéristiques de rendement et de risque qui conviennent aux activités d'une société d'assurance vie. Elles permettent également d'avoir un accès plus grand à l'information qui émane des émetteurs. Les obligations émises par voie de placements privés ne bénéficient toutefois pas d'un même niveau de liquidités et sont susceptibles d'être touchées par l'évolution des conditions de crédit dans le marché. Au 31 décembre 2025, les obligations provenant d'émissions privées représentaient 6,2 milliards de dollars, ce qui correspondait à 20 % du portefeuille obligataire (6,1 milliards de dollars, ou 19 % du portefeuille, au 31 décembre 2024).

Portefeuille d'obligations

(aux 31 décembre)	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2025	2024	2023	2022	2021
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	31 080	32 690	29 940	26 117	32 892
Répartition par catégories d'émetteurs (%)					
Gouvernements	25	28	30	30	40
Municipalités	3	3	3	3	4
Sociétés – émissions publiques	52	50	48	47	38
Sociétés – émissions privées	20	19	19	20	18
Total	100	100	100	100	100

Portefeuille de prêts

Au 31 décembre 2025, le portefeuille de prêts totalisait près de 3,7 milliards de dollars, demeurant relativement stable comparativement à la fin de l'année précédente. Ce portefeuille est composé de prêts hypothécaires, de prêts aux entreprises, de prêts automobiles et d'autres prêts.

Prêts hypothécaires

Le portefeuille de prêts hypothécaires, à lui seul, constitué de prêts multirésidentiels et non résidentiels, se chiffrait à près de 1,2 milliard de dollars au 31 décembre 2025 et demeurait d'excellente qualité, les prêts assurés représentant 60 % du portefeuille de prêts hypothécaires total, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Au 31 décembre 2025, la proportion de prêts multirésidentiels s'établissait à 77 %, restant à ce niveau ou au-dessus depuis plusieurs années maintenant.

La part du portefeuille titrisé par le biais du programme des Obligations hypothécaires du Canada (OHC) de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) représentait 3 % du portefeuille de prêts hypothécaires, soit 29 millions de dollars, à la fin de 2025.

Prêts aux entreprises

Le portefeuille de prêts aux entreprises totalisait près de 250 millions de dollars au 31 décembre 2025. Cette catégorie d'actif a été introduite au premier trimestre de 2025, de sorte qu'aucun investissement de ce type n'était détenu à la fin de 2024. Les prêts aux entreprises détenus dans le fonds général sont cotés BB ou moins.

Prêts automobiles et autres prêts

Le portefeuille de prêts automobiles et d'autres prêts, qui comprend les prêts personnels, totalisait quant à lui près de 2,3 milliards de dollars en fin d'année 2025, soit le même montant qu'à la fin de 2024. Les indicateurs du tableau ci-dessous confirment la qualité du portefeuille de prêts automobiles, la provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des ventes brutes demeurant à 5,56 %.

Portefeuille de prêts

(aux 31 décembre)	2025	2024
Valeur comptable du portefeuille de prêts (millions \$)		
Prêts hypothécaires	1 157	1 193
Prêts aux entreprises	250	—
Prêts automobiles et autres prêts	2 280	2 251
Total	3 687	3 444
Répartition des prêts hyp. par types de prêts (%)		
Prêts assurés	60	65
Prêts conventionnels	40	35
Total	100	100
Mesure de la qualité		
Prêts automobiles – Prêts dépréciés en pourcentage des prêts bruts ¹	0,46 %	0,49 %
Prêts automobiles – Provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts ²	5,56 %	5,61 %

¹ Les prêts dépréciés nets en pourcentage des prêts bruts sont le montant des prêts dépréciés net de la provision pour pertes de crédit, en pourcentage des prêts bruts. Il s'agit d'une indication de la qualité du portefeuille de prêts.

² La provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts est définie comme le ratio de la provision pour pertes de crédit, exprimé en pourcentage du montant des prêts bruts. Elle fournit une mesure de l'expérience de crédit attendue sur le portefeuille de prêts.

Prêts hypothécaires par types de propriétés

(aux 31 décembre)	2025	2024
Portefeuille	1,2 G\$	1,2 G\$
Multirésidentiel	77 %	80 %
Non résidentiel – Industriel	8 %	6 %
Non résidentiel – Détail	9 %	9 %
Non résidentiel – Bureaux	6 %	5 %
Non résidentiel – Autres	—	—
Total	100 %	100 %

En plus des prêts hypothécaires, des prêts aux entreprises et des autres prêts, la Société gère aussi des prêts hypothécaires pour des tiers. Au total, le portefeuille de prêts hypothécaires et autres prêts de la Société plus les actifs gérés pour des tiers s'élevait à 9,5 milliards de dollars au 31 décembre 2025 (8,6 milliards de dollars au 31 décembre 2024).

Portefeuille d'actions

Au 31 décembre 2025, les placements en titres de participation s'élevaient à 6,5 milliards de dollars, ou à 14 % des placements totaux de la Société, comparativement à 5,1 milliards de dollars, ou à 11 %, un an auparavant. L'augmentation est principalement due aux variations du marché et à la croissance organique de l'activité.

Les placements en titres de participation, y compris les actions privilégiées, sont utilisés dans les deux stratégies décrites plus haut à la section « Placements du fonds général », à savoir la Stratégie de gestion globale des portefeuilles et la Stratégie d'assurance vie universelle, PAR et autres. Le portefeuille d'actions sur lequel se fonde la Stratégie de gestion globale des portefeuilles a généré en 2025 un rendement de 8 %. Les actions privées ont continué d'occuper, cette année, une place importante au sein du portefeuille d'actions, cette catégorie d'actions offrant des possibilités de diversification, de rendement et d'appariement des engagements à très long terme.

Portefeuille d'actions par types de stratégie

(aux 31 décembre)	2025	2024
Stratégie³	6,5 G\$	5,1 G\$
Assurance vie universelle, PAR et autres	50 %	44 %
Gestion globale des portefeuilles	50 %	56 %

La stratégie de gestion utilisée pour le portefeuille d'actions tend à optimiser le rendement par l'entremise d'investissements dans des actions privilégiées, des actions ordinaires, des indices boursiers, des actions privées et des fonds de placement. La Société privilégie une politique de diversification par secteurs industriels et par émetteurs afin de limiter son exposition au risque de concentration et de participer à la croissance de tous les principaux secteurs économiques.

Portefeuille d'actions

(aux 31 décembre)	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2025	2024	2023	2022	2021
Valeur comptable du portefeuille (millions \$)	6 504	5 130	4 069	4 028	3,906
Répartition par catégories d'actions (%)					
Actions ordinaires et unités de fonds de placement	43	35	31	27	30
Actions privilégiées	7	10	11	12	18
Indices boursiers	6	6	7	7	5
Actions privées	44	49	51	54	47
Total	100	100	100	100	100

Portefeuille d'immeubles de placement

La Société comptabilise les immeubles de placement à la juste valeur. La valeur comptable des immeubles de placement selon les états financiers a diminué de 73 millions de dollars en 2025, pour s'établir à 1,4 milliard de dollars au 31 décembre 2025. La variation de la valeur comptable est habituellement attribuable au montant net des acquisitions et des dispositions, à la variation de la juste valeur des immeubles de placement qui ont été réévalués au cours de l'année et, s'il y a lieu, à des dépenses en capital sur certaines propriétés. L'exposition aux immeubles de placement représentait 3 % du portefeuille de placements total au 31 décembre 2025.

Le taux d'occupation⁴ des immeubles de placement selon les états financiers se chiffrait à 84,4 % au 31 décembre 2025, comparativement à 85,5 % au 31 décembre 2024. Le taux d'occupation actuel continue de se comparer favorablement à celui des bureaux dans les grandes villes canadiennes⁵. La durée moyenne pondérée des baux du portefeuille immobilier est de 9,1 ans, ce qui garantit des revenus à long terme stables pour la Société.

³ Au T4-2025, une reclassification a été effectuée afin de mieux refléter la répartition actuelle de l'utilisation des actions, et les périodes antérieures ont été recalculées en conséquence.

⁴ Le taux d'occupation des immeubles de placement est calculé en divisant le nombre total de pieds carrés loués par le nombre total de pieds carrés du portefeuille immobilier de la Société. Les terrains et les biens immobiliers destinés à la rénovation sont exclus du calcul.

⁵ Source : Rapport CBRE « Statistiques sur l'immobilier de bureaux au Canada T4 2025 » daté du 7 janvier 2026.

Les immeubles de bureaux représentent près de 78,0 % de l'exposition de la Société aux immeubles de placement. Le reste du portefeuille est placé dans d'autres types de propriétés (commerces de détail, immeubles industriels, terrains et immeubles multirésidentiels).

Immeubles de placement

(aux 31 décembre, en millions de dollars, sauf indication contraire)	IFRS 17 et IFRS 9			IFRS 4	
	2025	2024	2023	2022	2021
Immeubles de placement selon les états financiers	1 446	1 519	1 611	1 804	1 870
Exposition aux immeubles de placement	1 565	1 606	1 689	2 158	2 214
Taux d'occupation des immeubles de placement selon les états financiers	84,4 %	85,5 %	86,7 %	88,3 %	91,5 %

Distribution de l'exposition aux immeubles de placement par types de propriétés

(aux 31 décembre)	2025	2024
Portefeuille	1 565 \$	1 606 \$
Bureaux	78%	79%
Commerces de détail	7%	7%
Immeubles industriels	8%	4%
Terrains	4%	4%
Immeubles multirésidentiels	3%	5%

Les données de ce tableau peuvent ne pas s'additionner de façon toujours exacte en raison d'arrondis.

Instruments financiers dérivés

La Société utilise principalement des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion des risques qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt, des marchés boursiers, des devises et du crédit. Ces instruments sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt, d'indices de marché et de taux de change, ainsi que de contrats à terme de gré à gré, de contrats à terme standardisés et d'options.

Les instruments financiers dérivés de la Société sont utilisés dans le cadre de son programme de couverture dynamique des risques (*hedging program*). Ce programme vise à atténuer la sensibilité des garanties de capital liées à certains produits de fonds distincts aux fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers.

Les instruments financiers dérivés sont également utilisés afin de couvrir l'exposition au risque de change lors de placements dans des actifs qui ne sont pas dans la même devise que les passifs soutenus par ces actifs. Enfin, les instruments financiers dérivés sont utilisés dans la mise en place de stratégies d'atténuation du risque de taux d'intérêt découlant de disparités entre l'actif et le passif ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices d'assurance vie universelle.

La Société a une stratégie d'investissement qui utilise des options afin d'obtenir une exposition synthétique aux marchés boursiers tout en réduisant son profil de risque face à des variations macroéconomiques.

Le tableau ci-dessous présente certaines valeurs relatives aux instruments financiers de la Société. Pour de l'information additionnelle, se référer à la note 8 des états financiers consolidés de la Société intégrée par référence dans le présent document.

Instruments financiers dérivés – Juste valeur et exposition

(aux 31 décembre, en millions de dollars)	2025	2024
Juste valeur nette	192	6
Montant nominal de référence	51 535	47 728

Autres placements

La catégorie « Autres placements » est constituée de la trésorerie et d'équivalents de trésorerie, d'instruments financiers dérivés, de placements à court terme et d'autres placements. Ces placements totalisaient 3,3 milliards de dollars au 31 décembre 2025 (2,8 milliards de dollars au 31 décembre 2024).

Qualité du portefeuille de placements

La qualité globale du portefeuille de placements est demeurée très bonne en 2025, reflétant la grande qualité des actifs aux niveaux d'exposition variables qui le composent, ainsi qu'un positionnement prudent. Les indicateurs du tableau ci-dessous résument plusieurs mesures de qualité attestant la qualité globale des placements.

(aux 31 décembre)	2025	2024
Obligations – Proportion des titres cotés BB et moins	0,6 %	0,7 %
Prêts hypothécaires – Proportion des prêts assurés	60,1 %	65,0 %
Immeubles de placement – Taux d'occupation	84,4 %	85,5 %
Prêts automobiles – Prêts dépréciés en pourcentage des prêts bruts	0,5 %	0,5 %
Prêts automobiles – Provision pour pertes de crédit en pourcentage du montant des prêts bruts	5,6 %	5,6 %

Fonds de placement : fonds distincts et fonds communs de placement

Actif des fonds de placement

L'actif des fonds de placement de iA Groupe financier totalisait 77,1 milliards de dollars au 31 décembre 2025 (63,0 milliards de dollars en fonds distincts et 14,1 milliards en fonds communs de placement), ce qui représente une augmentation de 11,2 milliards de dollars par rapport à l'année 2024. Cette augmentation considérable s'explique principalement par des ventes nettes positives ainsi que par les marchés financiers favorables.

Actif des fonds distincts et des fonds communs de placement

(aux 31 décembre, en milliards de dollars)	2025	2024	2023	2022	2021
Fonds distincts	63,0	52,6	41,8	37,3	39,6
Fonds communs de placement	14,1	13,3	12,2	11,6	14,0

Gamme de fonds

iA Groupe financier propose une gamme de fonds de placement vaste et diversifiée. Au 31 décembre 2025, l'offre de la Société comptait plus de 280 fonds destinés à ses clients, et environ la moitié de l'actif de ces fonds était gérée par des équipes de placement internes.

La Société a continué d'ajuster son offre de fonds distincts en 2025 en vue d'en accroître la diversité et la complémentarité tout en s'adaptant à la demande de ses clients. Dans le segment des fonds distincts proposés à l'individuel, la Société a optimisé sa plateforme de fonds en fermant des fonds qui avaient des objectifs similaires à d'autres fonds ou qui jouissaient d'une moins grande popularité. Placements iA Clarington a élargi son offre grâce à un gestionnaire de fonds clé en ajoutant les versions de deux fonds en dollars américains ainsi qu'une série de FNB d'un fonds existant. Onze regroupements de classes d'actif et cinq solutions de portefeuilles ont également été lancés pour être intégrés aux programmes des courtiers de iA Gestion de patrimoine. Enfin, dans le segment de l'Épargne et retraite collectives, la Société a ajusté sa gamme en ajoutant et en améliorant son offre de produits de type cycle de vie, ainsi qu'en lançant de nouveaux fonds mondiaux de titres à revenu fixe et d'actions.

Fonds de placement de iA Groupe financier

	Au 31 décembre 2025	
	Actif (Milliards \$)	Répartition de l'actif
Fonds distincts	63,0	82 %
Fonds communs de placement	14,1	18 %
Total	77,1	100 %

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Gestion des risques

La section « Gestion des risques » du rapport de gestion contient certaines informations requises en vertu de IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* des Normes IFRS de comptabilité (IFRS) concernant la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers. Ces informations, qui se trouvent dans les sections ombragées, font partie intégrante des états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, considérant que la norme permet des renvois entre les notes afférentes aux états financiers et le rapport de gestion. En raison des renvois qui sont faits aux états financiers, la terminologie utilisée dans cette section est celle que l'on retrouve en général dans les états financiers.

En tant que groupe financier, la Société doit prendre et gérer différents risques découlant de ses activités d'affaires pour créer une valeur à long terme et assurer sa viabilité.

Principes et responsabilités en matière de gestion des risques

iA Groupe financier définit le risque comme la possibilité que se produise un événement qui influera négativement sur ses affaires, sa condition financière et la réalisation de ses objectifs. Une gestion des risques saine et efficace implique donc l'identification, l'évaluation, la mesure, la compréhension, la gestion, la surveillance et la communication des risques auxquels la Société est exposée dans le cours de ses activités, et l'efficacité des mesures en place pour les atténuer.

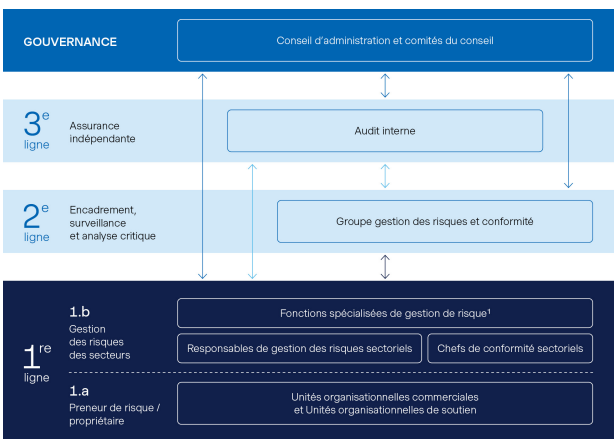
Pour ce faire, iA Groupe financier a mis en place un cadre de gestion intégrée des risques qui est appliqué sur une base continue et pris en considération dans les stratégies d'affaires de la Société et dans l'ensemble de ses activités. Le cadre de gestion des risques permet à la Société d'assurer une saine gestion des risques – une gestion prudente – par la promotion d'une approche équilibrée entre l'atteinte des objectifs stratégiques et la prise de risques. Cette approche est caractérisée par la prise en compte des risques dans la prise de décisions, l'alignement des orientations stratégiques et la conformité avec l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque de la Société, c'est-à-dire, aux fins du présent cadre, le type et le niveau de risque que la Société est prête à accepter dans la poursuite de ses objectifs stratégiques et de création de valeur à long terme.

Pour maximiser les avantages d'une gestion intégrée des risques, iA Groupe financier tient compte des interrelations et des interdépendances entre les risques et les mesures de contrôle, et veille à l'harmonisation des stratégies, des outils et des ressources pour offrir une gestion des risques holistique à l'échelle de la Société. Le cadre de gestion des risques permet à la Société de gérer son profil de risque et accroît sa capacité à agir rapidement, de façon efficace, lorsque nécessaire. Une meilleure compréhension des risques auxquels elle s'expose aide iA Groupe financier à atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels, à prévenir les pertes et à mieux affecter ses ressources, tout en promouvant la résilience de la Société. En fournissant suffisamment d'information pertinente sur l'efficacité de la gestion des risques, le cadre de gestion des risques procure aussi à la haute direction et au conseil d'administration l'assurance raisonnable que toutes les catégories de risques sont comprises et gérées dans une perspective de réalisation des objectifs de iA Groupe financier. Il contribue à garantir que la Société puisse remplir ses engagements envers les titulaires de polices, les clients, les créanciers, les actionnaires et les organismes de réglementation.

Le processus de gestion des risques de la Société est soutenu par une solide structure de gouvernance, une saine culture de gestion des risques et un cadre efficace qui s'adapte à l'évolution de la Société, à ses activités, à son degré de maturité et à son environnement. Dans le cadre de ce processus, la Société examine et améliore continuellement son cadre de gestion des risques à la lumière de sa situation financière et non financière, de la nature, de l'étendue et de la complexité de ses activités, de son profil de risque, de son plan stratégique à long terme et de l'environnement interne et externe dans lequel elle évolue.

Le cadre de gestion intégrée des risques est régi par des politiques d'entreprise qui énoncent les principes qui guident les décisions et les actions de la Société dans toutes ses activités, lui permettant de classer, de définir et de gérer adéquatement les risques auxquels la Société est exposée. Les politiques décrivent la gouvernance et la structure organisationnelle de la gestion des risques, y compris les rôles et les responsabilités des différents intervenants impliqués dans le processus de gestion des risques. Elles décrivent également les étapes clés de ce processus, notamment en ce qui concerne l'identification, l'évaluation, la gestion, la surveillance et la communication des risques ainsi que la définition de l'appétit et de la tolérance au risque. La conformité au cadre et l'application de ce cadre permettent le maintien et la promotion d'une saine culture de gestion des risques au sein de la Société.

Le schéma ci-après illustre les niveaux de responsabilités à l'égard de la gestion intégrée des risques au sein de la Société.



¹ Les fonctions spécialisées en gestion des risques comprennent le chef de la sécurité de l'information, le chef des données, le chef des technologies de l'information et les équipes des risques de placement, des finances et de l'actuariat.

S'appuyant sur une solide culture de risque, l'approche de gestion du risque de la Société repose sur le modèle de gouvernance des « trois lignes de défense ». Cette approche se fonde sur la mise en œuvre de systèmes de gestion et de contrôle des risques coordonnés dans l'ensemble de la Société.

La première ligne de défense comprend les preneurs de risque (ligne 1.a) ainsi que les responsables des risques d'affaires et les responsables de la conformité des affaires (ligne 1.b) des secteurs. Comme responsables des risques, ils ont la responsabilité d'établir et d'exécuter les stratégies d'affaires en s'assurant de respecter l'appétit et la tolérance au risque établis par la Société, tout en veillant à l'équilibre à long terme entre le risque encouru et le rendement généré. Ils sont également responsables d'appliquer les principes, les cadres, les politiques, les lignes directrices, les normes, les outils et les méthodologies élaborées par la deuxième ligne de défense et d'identifier, de communiquer et de gérer les risques qui menacent l'atteinte des objectifs de leurs secteurs respectifs. Ils doivent s'assurer que les contrôles appropriés sont en place et fonctionnels, et qu'ils sont intégrés dans les systèmes et processus de leur secteur.

La deuxième ligne de défense comprend la fonction responsable de l'établissement et du maintien, de manière objective et impartiale, du cadre de gestion des risques et de conformité. Elle est composée du Groupe Gestion des risques et conformité, sous la direction du vice-président exécutif et chef de la gestion des risques, et de la fonction de conformité, sous la direction du vice-président et chef de la conformité, qui relève du chef de la gestion des risques. Elle comprend aussi certains secteurs d'exploitation générale dans leur rôle de surveillance, d'assurance qualité et de conformité. La deuxième ligne de défense est chargée de surveiller avec objectivité et impartialité et d'analyser de façon critique les risques et les mesures de contrôle mises en œuvre par la première ligne de défense. Il lui incombe aussi d'élaborer et de maintenir les principes, les politiques, les lignes directrices, les normes, les outils et les méthodologies nécessaires pour cerner, mesurer, évaluer, agréger, gérer, surveiller et communiquer les risques actuels et émergents. À cette fin, elle coordonne, guide et soutient la première ligne de défense dans l'évaluation rigoureuse des risques importants auxquels la Société est exposée.

Ces deux lignes de défense travaillent ensemble pour assurer une gestion prudente et disciplinée dans la protection de la réputation et de la viabilité à long terme de la Société. Le chef de la gestion des risques et son équipe travaillent en étroite collaboration avec la première ligne de défense afin de promouvoir une culture de saine gestion des risques à travers l'organisation. Sur la base d'une vue holistique des risques et en considérant les interrelations pouvant exister entre ceux-ci, le chef de la gestion des risques communique les informations pertinentes à la haute direction et au conseil d'administration concernant les principaux risques auxquels s'expose la Société et des mesures adoptées pour les gérer.

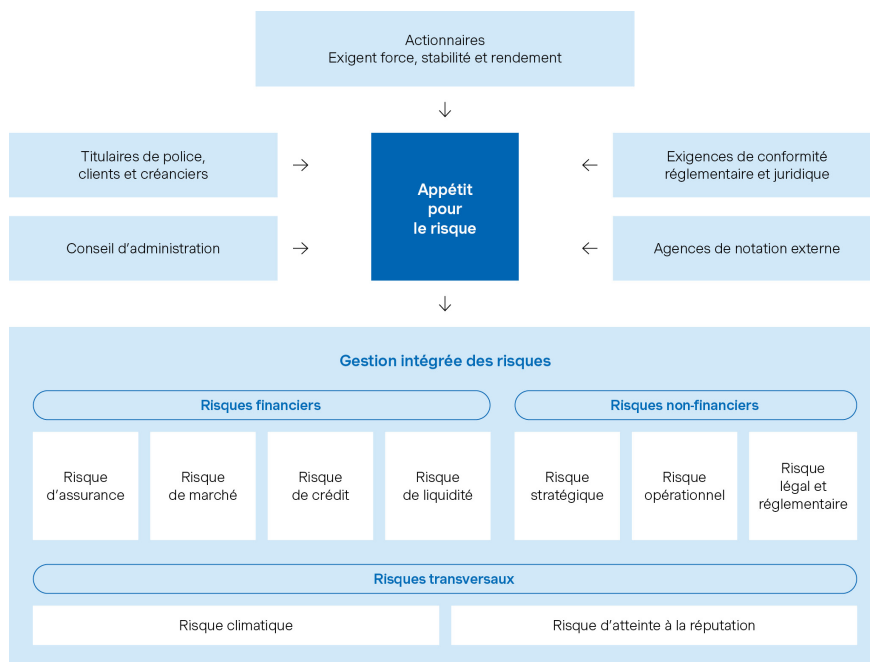
En troisième ligne de défense, l'Audit interne fournit une assurance objective et indépendante et des conseils basés sur les risques à la haute direction et au conseil d'administration quant au caractère adéquat et à l'efficacité de la gouvernance, de la gestion des risques et des processus de contrôle internes. Il recommande des améliorations et communique avec le comité d'audit du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, appuyé par le comité des risques, de gouvernance et d'éthique, approuve les politiques qui régissent le cadre de gestion des risques ainsi que les modifications qui y sont apportées. Il approuve aussi le niveau de risque global que la Société est disposée à assumer ainsi que les tolérances et limites connexes qu'elle est prête à accepter afin d'atteindre ses objectifs d'affaires et de soutenir sa création de valeur à long terme.

Le cadre de gestion des risques est appliqué dans les filiales de la Société. Une relation fonctionnelle, incluant des protocoles de communication et d'information financières, prend place entre l'équipe de gestion des risques et de conformité de la Société et celles responsables de la gestion des risques de conformité des filiales.

Les conseils d'administration des filiales, qui sont composés de membres reconnus pour leur expertise dans leurs domaines respectifs ou de cadres supérieurs de la société mère, ont un rôle important à jouer dans la surveillance des risques et l'approbation des politiques pertinentes.

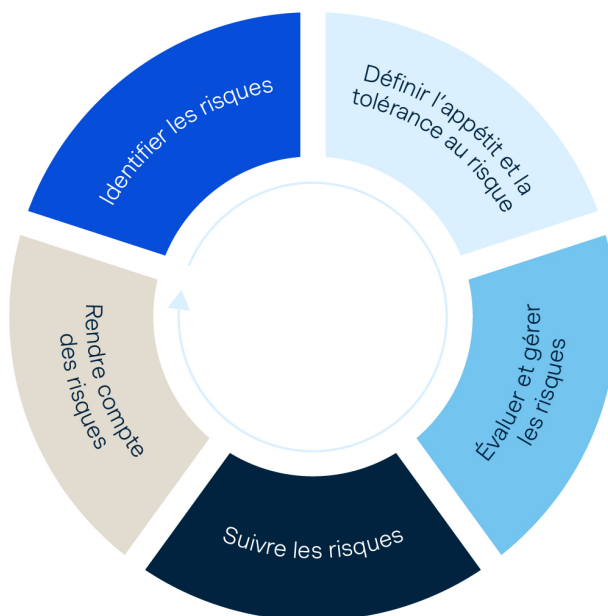
Cadre de gestion intégrée des risques



Le schéma ci-dessus illustre les catégories de risques auxquels la Société est exposée dans la poursuite de ses objectifs stratégiques. La taxonomie des risques est un ensemble complet, commun et stable de catégories de risques utilisé dans le processus de gestion intégrée des risques. Elle contribue au renforcement de la culture et à l'intégration optimale de l'approche de la gestion des risques de la Société.

Une description sommaire de ces risques et des processus de gestion relatifs à chacun est donnée dans les pages qui suivent. Chacune de ces catégories de risques peut se manifester sous forme de risques actuels ou de risques émergents, et la façon dont ces risques sont pris en compte à l'échelle de l'organisation est donc modulée en conséquence.

La gestion des risques est un processus qui vise à garantir une gestion adéquate des risques et à en assurer la conformité avec l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque de iA Groupe financier en la matière. Le processus itératif et continu comporte cinq étapes, réalisées de manière itérative et continue. Ces étapes sont illustrées dans le schéma ci-dessous.



Bien que les étapes du processus soient les mêmes pour toutes les catégories de risques, chacune de ces catégories exige une approche de gestion sur mesure aux fins d'identification, d'évaluation et de gestion des risques, stratégie adaptée tenant compte de ses spécificités. La gestion de ces risques se trouve aussi soutenue par une solide culture de gestion des risques à l'échelle de l'organisation. Celle-ci peut se définir comme étant les comportements adoptés par les employés de la Société qui observent et mettent en application au quotidien les principes du cadre de gestion intégrée des risques, dans leurs activités quotidiennes. L'ensemble de ces comportements est également encadré par le respect d'un esprit éthique et de transparence dans les décisions prises. La culture constitue la base solide et commune des activités de gestion des risques observées dans la Société.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque de perte financière liée à des changements inattendus dans les hypothèses de tarification ou de provisionnement, telles que la sévérité, la fréquence, la tendance, la volatilité ou le niveau des taux d'occurrence. Cette catégorie comprend notamment les facteurs de risque suivants :

Comportement des titulaires de polices – Risque que les actions des titulaires de polices, y compris les déchéances et les abandons, diffèrent défavorablement de ce qui était attendu;

Mortalité – Risque que les taux de mortalité dévient défavorablement de ce qui était attendu;

Morbidité – Risque que les montants réels des prestations liées à l'invalidité, à la maladie et aux frais médicaux soient plus élevés que les montants prévus;

Dépenses – Risque d'une augmentation des dépenses d'assurance futures liées à la gestion des contrats en cours, au renouvellement des commissions, aux dépenses générales et aux impôts;

Autres risques d'assurance – La Société est également exposée à d'autres risques d'assurance qui n'ont pas d'incidence significative sur ses états financiers.

Le risque d'assurance peut se manifester à différentes étapes de la vie d'un produit, soit lors de la conception et de la tarification des produits, lors de la souscription ou du règlement des réclamations ainsi que lors de l'établissement du passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance. La Société a mis en place des contrôles et des processus à chacune de ces étapes visant à s'assurer d'une gestion adéquate du risque d'assurance.

Chaque année, l'actuaire désigné de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc., une filiale de la Société, évalue le passif des polices aux fins des états financiers de la Société préparés conformément aux Normes IFRS de comptabilité. L'actuaire désigné s'assure également que l'évaluation est conforme à la pratique actuarielle reconnue au Canada et que les résultats sont fidèlement présentés dans les états financiers de la Société.

Analyse de sensibilité – Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des contrats d'assurance sont le comportement des titulaires de polices, la mortalité, la morbidité et les dépenses. L'analyse de sensibilité suivante démontre l'impact immédiat sur le résultat net et les capitaux propres ainsi que sur la marge sur services contractuels d'une détérioration permanente et raisonnablement possible de ces hypothèses, qui ont le plus grand impact sur les estimations des flux de trésorerie futurs, lorsque toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Cette analyse présente les sensibilités avant et après l'atténuation du risque par les contrats de réassurance. Une amélioration du même pourcentage de ces hypothèses aurait une incidence similaire, mais en sens inverse.

Sensibilités immédiates des principales hypothèses utilisées pour l'évaluation du passif (actif) relatif aux contrats d'assurance au brut et au net de la réassurance¹

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2025			
	Résultat net et capitaux propres		Marge sur services contractuels	
	Brut	Net	Brut	Net
Comportement des titulaires de polices				
Effet d'une détérioration de 10 % ²	(45)	(65)	(615)	(640)
Mortalité				
Effet d'une détérioration de 2 % pour les produits d'assurance ³	(65)	(20)	(295)	(135)
Effet d'une détérioration de 2 % pour les produits de rente ⁴	—	—	(45)	(40)
Morbidité				
Effet d'une détérioration de 5 % ⁵	(40)	(45)	(105)	(65)
Dépenses				
Effet d'une détérioration de 5 % ⁶	(5)	(5)	(110)	(110)

(en millions de dollars)	Au 31 décembre 2024			
	Résultat net et capitaux propres		Marge sur services contractuels	
	Brut	Net	Brut	Net
Comportement des titulaires de polices				
Effet d'une détérioration de 10 % ²	(45)	(60)	(560)	(580)
Mortalité				
Effet d'une détérioration de 2 % pour les produits d'assurance ³	(65)	(10)	(275)	(140)
Effet d'une détérioration de 2 % pour les produits de rente ⁴	—	—	(50)	(45)
Morbidité				
Effet d'une détérioration de 5 % ⁵	(40)	(45)	(105)	(65)
Dépenses				
Effet d'une détérioration de 5 % ⁶	(5)	(5)	(115)	(115)

Pour plus d'informations sur la gestion du risque d'assurance, notamment sur les contrôles et les processus de gestion du risque d'assurance, voir la note 13 « Gestion du risque d'assurance » des états financiers audités au 31 décembre 2025 de la Société intégrée par référence dans le présent document.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte financière liée à des changements inattendus dans le niveau ou la volatilité de la valeur marchande des actifs et des passifs. Cette catégorie inclut, entre autres, le risque de taux d'intérêt, le risque d'écart de crédit, le risque de corrélation, le risque lié aux actions et le risque de taux de change.

La société a établi un énoncé d'appétit et de tolérance au risque ainsi que des politiques de placement qui comportent plusieurs mesures quantitatives visant à limiter l'incidence de ces facteurs de risque. L'énoncé et les politiques font l'objet d'une révision périodique et toute modification aux politiques est soumise à l'approbation du conseil d'administration. La gestion des investissements et le respect des politiques font l'objet d'un suivi régulier et les résultats qui en découlent sont présentés au comité de placement du conseil d'administration au moins trimestriellement.

¹ Ces sensibilités sont arrondies aux 5 millions de dollars les plus près et représentent les impacts immédiats d'un changement d'hypothèses. Elles sont également ajustées afin de refléter le caractère ajustable des produits, le cas échéant.

² En supposant 90 % des taux de déchéance prévus pour les produits fondés sur la déchéance et 110 % des taux de déchéance prévus pour les autres produits.

³ En supposant 102 % des taux de mortalité prévus pour les produits où une augmentation des taux croissants augmente le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance.

⁴ En supposant 98 % des taux de mortalité prévus pour les produits où une baisse des taux augmente le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance.

⁵ En supposant 95 % du taux de cessation prévu lorsque l'assuré est ou devient invalide et 105 % du taux de survie prévu lorsque l'assuré est actif.

⁶ En supposant 105 % des coûts prévus pour la gestion et le maintien des polices en vigueur.

Risque de taux d'intérêt et risque d'écart de crédit – Une des activités de base d'un assureur consiste à investir les primes reçues des clients dans le but ultime de verser des prestations éventuelles dont l'échéance peut être éloignée dans le temps et incertaine, notamment en ce qui touche les prestations au décès et les versements de rentes. Le risque de taux d'intérêt est le risque de décalage entre l'impact des taux d'intérêts sur les actifs et passifs. Le risque d'écart de crédit est le risque de modification de la valeur des placements et d'autres actifs résultant de changements d'écarts de crédit. Ils peuvent survenir si les flux monétaires de l'actif ne peuvent pas être réinvestis à des taux d'intérêt suffisamment élevés par rapport aux taux d'intérêt et d'écarts de crédit implicites du passif correspondant, ou si un actif doit être liquidé afin de reproduire les flux monétaires du passif et donc qu'une perte de valeur marchande en résulte en raison d'une hausse des taux d'intérêt ou d'écarts de crédit. Ces risques dépendent de la répartition des actifs de la Société, de son positionnement actif-passif, de facteurs externes qui influencent les marchés, de la nature des garanties intrinsèques des produits et des options des titulaires de polices.

Afin d'atténuer ces risques, la Société a élaboré un processus de réplcation des passifs qui prend en considération les caractéristiques des passifs financiers liés à chaque type de produit de rente et d'assurance. Parmi les considérations importantes prises en compte dans ce processus de réplcation, mentionnons la structure des flux monétaires prévus et le degré de certitude quant à leur échéance, le type de rendement (fixe ou variable), l'existence d'options ou de garanties inhérentes aux actifs et aux passifs, ainsi que la disponibilité d'actifs appropriés sur le marché. Ce processus de réplcation permet alors à la Société de déterminer et de sélectionner des stratégies de placement pour atteindre ses objectifs de rendement global ajustés au risque dans ses diverses limites d'appétit et de tolérance au risque.

Les stratégies d'investissement sont établies selon les caractéristiques des passifs financiers liés à chaque produit. Deux importantes stratégies de la Société sont décrites ci-dessous.

1) Stratégie de gestion globale des portefeuilles

Cette stratégie couvre la vaste majorité du passif (actif) relatif aux contrats d'assurance et du passif relatif aux contrats d'investissement et dépôts du fonds général de la Société. Elle englobe, entre autres, des produits d'assurance individuelle et collective, des rentes et des comptes à intérêt garanti. Elle couvre principalement les passifs de tous types d'échéances et les structures de flux monétaires des passifs. Pour cette catégorie, la Société préconise une stratégie de gestion des placements visant à optimiser le rendement à long terme des actifs tout en maintenant des critères stricts de réplcation actif-passif. Entre autres, des techniques de portefeuille de réplcation des passifs sont utilisées et combinées avec des limites de réplcation de durée de taux et d'écart de crédit clés pour atténuer l'exposition globale au risque. La Société a établi des limites de risque de taux d'intérêt et d'écart de crédit dans son énoncé d'appétit et de tolérance au risque. La diversification est un principe clé qui guide l'allocation globale d'actifs et les limites d'exposition.

La société utilise des actifs de grande qualité, constitués principalement de titres à revenu fixe à longue échéance (dettes gouvernementales, d'entreprises et privées), d'actifs à revenu non fixe (actions privées, immeubles de placement, infrastructures, actions ordinaires et privilégiées, indices boursiers, options sur indices boursiers et unités de fonds de placement), pour optimiser le risque et le rendement de cette catégorie de passifs. Des instruments financiers dérivés peuvent également être utilisés pour améliorer le positionnement actif-passif du portefeuille ou son rendement ajusté au risque. La répartition des actifs vise à obtenir un rendement optimal, en tenant compte des exigences de capital, des attentes concernant la structure des taux d'intérêt et des rendements des marchés boursiers. La stratégie tient en même temps compte des contraintes imposées par l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque ainsi que des politiques de placement.

2) Vie universelle, PAR et autres

Cette stratégie concerne principalement le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance du fonds général de la Société qui est lié aux comptes des polices d'assurance vie universelle. Le rendement sur ce passif est déterminé en fonction d'un indice de marché ou d'un indice de portefeuille. Pour ce passif, le processus de réplcation est réalisé en utilisant des actifs dont les caractéristiques correspondent à celles des passifs, ou à celles de l'indice de référence, de manière à répliquer de façon stricte les rendements relatifs aux comptes sous-jacents.

Pour les comptes indiciaires gérés et les comptes gérés dont le rendement varie en fonction d'un fonds ou d'un indice, l'impact sur le résultat net d'une variation des marchés boursiers appliquée aux actifs serait négligeable, puisqu'une variation équivalente serait appliquée aux passifs correspondants.

La Société estime les taux d'intérêt au-delà de 30 ans, car les taux d'intérêt ultimes ne sont pas observables sur le marché. Pour établir une courbe de taux d'actualisation, un taux d'actualisation ultime est fixé et une méthodologie d'interpolation est appliquée entre le dernier point relatif aux données observables et le taux d'actualisation ultime. Un taux d'actualisation ultime représente la somme de deux hypothèses : un taux sans risque ultime et une prime d'illiquidité ultime. Les deux hypothèses peuvent évoluer dans le temps, et les variations qui en découlent ont une incidence sur le résultat net de la Société.

Risque lié aux actions – Le risque lié aux actions représente le risque de changement de la valeur des investissements et autres actifs en raison de fluctuation des paramètres de marchés boursiers. La société est exposée à ce risque de diverses manières dans ses activités régulières en raison des produits sur les actifs détenus dans le fonds général, des effets sur le passif (actif) relatif aux contrats d'assurance, et des revenus nets relatifs à l'actif sous gestion ainsi qu'à l'actif sous administration.

Afin d'assurer une saine gestion de l'exposition au marché, les politiques de placement de la Société définissent des limites quantitatives et qualitatives d'utilisation des actifs à revenu non fixe (actions publiques, actions privées, immeubles de placement et infrastructures). La composition cible de l'actif sous forme d'actifs à revenu non fixe vise à maximiser les rendements de la Société ajustés en fonction du risque.

Les politiques de placement permettent à la Société d'utiliser des instruments financiers dérivés. L'utilisation de ces instruments doit cependant respecter les limites de la politique de placement. La cote de crédit de l'institution financière utilisée en contrepartie doit notamment dépasser un certain seuil.

Au cours de l'exercice qui s'est terminé le 31 décembre 2025, des instruments financiers dérivés ont été utilisés dans le cadre de stratégies d'amélioration du rendement. L'utilisation d'options sur indices boursiers permet à la Société de maintenir une exposition aux marchés boursiers tout en limitant la perte financière potentielle. De tels instruments ont également été utilisés dans le cadre du programme de couverture dynamique relatif aux garanties des fonds distincts ainsi que pour couvrir le risque lié aux fonds des polices d'assurance vie universelle.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Fonds distincts – Les fonds distincts représentent pour la Société un important risque lié aux actions, un risque de taux d'intérêt, un risque d'écart de crédit et, dans une moindre mesure, un risque de taux de change.

Un fonds distinct est un type d'investissement semblable à un fonds commun de placement, mais généralement assorti d'une garantie en cas de décès et d'une garantie à l'échéance. De plus, pour certains produits, une garantie peut s'appliquer lors d'un retrait partiel. En raison de la volatilité inhérente aux marchés boursiers, aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit, la Société est exposée au risque que la valeur marchande des fonds distincts soit inférieure à leur valeur minimale garantie au moment où la garantie devient applicable et qu'elle doive alors compenser la différence à l'épargnant, sous la forme d'une prestation. Afin d'avoir un aperçu de son exposition au risque lié aux garanties des fonds distincts, la Société contrôle le montant net au risque, c'est-à-dire l'excédent de la valeur minimale garantie sur la valeur marchande de l'ensemble des contrats qui, à un moment donné dans le temps, se retrouvent dans cette situation. Le montant net au risque ne constitue pas, comme tel, un montant de prestation à verser, mais plutôt une estimation du montant au risque. Cela s'explique du fait que les prestations qui pourraient devoir être versées ultimement dans l'avenir dépendront de diverses éventualités, dont le rendement des marchés ainsi que la longévité et le comportement des titulaires de polices.

Le tableau suivant montre des informations concernant l'actif des fonds distincts sous gestion dans l'unité d'exploitation de la Gestion de patrimoine individuel. L'exposition aux risques liés aux actifs des fonds distincts sous la gestion de l'unité d'exploitation de l'Épargne et retraite collectives n'a pas d'impact significatif sur les états financiers de la Société.

Actif des fonds distincts de la Gestion de patrimoine individuel sous gestion

(aux 31 décembre, en millions de dollars)

	2025	2024
Actif sous gestion	42 323	34 294
Valeur minimale garantie	29 698	25 000
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties significatives ⁷	6 351	6 256
Valeur des actifs sous-jacents aux garanties minimales ⁸	35 972	28 038

Afin d'atténuer une partie du risque lié à cette exposition, la Société a mis en place un programme de couverture dynamique. Tous les contrats qui comportent des garanties significatives font partie du programme de couverture. La Société assume 10 % du risque pour les garanties à l'échéance de certains de ces contrats émis préalablement à la mise en place du programme de couverture. Le risque des garanties au décès ainsi que celui des garanties minimales sont limités et la Société a décidé de ne pas les inclure dans son programme de couverture dynamique.

Le programme de couverture dynamique consiste, pour la Société, à vendre à découvert des contrats à terme normalisés sur indices boursiers négociés à la bourse ainsi qu'à conclure des ententes relativement à des contrats à terme sur devises négociés à la bourse, des contrats à terme sur obligations provinciales, des swaps de taux d'intérêt et des swaps internes de rendement total sur indices négociés à la bourse. Ce programme permet de couvrir en bonne partie la sensibilité du résultat net au rendement des fonds obligataires et des fonds d'actions ainsi qu'à la variation des taux d'intérêt découlant des garanties liées aux fonds distincts. Afin que la stratégie établie par la Société couvre adéquatement les risques liés aux garanties couvertes, un rééquilibrage dynamique des instruments de couverture est effectué en fonction de l'évolution des conditions des marchés financiers.

Dans le cadre du programme de couverture dynamique, la valeur du passif relatif aux garanties est mise à jour plusieurs fois par jour afin de refléter les différences entre les résultats réels et l'expérience prévue. Dans le processus de calcul de l'expérience prévue, la Société utilise certaines hypothèses, notamment concernant la longévité des titulaires de polices et les rachats éventuels. L'hypothèse concernant les rachats comporte cependant certaines limites. Le moment et l'ampleur des retraits et des transferts de fonds effectués ne peuvent pas, en effet, être couverts à l'aide d'instruments financiers dérivés puisqu'ils dépendent des décisions prises par les titulaires de contrats. Une expérience défavorable par rapport à celle prévue peut donc altérer la qualité de la couverture.

Le programme de couverture dynamique n'a pas pour objectif d'éliminer entièrement les risques associés aux garanties couvertes. Plusieurs éléments peuvent avoir une incidence sur la qualité de la couverture et entraîner éventuellement un gain ou une perte à l'état des résultats. Le programme de couverture dynamique comporte, dans son processus même, certains risques qui peuvent limiter son efficacité, notamment les risques suivants :

- Le programme s'appuie sur le rééquilibrage dynamique des instruments de couverture dérivés. Une diminution de la liquidité de ces instruments entraînerait une incidence défavorable sur l'efficacité du programme.
- L'utilisation d'instruments dérivés de couverture comporte un risque de contrepartie qui est atténué par l'existence d'ententes avec garanties et dont le règlement net s'effectue sur base quotidienne.
- Il peut survenir un écart favorable ou défavorable entre les rendements réalisés sur les fonds distincts et ceux réalisés sur les positions de couverture détenues pour couvrir les garanties associées à ces fonds.

Les variations de la valeur économique du passif sont compensées en très grande partie par les variations des actifs détenus dans le cadre du programme de couverture dynamique. Au cours des huit derniers trimestres, l'efficacité trimestrielle de notre programme de couverture dynamique a évolué entre 90 % et 95,6 % en fonction notamment de la volatilité des marchés financiers. De plus, son efficacité a été de 93,0 % depuis sa mise en œuvre en octobre 2010, ce qui est un excellent résultat.

Risque de taux de change – Le risque de taux de change correspond au risque de changement de la valeur des investissements et autres actifs en raison de changements inattendus dans le niveau ou la volatilité des taux de change. La Société est exposée à ce risque de diverses manières dans le cadre de ses activités courantes, à travers ses investissements et autres actifs détenus ou exposés, libellés en devises étrangères; et les revenus et dépenses libellés en devises étrangères et l'actif et le passif (actif) des contrats d'assurance libellé en devises étrangères.

⁷ Représente la valeur des actifs sous-jacents à une garantie à l'échéance dont le risque est jugé significatif ou à une garantie de retrait.

⁸ Représente la valeur des actifs pour lesquels le risque des garanties est limité et que la Société a décidé de ne pas inclure dans le programme de couverture dynamique.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

La Société a adopté comme politique de ne pas conserver de risque important lié au taux de change. À cet effet, les éléments de passif sont généralement appariés avec des éléments d'actif exprimés dans la même devise, sinon, des instruments financiers dérivés sont utilisés afin de réduire l'exposition nette aux taux de change.

Afin de se protéger contre le risque de taux de change, la Société utilise également la comptabilité de couverture afin de limiter l'effet de la variation des capitaux propres principalement à l'égard d'un investissement net dans un établissement étranger ayant une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie fonctionnelle de la Société. L'information relative à la comptabilité de couverture est présentée à la note 8 « Instruments financiers dérivés » des états financiers consolidés intégrée par référence dans le présent document. Le risque de change résiduel n'a pas d'effet important sur les états financiers consolidés de la Société et peut être évalué dans les états consolidés du résultat global.

Sensibilités immédiates au risque de marché

Mise en garde concernant les sensibilités immédiates – Les sensibilités sont fournies dans cette section pour certains risques. Les sensibilités sont projetées à l'aide de modèles internes à la date de fin de la période et reflètent les actifs et les passifs de la Société à cette date. Ces sensibilités mesurent l'impact du changement d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. Les sensibilités comprennent l'incidence du rééquilibrage des couvertures d'actions et de taux d'intérêt, comme prévu dans le programme de couverture dynamique de la Société utilisé pour les garanties sur les fonds distincts. Elles excluent toute action ultérieure sur le portefeuille de placements de la Société.

En ce qui concerne les sensibilités relatives au ratio de solvabilité, la Société suppose qu'aucun changement de scénario ne se produit lors de l'estimation de l'incidence sur le risque de taux d'intérêt dans le cadre de l'ESCAP (le risque de taux d'intérêt dans le cadre de l'ESCAP est évalué selon quatre scénarios de taux d'intérêt différents, et le scénario menant à l'exigence de capital la plus élevée est choisi comme le pire scénario pour chaque région géographique).

Les résultats réels peuvent différer considérablement des estimations pour diverses raisons, y compris l'interaction entre les facteurs lorsqu'il y a plus d'un changement qui se produit; les changements dans la composition des activités, les changements dans les hypothèses actuarielles et de placement, les changements dans les stratégies de placement, l'expérience réelle différant des hypothèses, le taux d'imposition effectif, les facteurs de marché, le fait que les sensibilités représentent des scénarios simplifiés (p. ex. déplacement parallèle des taux d'intérêt par rapport aux mouvements non parallèles) et les limites de nos modèles internes. Également, les changements dans les facteurs qui sont inférieurs ou supérieurs aux changements testés peuvent ne pas être linéaires. Pour ces raisons, les sensibilités ne doivent être considérées que comme des estimations directionnelles des sensibilités sous-jacentes pour les facteurs respectifs fondées sur les hypothèses décrites ci-dessous.

Les sensibilités immédiates font référence aux effets instantanés sur les valeurs de l'actif et du passif, ignorant tout effet sur les revenus et les dépenses futurs. Elles doivent être utilisées avec prudence pour estimer les impacts financiers des variations du marché pour un trimestre. Les sensibilités immédiates supposent une variation immédiate du marché suivie d'une évolution normalement attendue du marché pour le reste du trimestre. En d'autres termes, les sensibilités immédiates pourraient être interprétées grossièrement comme la différence entre une variation réelle du marché pour un trimestre et les attentes pour ce trimestre. Par exemple, pour les marchés boursiers publics où une croissance est normalement attendue, des valeurs de marché stables pour un trimestre équivaldraient à une baisse immédiate des valeurs de marché.

Sensibilités immédiates aux taux d'intérêt et aux écarts de crédit – Une analyse de la sensibilité de la Société à une variation immédiate des taux d'intérêt sans risque et des écarts de crédit relatifs aux obligations de sociétés et aux obligations gouvernementales provinciales est présentée ci-dessous. Chaque sensibilité suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Considérant que la Société gère ces risques en examinant conjointement les instruments financiers et les contrats d'assurance, elle analyse et divulgue ses sensibilités sur une base nette.

Impact immédiat d'un changement parallèle et immédiat des taux d'intérêt

	Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
(en millions de dollars, sauf indication contraire)				
Résultat net ⁹	—	(25)	—	(25)
Capitaux propres ^{9,10}	(25)	—	(25)	25
Marge sur services contractuels ^{9,11}	(50)	25	(25)	25
Ratio de solvabilité ¹²	0,5 %	(0,5 %)	0,5 %	(0,5 %)

Impact immédiat d'un changement parallèle et immédiat des écarts de crédit des obligations de sociétés

	Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
(en millions de dollars, sauf indication contraire)				
Résultat net ⁹	—	(25)	—	—
Capitaux propres ^{9,10}	(50)	50	(75)	50
Marge sur services contractuels ^{9,11}	—	—	—	—
Ratio de solvabilité ¹²	(0,5 %)	0,5 %	(1,0 %)	0,5 %

⁹ Ces sensibilités sont arrondies aux 25 millions de dollars les plus près.

¹⁰ L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi.

¹¹ L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

¹² Ces sensibilités sont arrondies au 0,5 point de pourcentage le plus près.

Impact immédiat d'un changement parallèle et immédiat des écarts de crédit des obligations des gouvernements provinciaux

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net ¹³	(25)	25	(25)	25
Capitaux propres ^{13,14}	—	—	—	—
Marge sur services contractuels ^{13,15}	(75)	75	(100)	75
Ratio de solvabilité ¹⁶	—	—	0,5 %	(0,5 %)

Sensibilités immédiates relatives au taux d'actualisation ultime – Une analyse de la sensibilité de la Société à un changement immédiat de l'hypothèse relative au taux d'actualisation ultime utilisée pour établir le passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance est présentée ci-dessous. Chaque sensibilité suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées.

Impact immédiat d'un changement immédiat de l'hypothèse relative au taux d'actualisation ultime pour établir le passif (actif) net relatif aux contrats d'assurance

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base	Baisse de 50 points de base	Hausse de 50 points de base
Résultat net ¹⁷	(50)	50	(50)	50
Capitaux propres ¹⁷	(50)	50	(50)	50
Marge sur services contractuels ^{15,17}	—	—	—	—

Sensibilités immédiates relatives aux actions de sociétés publiques – Une analyse de la sensibilité de la Société à une variation immédiate des actions de sociétés publiques est présentée ci-dessous et suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Considérant que la Société gère ce risque en examinant conjointement les instruments financiers et les contrats d'assurance, elle analyse et divulgue ses sensibilités sur une base nette.

Impact immédiat d'une variation de valeur immédiate des actions de sociétés publiques¹⁸

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2025			
	Baisse de 25 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Hausse de 25 %
Résultat net ¹³	(175)	(100)	100	175
Capitaux propres ^{13,14}	(250)	(125)	125	250
Marge sur services contractuels ^{13,15}	(825)	(325)	300	750
Ratio de solvabilité ¹⁶	(3,5 %)	(1,0 %)	1,0 %	2,5 %

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Au 31 décembre 2024			
	Baisse de 25 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Hausse de 25 %
Résultat net ²⁰	(150)	(100)	100	150
Capitaux propres ^{20,21}	(250)	(125)	125	225
Marge sur services contractuels ^{13,15}	(675)	(275)	250	600
Ratio de solvabilité ²³	1,0 %	1,0 %	(1,0 %)	(1,0 %)

Afin de mesurer sa sensibilité aux actions de sociétés publiques, la Société a examiné l'impact d'une variation de marché de 10 % à la fin de l'exercice, estimant que ce type de variation était raisonnable dans l'environnement de marché actuel. Une variation de marché de 25 % est également divulguée afin de fournir un plus large éventail d'impacts potentiels en raison de changements importants dans les niveaux du marché des actions de sociétés publiques.

¹³ Ces sensibilités sont arrondies aux 25 millions de dollars les plus près.

¹⁴ L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi.

¹⁵ L'impact sur la marge sur services contractuels est avant impôts.

¹⁶ Ces sensibilités sont arrondies au 0,5 point de pourcentage le plus près.

¹⁷ Ces sensibilités sont arrondies aux 10 millions de dollars les plus près.

¹⁸ Les actions privilégiées sont exclues du périmètre de ces analyses de sensibilité.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Sensibilités immédiates relatives aux actifs privés à revenu non fixe – Une analyse de la sensibilité de la Société à un changement immédiat de la valeur des actifs privés à revenu non fixe est présentée ci-dessous et suppose que toutes les autres hypothèses demeurent inchangées. Ces impacts ne concernent que les instruments financiers, car les contrats d'assurance sont insensibles à ces valeurs de marché. Les actifs privés à revenu non fixe comprennent les actions de sociétés privées, les immeubles de placement et les infrastructures.

Impact immédiat d'un changement immédiat de la valeur marchande des actifs privés à revenu non fixe (actions de sociétés privées, immeubles de placement et infrastructures)

	Au 31 décembre 2025		Au 31 décembre 2024	
	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %	Baisse de 10 %	Hausse de 10 %
(en millions de dollars, sauf indication contraire)				
Résultat net ¹⁹	(300)	300	(275)	275
Capitaux propres ^{20,20}	(325)	325	(300)	300
Ratio de solvabilité ²¹	(1,0 %)	1,0 %	(1,0 %)	1,0 %

Sensibilité du bénéfice tiré des activités de base[†] au risque de marché

Mise en garde concernant les sensibilités du bénéfice tiré des activités de base[†] – Les sensibilités sont fournies dans cette section pour certains risques. Les sensibilités sont projetées à l'aide de modèles internes à la date de clôture et sont mesurées en fonction des actifs et des passifs de la Société à cette date. Ces sensibilités mesurent l'impact du changement d'un facteur à la fois et supposent que tous les autres facteurs demeurent inchangés. En outre, elles excluent toute action ultérieure sur le portefeuille de placements de la Société.

Les résultats réels peuvent différer considérablement de ces estimations pour diverses raisons, y compris l'interaction entre les facteurs lorsqu'il y a plus d'un changement; les changements dans la composition des activités, les changements dans les hypothèses actuarielles et de placement, les changements dans les stratégies de placement, l'expérience réelle qui diffère des hypothèses, le taux d'imposition effectif, les facteurs de marché, le fait que les sensibilités représentent des scénarios simplifiés (p. ex., déplacement parallèle des taux d'intérêt par rapport aux mouvements non parallèles) et les limites de nos modèles internes. En outre, les changements dans les facteurs qui sont inférieurs ou supérieurs aux changements testés peuvent ne pas être linéaires. Pour ces raisons, les sensibilités ne doivent être considérées que comme des estimations directionnelles des sensibilités sous-jacentes pour les facteurs respectifs fondées sur les hypothèses décrites ci-dessous.

Sensibilité du bénéfice tiré des activités de base[†] au risque de marché – Une analyse de la sensibilité de la Société à un changement immédiat de divers facteurs est présentée ci-dessous. Chaque sensibilité suppose que toutes les autres hypothèses et tous les autres facteurs demeurent inchangés.

Les répercussions estimées ci-dessous sont principalement attribuables aux revenus et charges suivants qui sont directement touchés par le niveau des indicateurs de marché :

- le rendement attendu des placements d'actifs à revenu non fixe;
- la comptabilisation de la MSC dans le bénéfice pour les produits de fonds distincts;
- les revenus nets sur les actifs sous gestion (fonds communs de placement) et sur les actifs administrés (sociétés affiliées de distribution en gestion de patrimoine);
- le rendement attendu des actifs à revenu fixe et des charges de financement du passif attendues.

¹⁹ Ces sensibilités sont arrondies aux 25 millions de dollars les plus près.

²⁰ L'impact sur les capitaux propres comprend l'impact relatif au résultat net ainsi que celui relatif à la réévaluation des avantages postérieurs à l'emploi.

²¹ Ces sensibilités sont arrondies au 0,5 point de pourcentage le plus près.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Répercussions sur le bénéfice tiré des activités de base[†] des trimestres à venir au 31 décembre 2025

Sensibilités du bénéfice tiré des activités de base [†]				
(au 31 décembre 2025)	Secteurs d'activité	Variation	Impact sur les bénéfices tirés des activités de base futurs ^{1,22} M\$ après impôt	Description du choc
Actions de sociétés publiques ²³	Placements	+5 %	0,2	Variation immédiate de +5 % des valeurs marchandes
		-5 %	(0,2)	Variation immédiate de -5 % des valeurs marchandes
	Gestion de patrimoine	+5 %	5,7	Variation immédiate de +5 % des valeurs marchandes
		-5 %	(6,1)	Variation immédiate de -5 % des valeurs marchandes
Actifs privés à revenu fixe ²⁴	Placements	+5 %	3,4	Variation immédiate de +5 % des valeurs marchandes
		-5 %	(3,4)	Variation immédiate de -5 % des valeurs marchandes
Taux d'intérêt ²⁵	Placements	+10 pb	0,7	Changement parallèle immédiat de +10 pb sur tous les taux
		-10 pb	(0,8)	Changement parallèle immédiat de -10 pb sur tous les taux
	Gestion de patrimoine	+10 pb	0,7	Changement parallèle immédiat de +10 pb sur tous les taux
		-10 pb	(0,7)	Changement parallèle immédiat de -10 pb sur tous les taux
Crédits et écarts de swaps ²⁹	Placements	+10 pb	0,5	Changement parallèle immédiat de +10 pb
		-10 pb	(0,6)	Changement parallèle immédiat de -10 pb

Ces répercussions représentent des impacts sur le bénéfice tiré des activités de base[†] pour le prochain trimestre. Les répercussions sur le niveau des bénéfices tirés des activités de base[†] seront similaires pour les trimestres à venir si les rendements futurs des marchés boursiers sont conformes aux attentes et si les taux d'intérêt sont stables. De plus, le bénéfice tiré des activités de base[†] pour le trimestre en cours serait également affecté par les mouvements du marché au cours du trimestre en cours, mais uniquement pour ces deux effets : effet sur la comptabilisation de la MSC dans le bénéfice pour les produits de fonds distincts et effet sur les revenus nets de l'actif sous gestion (fonds communs de placement) et de l'actif administré (sociétés affiliées de gestion de patrimoine).

Ces sensibilités du bénéfice tiré des activités de base[†] doivent être utilisées avec prudence pour estimer les répercussions des mouvements du marché, car elles ne reflètent pas la diversification entre les facteurs de risque, les mesures de gestion futures potentielles et la réoptimisation du portefeuille de placements.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière liée au défaut de remboursement, par un emprunteur ou une contrepartie, de ses obligations aux échéances prévues. Ce risque provient principalement du crédit accordé sous forme de prêts et d'obligations de sociétés, mais aussi de l'exposition aux instruments financiers dérivés et aux réassureurs qui partagent les engagements de la Société envers les titulaires de polices.

Le risque de crédit peut également survenir lorsqu'il y a une concentration des investissements dans des entités présentant des caractéristiques similaires ou qui exercent des activités dans un même secteur ou dans une même région géographique ou lorsqu'un investissement important est effectué dans une seule entité. Des renseignements supplémentaires sur le risque de concentration sont présentés à la note 7 « Gestion des risques financiers associés aux instruments financiers et aux contrats d'assurance » des états financiers audités consolidés au 31 décembre 2025 intégrée par référence dans le présent document.

Les politiques de placement de la Société visent à atténuer le risque de concentration en favorisant une saine diversification des investissements, en limitant l'exposition à un même émetteur et en recherchant une qualité d'émetteurs relativement élevée. Les critères de construction des portefeuilles imposent également des limites par groupes d'émetteurs liés, par secteurs d'activité et par régions géographiques. Ces limites dépendent de la qualité du crédit des émetteurs.

La Société dispose aussi d'une politique de gestion des risques et d'une politique de risque de crédit qui prévoient l'attribution de cotes de crédit internes pour les placements n'ayant aucune cote de crédit attribuée par une agence de notation reconnue. Les politiques et les procédures en place établissent des critères de sélection et définissent les limites d'autorisation du crédit selon l'envergure et le degré de risque. Afin de gérer le risque de crédit lié à ces placements, la Société peut exiger des sûretés, notamment pour les prêts ou les hypothèques immobilières commerciales.

Les instruments financiers dérivés utilisés exposent la Société au risque de crédit en raison de la présence de contreparties impliquées. Comme indiqué précédemment, les contreparties des instruments financiers dérivés doivent répondre à des critères bien établis et des ententes contenant des biens en garantie pour compenser quotidiennement les marges de variation, selon les normes et standards de l'industrie, ont été établies avec ces institutions de façon à limiter et à contrôler le risque de crédit.

Finalement, bien que les ententes de réassurance permettent à la Société de récupérer auprès des réassureurs la portion cédée des demandes de règlement qui lui sont présentées, la Société demeure responsable en premier lieu de ses engagements envers ses titulaires de polices et elle est par conséquent exposée au risque de crédit lié aux montants cédés aux réassureurs. Cette catégorie de risque inclut le risque d'assurance résiduel, le risque juridique, le risque de contrepartie et le risque de liquidité résultant des activités de réassurance. Pour limiter ce risque, la Société applique les processus et critères prévus dans sa politique de gestion du risque lié à la réassurance tels que mener la revue diligente des réassureurs sélectionnés et limiter la concentration des risques. Les ententes de réassurance de la Société sont suffisamment diversifiées pour que la Société ne dépende pas d'un réassureur unique, et que ses activités ne présentent pas non plus de dépendance importante à une entente de réassurance unique.

²² Répercussions sur le bénéfice tiré des activités de base[†] du trimestre à venir.

²³ Excluant les actions privilégiées.

²⁴ Actions privées, immeubles de placement et infrastructures.

²⁵ Dans le cadre de la révision annuelle de fin d'année, des améliorations ont été apportées à la modélisation au T4 2025 afin d'améliorer la précision des calculs de sensibilité pour le secteur des Placements. Ces améliorations affinent la manière dont les bénéfices tirés des activités de base[†] des trimestres à venir réagissent aux variations parallèles immédiates des taux d'intérêt et des crédits et écarts de swaps.

[†] Cet item est une mesure financière non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » et la section « Rapprochement de mesures financières non conformes aux IFRS choisies » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures et un rapprochement des mesures financières non IFRS avec la mesure IFRS la plus directement comparable.

^{††} Cet item est un ratio non conforme aux IFRS. Voir la section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS et autres mesures financières » de ce document pour des informations au sujet de telles mesures.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque de ne pas être en mesure de se libérer de ses investissements et autres actifs en temps voulu afin de faire face à ses obligations financières, y compris les besoins de garantie, lorsqu'elles arrivent à échéance. Ce risque découle principalement des prestations payables selon les contrats d'assurance en vigueur ou des activités de gestion de patrimoine de la Société; des décaissements nécessaires pour l'acquisition ou lors de la période de détention de ses investissements; du montant des garanties payables à ses contreparties au titre de ses contrats dérivés; d'autres besoins de la Société liés à la structure de son capital ou à ses objectifs stratégiques et opérationnels. L'indisponibilité totale ou partielle de sources de liquidité constitue également un élément de ce risque.

La Société a établi une politique de gestion du risque de liquidité comportant de multiples paramètres, horizons temporels et mesures de concentration pour garantir une gestion saine et prudente de son risque de liquidité et surveiller sa position de liquidité dans différentes conjonctures. Afin de maintenir un niveau approprié de liquidités, la Société s'assure qu'une bonne proportion de ses éléments d'actif soit détenue dans des titres facilement négociables. Plusieurs scénarios sont également analysés afin de garantir qu'elle sera en mesure d'honorer ses obligations dans différentes situations extrêmes. La politique est révisée périodiquement, et toute modification est présentée au conseil d'administration pour approbation. La conformité à la politique fait l'objet d'un suivi régulier et les résultats qui en découlent sont présentés au comité de placement du conseil d'administration au moins trimestriellement.

Le risque associé aux prestations payables en vertu de contrats d'assurance est géré par la réplcation des éléments d'actif avec les engagements financiers et une gestion rigoureuse de la trésorerie.

L'utilisation des instruments dérivés nécessite l'envoi de titres en garanties à des chambres de compensation et aux contreparties d'instruments dérivés afin d'atténuer le risque de crédit. Des simulations de crise sont effectuées afin de mesurer les besoins de liquidités qui pourraient survenir à la suite de différents scénarios tels que des chocs sur les taux d'intérêt et sur les marchés boursiers afin d'évaluer le niveau d'actifs liquides à maintenir pour satisfaire aux exigences.

Compte tenu de la qualité de son portefeuille de placements, et malgré la volatilité des marchés financiers, la Société est confiante que son niveau de liquidités actuel est adéquat.

Risque stratégique

Le risque stratégique est le risque que des décisions ou des événements internes ou externes empêchent la Société de mettre en œuvre son plan opérationnel ou ses initiatives d'importance stratégique, y compris les fusions, les acquisitions et les dessaisissements, et donc faisant obstacle à l'atteinte de ses objectifs stratégiques. Il peut résulter de difficultés dans la mise en œuvre du plan stratégique ou de l'incapacité à remplir le mandat et à atteindre les objectifs stratégiques.

Le risque stratégique peut résulter de facteurs externes, tels que les pressions concurrentielles, la volatilité économique, les changements réglementaires, les développements politiques ou sociaux et les perturbations technologiques, ainsi que des facteurs internes, notamment le décalage entre la stratégie et son exécution, les contraintes en matière de ressources et la gouvernance inefficace des initiatives stratégiques.

Risque lié au contexte commercial – Plusieurs unités d'exploitation exercent des activités dans des secteurs très concurrentiels. Il est possible que des pressions concurrentielles ou des changements dans les besoins et les habitudes de consommation des clients entraînent une augmentation des pressions exercées sur le modèle d'affaires et influent négativement sur les résultats de la Société, si elle ne s'adapte pas adéquatement. Le plan d'affaires et les objectifs stratégiques connexes sont réévalués chaque année dans le cadre d'un processus rigoureux et solide qui permet à la Société de considérer les changements potentiels de l'environnement d'affaires.

Risque lié au contexte économique – Des changements économiques, tels qu'une dégradation des conditions sur les marchés financiers, pourraient augmenter les pressions sur le modèle d'affaires ou avoir une incidence défavorable sur la rentabilité, la solidité financière et l'accès aux capitaux de la Société. Les simulations de crise effectuées à l'aide de divers scénarios économiques, la révision périodique de l'appétit pour le risque de crédit et de marché et des limites de tolérance, ainsi que la surveillance du risque de crédit sont des exemples de processus mis en place par la Société pour garantir sa résistance à l'environnement économique.

Risque lié au contexte juridique ou réglementaire – La Société est assujettie à une vaste gamme de lois et de règlements. Des changements liés à ces lois et règlements ainsi qu'une surveillance accrue de la part des autorités réglementaires pourraient mobiliser des ressources importantes. La Société surveille en permanence son environnement juridique et réglementaire afin de garantir une conformité continue.

Risque lié au contexte politique et social – Un événement ou une décision d'ordre politique pourrait avoir une incidence défavorable sur la pertinence des produits de la Société ou sur sa rentabilité. Les indicateurs macroéconomiques et les événements géopolitiques font l'objet d'une surveillance permanente afin que la Société puisse s'adapter à son environnement politique et social.

Risque lié au contexte technologique – Une mauvaise adaptation à un changement dans l'environnement technologique pourrait avoir un impact sur l'intégrité de nos systèmes informatiques et de notre infrastructure technologique ou pourrait, de façon plus générale, perturber la réalisation du plan d'affaires de la Société. La Société explore en permanence l'introduction potentielle de solutions technologiques innovantes, telles que l'intelligence artificielle, afin d'améliorer l'efficacité opérationnelle et la pertinence de l'organisation dans son environnement concurrentiel. Le cadre de gouvernance et de contrôle des technologies de l'information permet de surveiller les risques qui sous-tendent la stratégie en matière de technologies de l'information. Le risque stratégique est, de par sa nature, influencé par des facteurs externes liés aux effets d'événements externes imprévus sur la Société, mais aussi par des facteurs internes liés à la mauvaise gestion des effets externes, ou à la piètre exécution du plan opérationnel. Tous les secteurs de la Société se tiennent au courant des changements dans l'environnement concurrentiel, économique, technologique, juridique ou réglementaire et surveillent ces changements afin de prévoir tout effet potentiel sur leurs activités et d'envisager des réponses potentielles dans l'éventualité où ces changements surviendraient.

La Société gère les risques stratégiques au moyen d'un processus structuré qui comprend une planification stratégique annuelle et une réévaluation périodique des risques émergents, ainsi que des évaluations des risques préalables à la mise en œuvre pour les initiatives majeures, telles que les acquisitions et les dessaisissements afin de garantir leur conformité avec l'énoncé d'appétit et de tolérance au risque et les cibles de ratio de solvabilité. Les initiatives stratégiques sont surveillées tout au long de leur cycle de vie à l'aide d'indicateurs de risque clés et de protocoles d'escalade; les évaluations des risques sont communiquées périodiquement à la haute direction et aux organes de gouvernance appropriés. La surveillance est renforcée par des fonctions indépendantes de contestation et d'assurance, qui garantissent une adaptation rapide aux changements externes et une exécution disciplinée des priorités stratégiques.

De plus, la haute direction réévalue les risques stratégiques actuels et émergents chaque année, ou plus fréquemment au besoin. Lors de l'exercice annuel de planification stratégique, ces risques sont analysés pour évaluer leur incidence potentielle sur la stratégie de la Société et, inversement, de déterminer si des stratégies supplémentaires peuvent être nécessaires pour les gérer ou les atténuer.

Lors de l'examen des risques stratégiques et émergents de 2025, les risques clés suivants ont été confirmés, et les stratégies en place pour les gérer ont été réévaluées.

Cybersécurité, protection des données et préparation – Les risques liés à la sécurité de l'information continuent d'être alimentés par l'évolution de cybermenaces sophistiquées et par des risques à plus long terme liés aux technologies émergentes qui pourraient remettre en cause les pratiques de sécurité actuelles. Ces développements augmentent l'exposition à des bris de services, à des pertes de données et à des répercussions sur la réputation potentiels. La Société continue d'investir dans les capacités de cybersécurité et la modernisation informatique pour renforcer sa protection et sa résilience globale.

Efficacité opérationnelle dans un contexte d'évolution rapide des conditions extérieures – L'accélération du rythme des innovations technologiques, le nombre croissant de nouvelles exigences réglementaires et de contrôles, ainsi que les changements survenant sur le marché continuent d'exercer une pression sur la capacité de la Société de s'adapter et à agir efficacement. Afin de soutenir une performance durable, la Société continue de donner la priorité à une exécution disciplinée, à l'agilité organisationnelle et à l'efficacité opérationnelle afin de garantir la réalisation de ses objectifs stratégiques. En outre, elle doit déployer des capitaux pour des acquisitions, intégrer ces acquisitions et réaliser les synergies attendues des nouvelles filiales, tout en s'adaptant à son environnement. Dans ce contexte, l'efficacité opérationnelle et la surveillance étroite des risques stratégiques seront essentielles pour garantir que les revenus dépassent les dépenses et que les objectifs stratégiques sont atteints.

Instabilité économique et financière dans un contexte de tensions géopolitiques – La conjoncture économique et financière mondiale continue d'être influencée par les tensions géopolitiques actuelles, notamment la guerre en Ukraine, les conflits au Moyen-Orient, la rivalité stratégique entre les États-Unis et la Chine, l'instabilité de régions telles que le Venezuela ainsi que le renforcement des barrières commerciales, la renégociation de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM) et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Ces facteurs, combinés au ralentissement de la croissance mondiale et à la fragmentation des politiques commerciales, pourraient continuer à exercer des pressions sur les marchés. Collectivement, ces dynamiques pourraient accroître la volatilité des marchés financiers et limiter les opportunités de croissance.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel désigne le risque de perte résultant de lacunes ou d'erreurs attribuables aux processus, aux personnes, aux systèmes ou à des événements externes.

Ce risque existe dans toutes les sphères d'activité de la Société, et est organisé autour des catégories de risques suivantes : informations financières, ressources humaines, sécurité physique, fraude, technologie, sécurité des données et informations, traitement, tiers, continuité des activités, modèle et risque éthique lié à l'utilisation de l'intelligence artificielle. L'impact en cas de réalisation de l'un de ces risques peut notamment prendre la forme de pertes financières découlant d'amendes et pénalités pour infraction à un règlement, de frais juridiques, de gains financiers qui ne pourraient être réalisés ou de charges supplémentaires, par exemple, ainsi que de détérioration de la relation commerciale et d'atteinte à la réputation, de détournement des ressources ou d'un examen réglementaire plus rigoureux.

Pour gérer le risque opérationnel, la Société met l'accent sur des pratiques de gestion proactives en s'assurant que des contrôles internes efficaces et appropriés sont mis en application et en déployant un personnel compétent et bien formé à tous les échelons. La Société s'assure en outre de réviser ses politiques et de resserrer ses normes, lorsque approprié, afin de tenir compte de l'évolution de ses activités et de son environnement.

Par son cadre de gestion intégrée des risques et son cadre de gestion du risque opérationnel, la Société a développé des outils pour identifier, évaluer, gérer, surveiller et signaler les risques opérationnels.

Information financière – Il est ici question du risque de ne pas préparer des rapports financiers internes et externes reflétant entièrement, avec exactitude, les résultats financiers. La Société maintient un programme d'évaluation continue des contrôles afin d'émettre l'attestation exigée par les autorités de surveillance quant à l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires de la Société (attestation relative au Règlement 52-109). En vertu du programme, les dirigeants de chaque secteur d'activité évaluent et testent les contrôles existants dans leur secteur. Une équipe désignée vérifie ensuite la qualité des contrôles et la conclusion de l'évaluation des gestionnaires. Toute faiblesse matérielle ou lacune importante identifiée doit être documentée et communiquée rapidement, et les mesures correctives doivent être suivies jusqu'à leur résolution. Un rapport sommaire est soumis trimestriellement au président et chef de la direction et au chef des finances ainsi qu'au comité d'audit qui rend compte des résultats de l'évaluation au conseil d'administration. L'attestation à l'égard de l'information financière présentée dans les documents annuels et intermédiaires est déposée trimestriellement dans la forme prescrite par les autorités réglementaires. Cette attestation est disponible sur SEDAR+ et sur le site Internet de la Société.

Ressources humaines – Les ressources humaines constituent une composante essentielle à la réalisation du plan stratégique de la Société et à la mise en œuvre des stratégies de gestion des risques d'affaires et opérationnels. Le risque des ressources humaines est le risque de perte résultant d'une pénurie de ressources compétentes (capacités), motivées (pratiques d'emploi) et mobilisées (environnement de travail), pour mener les activités opérationnelles nécessaires au soutien de la croissance de la Société. À cet égard, la Société dispose d'un code de conduite professionnelle, de politiques, de bonnes pratiques ainsi que de processus bien définis en matière de rémunération, de recrutement, de formation, d'équité en emploi, de diversité et de santé et sécurité au travail. Conçues de manière à attirer et à retenir les meilleurs candidats à chacun des échelons de l'organisation, ces politiques sont maintenues à jour. La Société se préoccupe par ailleurs de la qualité de vie des employés, notamment en offrant des programmes qui font la promotion d'un mode de vie sain ou en adoptant diverses mesures destinées à améliorer le cadre de travail.

Sécurité physique – Le risque de sécurité physique est le risque de défaillance dans la protection et la sécurité physique des biens et des personnes (employés, clients ou autres) lorsqu'ils se trouvent dans ou autour des locaux de l'entreprise ou pendant les activités de l'entreprise. iA Groupe financier a mis en place plusieurs mesures dans ses bâtiments pour réduire l'exposition à ce risque, telles que des systèmes de vidéosurveillance, de détection de mouvement, d'alarme et de contrôle d'accès électronique, ainsi que des capteurs pour détecter le feu, l'eau, l'humidité et la chaleur.

Fraude – Le risque de fraude est le risque de conduite malhonnête entraînant l'entreprise à subir une perte financière, à disposer d'un bien ou à fournir un service à la suite d'une tromperie, d'un mensonge, d'un abus de confiance ou de tout autre moyen frauduleux similaire. Les avantages peuvent prendre la forme d'espèces, de quasi-espèces ou d'actifs corporels. Afin d'atténuer ce risque et de promouvoir une culture d'intégrité, la Société a instauré une politique d'entreprise et applique un programme de formation continue obligatoire pour tous les employés afin de renforcer leur sensibilisation et leur compréhension des risques de fraude. Nous maintenons également un programme de surveillance afin d'identifier et de traiter les situations de fraude potentielle. Plus globalement, notre cadre de gestion des risques de fraude intègre des contrôles préventifs, de détection et correctifs afin de gérer efficacement les menaces de fraude internes et externes.

Sécurité des technologies, des données et de l'information – Les risques liés à la sécurité des technologies, des données et de l'information (STDI) impliquent des perturbations potentielles de la disponibilité des systèmes, de l'intégrité des données et de la confidentialité. Ces risques peuvent provenir de pannes de système, de cybermenaces ou de fuites internes. Étant donné le rôle essentiel des technologies et des données dans les activités, toute compromission peut entraîner des pertes financières, une atteinte à la réputation et des problèmes juridiques. De plus, comme la Société traite de grandes quantités de données personnelles et financières sensibles, il est essentiel de disposer de cadres solides en matière de sécurité de l'information et de gouvernance des données afin de garantir l'exactitude des données, la confidentialité et la conformité avec les réglementations en constante évolution.

En 2025, la Société a continué d'exercer ses activités dans un environnement à risque qui évolue rapidement, qui a nécessité une attention particulière dans le cadre de la gouvernance STDI. L'intégration croissante de l'intelligence artificielle (IA) dans les processus opérationnels a créé de nouvelles possibilités d'améliorer l'efficacité et la prise de décision, tout en introduisant des risques liés à l'intégrité des données, à la fiabilité des modèles et à l'utilisation responsable des renseignements personnels. En même temps, le paysage de la cybersécurité a continué de s'intensifier, sous l'effet de menaces de plus en plus sophistiquées, amplifiées par les progrès de l'IA et la volatilité accrue des marchés et de la situation géopolitique. En réponse à ces développements, la Société a continué de renforcer ses pratiques de gouvernance en matière d'IA et de cybersécurité, a renforcé ses contrôles techniques et a élargi ses programmes de formation et de sensibilisation.

Le chef des technologies de l'information de la Société joue un rôle central dans la gestion quotidienne de ces risques STDI. Il est responsable de superviser l'infrastructure informatique, de garantir la fiabilité des systèmes et de mener les initiatives de transformation numérique. En favorisant une culture d'innovation et de résilience, le chef des technologies veille à ce que les investissements technologiques soient alignés sur les objectifs d'affaires et les stratégies de gestion des risques. En collaboration avec le chef des technologies, le chef de la sécurité de l'information assure la supervision et apporte son expertise en matière de sécurité de l'information. Le chef de la sécurité de l'information est responsable de développer et de mettre en œuvre des cadres de cybersécurité robustes et de garantir la conformité aux normes de sécurité. En favorisant une posture de sécurité proactive, le chef de la sécurité de l'information contribue à protéger les actifs numériques de l'organisation contre les menaces émergentes. Le chef des données joue un rôle crucial dans la gouvernance des données, en veillant à ce que celles-ci soient gérées comme un actif stratégique. Le chef des données est responsable d'établir des politiques de gouvernance des données, de garantir la qualité des données et de promouvoir la prise de décision fondée sur les données. En alignant les pratiques de gestion des données sur les exigences réglementaires et les objectifs d'affaires, le chef des données renforce la capacité de l'organisation à tirer parti des données pour obtenir un avantage concurrentiel. Le chef de la gestion des risques supervise la fonction de gestion des risques, qui s'étend à l'ensemble de l'organisation, en assurant la surveillance et la couverture complète des risques liés à la technologie, aux données et à la sécurité de l'information.

Traitement – Le risque de traitement est le risque d'erreur, d'omission ou d'échec lors du traitement d'une transaction. Ce risque est lié au traitement quotidien des transactions et est atténué par diverses mesures, telles que la formation des employés sur leurs activités, la validation par les pairs et le contrôle qualité. Par ailleurs, la mise en place d'indicateurs clés de performance permet de contrôler le respect des délais de traitement.

Tiers – Le risque de tiers est le risque que des tiers ne parviennent pas à fournir des biens, des activités commerciales ou des services et exposent ainsi la Société à de multiples conséquences négatives. Les scénarios de risque de tiers peuvent inclure l'insolvabilité, la perturbation opérationnelle chez les tiers, les tensions géopolitiques, les violations ou la perte de données ou la corruption.

Continuité des activités – Il est ici question de l'incapacité à poursuivre les activités prioritaires du fait de l'inaccessibilité des lieux de travail, de la perte d'employés clés, de l'indisponibilité des systèmes, des applications ou de la connectivité, de la perte de fournisseurs tiers essentiels ou de l'interruption des processus et services. Le cadre de gestion de la continuité des activités de la Société considère l'ensemble des risques auxquels elle pourrait être confrontée selon une approche fondée sur les conséquences. La Société a également adopté un modèle de fonctionnement hybride combinant le travail à distance et en présentiel. Des plans de continuité des activités ont été mis en œuvre par l'intermédiaire des unités d'exploitation afin de garantir la poursuite de la prestation de services à des niveaux prédéfinis acceptables en cas d'événements susceptibles de perturber les activités. Les plans de continuité des activités et les procédures connexes sont régulièrement examinés et testés.

En ce qui concerne la gestion des perturbations, une structure et des processus sont en place au sein de la Société pour faire en sorte que les événements qui pourraient impacter ses activités soient rapidement cernés et gérés. En fonction de l'importance de ces événements, un comité multidisciplinaire du niveau de la direction supervise la réponse et veille à la cohérence dans l'ensemble de la Société.

Modèle – La Société est exposée au risque de modèle, soit le risque de conception, de mise en œuvre ou d'utilisation inadéquate d'un modèle. Bien que l'utilisation de données et de modèles génère de la valeur pour la Société et offre des opportunités d'avenir significatives basées sur l'intelligence économique et artificielle, elle introduit également le risque qu'une perte puisse survenir ou que des décisions inappropriées puissent être prises en raison de déficiences ou de limitations de la modélisation, d'une mise en œuvre ou utilisation inappropriée, de données inexacts ou inappropriées, ou d'hypothèses incorrectes. Pour réduire ce risque, la Société a élaboré un cadre de gouvernance du risque de modèle et créé un inventaire des modèles afin d'identifier le niveau de risque des modèles au sein de la Société. Alors que le cadre est en cours de déploiement dans l'ensemble de la Société, la sensibilisation et la formation sont en cours et une validation indépendante sera effectuée sur les modèles en fonction de leur niveau de risque.

Risque éthique lié à l'utilisation de l'intelligence artificielle – Les progrès récents de l'intelligence artificielle offrent des opportunités significatives tout en ayant le potentiel d'augmenter les risques existants et d'en introduire de nouveaux. Le risque éthique lié à l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle a été introduit dans la taxonomie des risques. Il est défini comme le risque de prendre des décisions ou d'exécuter des processus d'une manière moralement controversée, contraire à l'éthique ou aux normes ou valeurs sociales, résultant de l'utilisation de systèmes d'intelligence artificielle. Afin de s'assurer que la Société bénéficie de cette technologie tout en mesurant correctement les risques encourus, un cadre de gouvernance et de gestion des risques liés à l'intelligence artificielle a été mis en place. Toutes ces mesures visent à permettre à la Société de tirer parti de cette avancée technologique tout en favorisant de manière proactive une culture qui encourage une utilisation responsable de l'intelligence artificielle.

Risque juridique et réglementaire

La Société exerce ses activités dans un environnement juridique et réglementaire complexe et en constante évolution, qui découle des provinces et territoires du Canada et des différents États des États-Unis où elle exerce ses activités. Elle est supervisée par divers organismes de réglementation et doit veiller au respect de toutes les lois et tous les règlements applicables.

Le risque juridique et réglementaire découle de la possibilité que la Société soit affectée négativement par un changement législatif ou réglementaire, ou ne se conforme pas aux lois et aux règlements applicables dans les territoires où elle exerce ses activités.

La Société s'est dotée d'une *Politique de gestion des risques réglementaires* qui fait partie intégrante du cadre de gestion des risques et sert de base à un cadre de conformité. Elle vise à garantir que la Société exerce ses activités tout en respectant les exigences réglementaires applicables, en fonction de son niveau de tolérance aux risques juridiques et réglementaires. D'autres politiques ont également été adoptées dans le cadre de conformité pour traiter des risques réglementaires précis, tels que la lutte contre le blanchiment d'argent, les saines pratiques commerciales et la protection de la vie privée, afin d'assurer une gouvernance et un suivi sur mesure.

La Société a mis en place une fonction de conformité qui relève de la responsabilité du chef de la conformité. Le chef de la conformité est responsable de mettre en place le cadre de conformité au sein de la Société et de veiller à ce qu'il soit mis en œuvre et appliqué dans toutes les unités d'exploitation. Les responsables de la conformité des affaires doivent veiller à ce que les normes de conformité de la Société soient mises en œuvre au sein de leurs unités d'exploitation. Ils sont aussi responsables d'élaborer une stratégie de gestion des risques réglementaires propre à leurs unités d'exploitation et de la mettre en œuvre.

Pour veiller à la saine gestion du risque juridique et réglementaire, la Société utilise une méthodologie axée sur l'identification, l'évaluation et la quantification des risques et la mise en place de contrôles pertinents, efficaces et efficaces dans ses activités courantes. Dans son évaluation du risque juridique et réglementaire, la Société tient compte des impacts potentiels, notamment l'incidence possible sur ses activités et sur sa réputation.

La Société surveille les nouveaux risques réglementaires et les communique aux unités d'exploitation concernées afin de garantir que les contrôles nécessaires pour se conformer aux nouvelles lois ou lignes directrices soient mis en place rapidement. De manière plus générale, la Société met l'accent sur une communication continue afin de rappeler à ses employés l'importance des questions de conformité légale et réglementaire.

Risque climatique

Les changements climatiques et les vulnérabilités qu'ils entraînent pourraient avoir des impacts défavorables directs ou indirects sur toutes les catégories de risques de la taxonomie. Les risques climatiques englobent les risques physiques et les risques de transition. Les risques physiques sont ceux qui découlent de phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les inondations, les feux de forêt, les sécheresses ou les tempêtes violentes (risques physiques élevés ou aigus) ou de changements climatiques à plus long terme, tels que des hausses de température durables (risques physiques chroniques), tandis que les risques de transition sont ceux qui sont liés au processus d'adaptation à une économie à faibles émissions de carbone. En tant que risque transversal, le risque climatique est susceptible d'amplifier la probabilité d'occurrence et/ou l'impact de toutes les catégories de risques, par exemple en augmentant la fréquence et le coût des sinistres, en causant des dommages matériels ou des interruptions d'activité critiques, en créant une exposition à des litiges ou à des différends juridiques, ou en augmentant la volatilité ou en diminuant la valeur des investissements de portefeuille dans les secteurs à forte intensité de carbone. La Société a intégré le risque climatique dans son énoncé d'appétit et de tolérance au risque, sous la supervision du conseil d'administration et de la haute direction.

La Société a également formalisé son cadre de gestion des risques liés au climat dans sa politique d'entreprise de gestion des risques climatiques, favorisant l'alignement des méthodes d'identification, d'évaluation et de gestion des risques, dans le cadre d'une approche cohérente et proportionnée par rapport à d'autres risques. En plus d'être signataire des Principes pour l'investissement responsable (PRI) appuyés par les Nations Unies, la Société, par l'intermédiaire de sa filiale iA Gestion de placements inc., a adopté une politique d'investissement durable qui montre l'engagement de la Société à intégrer les risques et les opportunités liés au climat dans le processus d'investissement. De plus amples renseignements sur la gestion des risques liés au climat et le cadre de gouvernance peuvent être trouvés dans le Rapport de durabilité 2025 et le Rapport sur la performance liée aux changements climatiques 2025.

Risque d'atteinte à la réputation – La Société est aussi exposée au risque de subir une atteinte à sa réputation. Ce risque est défini comme le risque que des événements, des décisions d'une autorité réglementaire ou la perception du public aient un impact négatif sur la perception de la Société par le public et, potentiellement, entraînent une diminution de l'achalandage, une perte de revenus ou des frais de litige considérables.

La Société s'est dotée d'un plan de communication détaillé qui vise à protéger l'image de marque de la Société en situation de crise et à rassurer le public quant à sa capacité à gérer une telle situation. Ce plan établit les stratégies de communication à privilégier en cas de crise, en vue notamment d'informer le public de ses causes et conséquences, des procédés mis en place pour la résoudre et des mesures prises pour diminuer le risque de récurrence. De plus, une vigie des médias sociaux couvrant l'ensemble des activités de la Société est effectuée sur une base continue.



iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel
iA Société financière inc. exerce ses activités.

ia.ca